

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

REGION DU SUD

DEPARTEMENT DE L'OCEAN

COMMUNE DE NIETE

REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

SOUTH REGION

OCEAN DIVISION

NIETE COUNCIL

PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT (PCD)



Réalisé avec l'appui technique d'ONED

Sous financement et supervision du PNDP



Décembre 2013

SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
RESUME	53
LISTE DES ABREVIATIONS	64
LISTE DES TABLEAUX	86
LISTE DES PHOTOS	97
LISTE DES CARTES	108
LISTE DES FIGURES	119
LISTE DES ANNEXES	1240
1. INTRODUCTION	1344
1.1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION.....	1344
1.2. OBJECTIFS DU PCD.....	1344
1.3. STRUCTURE DU DOCUMENT	1442
2. METHODOLOGIE	1543
2.1. PREPARATION DE L'ENSEMBLE DU PROCESSUS	1543
2.1.1. <i>La mise en place du dispositif institutionnel de planification</i>	1543
2.1.2. <i>L'adoption du programme de planification</i>	1543
2.1.3. <i>L'information et la sensibilisation des autorités et des parties prenantes</i>	1543
2.1.4. <i>La collecte des données de base</i>	1643
2.2. COLLECTE DES INFORMATIONS ET TRAITEMENT	1644
2.2.1. <i>Diagnostic de l'Institution Communal (DIC)</i>	1644
2.2.2. <i>Diagnostic de l'Espace Urbain Communal (DEUC)</i>	1644
2.2.3. <i>Diagnostic niveau village</i>	1745
2.3. CONSOLIDATION DES DONNEES DU DIAGNOSTIC ET CARTOGRAPHIE	1846
2.3.1. <i>Consolidation des données du diagnostic</i>	1846
2.3.2. <i>Cartographie</i>	1846
2.4. ATELIER DE PLANIFICATION, DE MOBILISATION DES RESSOURCES ET DE PROGRAMMATION	1846
2.5. MISE EN PLACE DU MECANISME DE SUIVI EVALUATION PARTICIPATIF	1947
3. PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE	2048
3.1. LOCALISATION DE LA COMMUNE	2048
3.2. MILIEU BIOPHYSIQUE	2220
3.2.1. <i>Climat</i>	2220
3.2.2. <i>Sols</i>	2220
3.2.3. <i>Relief</i>	2220
3.2.4. <i>Hydrographie</i>	2220
3.2.5. <i>Flore et faune</i>	2220
3.2.6. <i>Ressources naturelles</i>	2422
3.3. MILIEU HUMAIN	2523

3.3.1. Quelques repères historiques de la Commune.....	2523
3.3.2. Les populations.....	2624
3.3.3. Les ethnies.....	2725
3.3.4. Les religions.....	2725
3.3.5. Les activités économiques.....	2926
3.4. PRINCIPALES INFRASTRUCTURES PAR SECTEUR.....	3127
3.5. PRINCIPALES POTENTIALITES ET RESSOURCES DE LA COMMUNE.....	3632
4. SYNTHESE DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC.....	3733
4.1. SYNTHESE DU DIC.....	3733
4.1.1. Forces et faiblesses.....	3733
4.1.2. Axes de renforcement des capacités.....	3935
4.2. PRINCIPAUX PROBLEMES ET BESOINS IDENTIFIES ET CONSOLIDES PAR SECTEUR.....	4137
5. PLANIFICATION STRATEGIQUE.....	5046
5.1. VISION ET OBJECTIFS DU PCD.....	5046
5.2. CADRE LOGIQUE PAR SECTEUR.....	5146
5.3. COUT ESTIMATIF DU PCD.....	9949
5.4. SYNTHESE DES PROJETS PRIORITAIRES.....	10050
5.5. DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE LOCALE.....	11056
5.6. RECAPITULATIF DE LA PRISE EN COMPTE DE LA PETITE ENFANCE.....	11056
5.7. ESQUISSE DU PLAN D'UTILISATION ET DE GESTION DES TERRES DE L'ESPACE COMMUNAL.....	11257
6. PROGRAMMATION.....	11759
6.1. CADRE DE DEPENSES A MOYEN TERME (CDMT) DES PROJETS PRIORITAIRES.....	11759
LA PLANIFICATION TRIENNALE EST PRESENTEE DANS LE CADRE DE DEPENSES A MOYEN TERME (CDMT).....	11759
6.2. CADRE SOMMAIRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE DU CDMT.....	11964
6.2.1. Principaux impacts socio-environnementaux potentiels et Mesures d'optimisation ou d'atténuation envisageables.....	11964
6.2.2. Plan sommaire de gestion de l'environnement.....	12163
6.3. PLAN D'INVESTISSEMENT ANNUEL (PIA).....	12466
6.3.1. Ressources mobilisables.....	12466
6.3.2. Programmation annuelle des projets prioritaires.....	12466
6.3.3. Cas des populations BAGUIELI.....	12667
6.4. PLAN DE PASSATION DES MARCHES DU PIA.....	13074
7. MECANISME DE SUIVI-EVALUATION.....	13474
7.1. COMPOSITION ET ATTRIBUTIONS DU COMITE DE SUIVI-EVALUATION DU PCD.....	13474
7.1.1. Composition.....	13474
7.1.2. Attributions.....	13474
7.2. INDICATEURS DE SUIVI ET D'EVALUATION (PAR RAPPORT AU PIA).....	13575
7.3. DISPOSITIF, OUTILS ET FREQUENCE DU REPORTING.....	13676
7.4. MECANISME DE PREPARATION DU PIA ET DE REVISION DU PCD.....	13777
8. PLAN DE COMMUNICATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PCD.....	13777
8.1. OBJECTIFS DU PLAN.....	13777
8.2. ETAPES D'ELABORATION ET DE MISE EN ŒUVRE DU PLAN.....	13777

8.3. STRATEGIE	13878
8.4. CIBLES DE LA COMMUNE	13878
8.5. LES ATTENTES PAR CIBLES	13878
8.6. ACTIONS DE COMMUNICATION AU SEIN DE LA COMMUNE	13979
8.7. DISPOSITIF DE COMMUNICATION AU NIVEAU COMMUNAL	13979
CONCLUSION	14184
BIBLIOGRAPHIE	14282
ANNEXES	14383
ANNEXE 1 : FICHES DE PROJETS DU PIA	14383
ANNEXE 2 : ATLAS DES CARTES	14888

Résumé

Dans le cadre de l'exécution des grandes réalisations à travers la mise en œuvre du Document de la Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) et la mouvance actuelle de la décentralisation, pour un Cameroun émergent à l'horizon 2035, le Gouvernement du Cameroun avec l'aide des partenaires au développement, met en œuvre le Programme National de Développement Participatif (PNDP) afin de permettre aux Communes de prendre leurs responsabilités dans le processus progressif de décentralisation, pour se doter des moyens d'une participation effective au processus de développement. Ainsi, La Commune de NIETE, pour se doter d'un Plan Communal de Développement (PCD), a recruté l'Organisme d'Appui Local (OAL) ONED, avec l'appui du Programme National de Développement Participatif (PNDP). Le Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) de ce PCD couvre la période 2014-2016.

Ledit PCD comprend en dehors d'une introduction et de la méthodologie :

1. une présentation de la Commune,
2. la synthèse des résultats du Diagnostic Participatif tant au niveau de l'institution Communale que des 28 secteurs identifiés par le DSCE,
3. une planification stratégique,
4. une programmation comprenant : le Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT), le Cadre Sommaire de Gestion Environnementale (CSGE), le Plan d'Investissement Annuel (PIA) et le Plan de Passation des Marchés (PPM),
5. le mécanisme de suivi évaluation,
6. un plan de communication sur la mise en œuvre du PCD
7. enfin une conclusion

Les principaux problèmes identifiés dans la Commune de NIETE sont:

- Le faible niveau de revenus des populations et de l'institution Communale;
- La faiblesse de l'organisation administrative et technique du fait de l'insuffisance des ressources humaines, matérielles et financières de l'institution communale.
- L'insuffisance des infrastructures sociales de base tant urbaines que rurales ;
- Le faible niveau d'organisation des populations et surtout des BAGUIELI ;
- La dégradation accentuée des ressources naturelles ;
- Le faible développement des activités économiques dans l'espace urbain (ADJAP) ;
- L'insuffisance d'infrastructures devant abriter les services déconcentrés à ADJAP.

Un certain nombre d'actions ont été retenues au terme du processus de planification dans la Commune de NIETE dont principalement :

- L'élaboration du Plan d'Occupation des Sols (POS) ;
- La construction d'un complexe commercial ;
- La création, la construction, la réhabilitation, l'équipement et l'aménagement des établissements scolaires ;
- La construction et la réhabilitation des infrastructures hydrauliques ;
- L'électrification et le renforcement du réseau électrique existant ;
- La réhabilitation et l'entretien du réseau routier ;
- La création, la construction, l'équipement et l'aménagement des centres de santé ;
- L'appui aux activités agricoles, pastorales et piscicoles.

Liste des abréviations

ACD :	Agent Communal de Développement
ACF :	Agent Communal Financier
AEP :	Adduction d'Eau Potable
AGR :	Activité Génératrice de Revenu
AMED :	Approche des Moyens d'Existence Durable
APEE :	Association des Parents d'Élèves et Enseignants
AS :	Aide Soignant
BAD :	Banque Africaine de Développement
BIP :	Budget d'Investissement Public
CAC :	Centime Additionnel Communal
CAIPE :	Centre d'Appui aux Initiatives Paysannes d'Ebolowa
CC :	Changement Climatique
CDMT :	Cadre de Dépenses à Moyen Terme
CEAC :	Centre d'Éducation et d'Actions Communautaires
CES :	Collège d'Enseignement Secondaire
CETIC :	Collège d'Enseignement Technique Industriel et Commercial
CFM :	Centre de Formation aux Métiers
CMA :	Centre Médical d'Arrondissement
CMPJ :	Centre Multi fonctionnel de Promotion de Jeunes
CNPS :	Caisse Nationale de Prévoyance Sociale
CNI :	Carte Nationale d'Identité
COFIL :	Comité de Pilotage
CPFF :	Centre de Promotion de la femme et de la famille
CRTV :	Cameroon Radio and Television
CSI :	Centre de Santé Intégré
CTD :	Collectivité Territoriale Décentralisée
CVUC :	Communes et Villes Unies du Cameroun
DAADR :	Délégation d'Arrondissement d'Agriculture et du Développement Rural
DESS :	Diplôme d'Études Supérieures Spécialisées
DEUC :	Diagnostic de l'Espace Urbain Communal
DIC :	Diagnostic de l'Institution Communale
DP :	Diagnostic Participatif
DPNV :	Diagnostic Participatif de Niveau Village
DSCE :	Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi
EFA :	École familiale Agricole
FEICOM :	Fonds d'équipement et d'intervention intercommunale
FFOM :	Forces, Faiblesses, Opportunités, Menaces
FC :	Forêt Communautaire
F CFA :	Franc Communauté Financière d'Afrique
FNE :	Fonds National de l'Emploi
GIC :	Groupe d'Initiatives Communes
GIZ :	Coopération allemande
IDE :	Infirmier Diplômé d'Etat
ISS :	Interview Semi Structurée
IST :	Infection Sexuellement Transmissible
Km² :	Kilomètre carré
MARP :	Méthode Accélérée de Recherche Participative
MINADER :	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MINATD :	Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation
MINAC :	Ministère des Arts et de la Culture
MINAS :	Ministère des Affaires Sociales
MINHDU :	Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain
MINEDUB :	Ministère de l'Éducation de Base

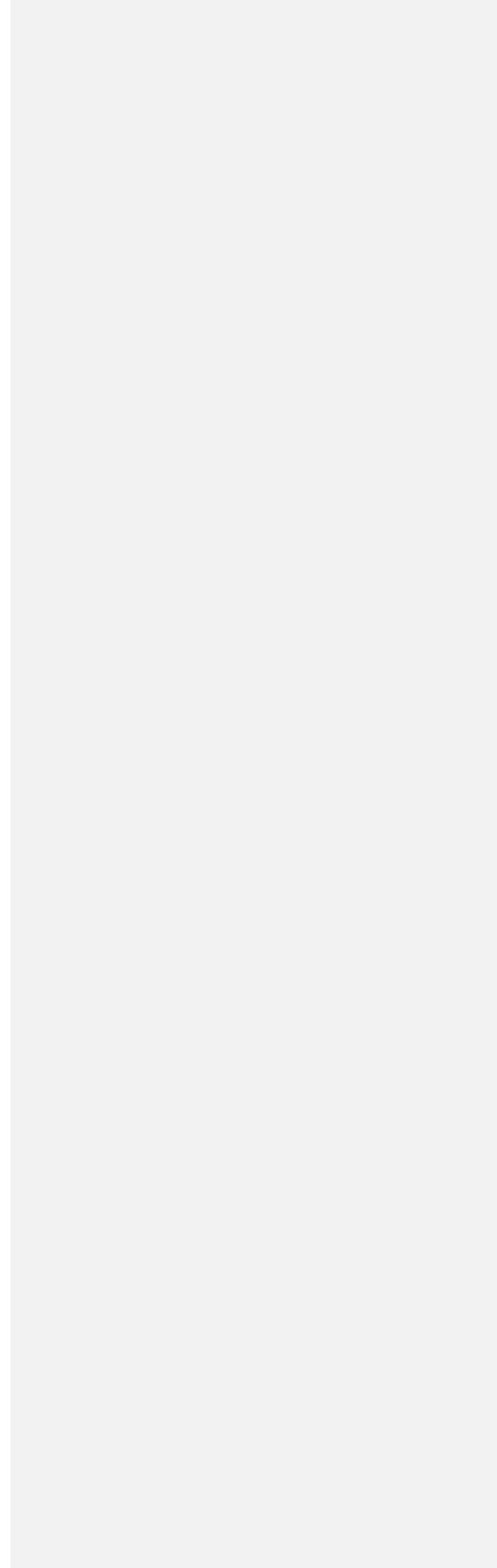
MINEPAT : Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire
MINEPDED : Ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et du Développement Durable
MINESEC : Ministère des Enseignements Secondaires
MINTOUL : Ministère du Tourisme et des Loisirs
MINEPIA : Ministère de l'Élevage, des Pêches et des Industries Animales
OAL : Organisme d'Appui Local
PACA : Projet d'Appui à la Compétitivité Agricole
PAJER-U : Programme d'Appui à la Jeunesse Rurale et Urbaine
PCD : Plan Communal de Développement
PDPP : Plan de Développement des Peuples Pygmées
PFNL : Produit Forestier Non Ligneux
PIA : Plan d'Investissement Annuel
PIASI : Programme d'Insertion des Acteurs du Secteur Informel
PLEG : Professeur des Lycées d'Enseignement Général
POS : Plan d'Occupation des Sols
PPM : Plan de Passation des Marchés
PSGE : Plan Sommaire de Gestion Environnementale
PNDP : Programme National de Développement Participatif
PNDRT : Programme National de Développement des Racines et Tubercules
PNVRA : Programme National de Vulgarisation et de Recherche Agricoles
PUGDT : Plan d'Utilisation et de Gestion Durable des Terres
PV : Procès Verbal
RAS : Rien à Signaler
RGPH : Recensement Général de la Population et de l'Habitat
RFA : Redevance Forestière Annuelle
RM : Receveur Municipal
SEPO : Succès-Échecs-Potentialités-Obstacles
SG : Secrétaire Général
SNV : Coopération Hollandaise
SOECAO : Société de Développement du CACAO
SIDA : Syndrome Immunodéficience Acquis
TIC : Technologie de l'Information et de la Communication
UFA : Unité Forestière d'Aménagement
VC : Vente de Coupe

Mis en forme : Retrait : Gauche : 0 cm, Suspendu : 2,49 cm

Liste des tableaux

Tableau 1 : G roupes de travail.....	17
Tableau 2 : Principales essences forestières	23 22
Tableau 3 : Q uelques espèces fauniques de la Commune	23
Tableau 4 : Matrice des ressources naturelles.....	24
Tableau 5: R épartition des activités économiques par groupes socio	29 28
Tableau 6: Axes de renforcement des capacités de la commune de NIETE	39 37
Tableau 7 : P roblèmes et idées de projets par secteur.....	41 39
Tableau 8 : Synthèse de l'économie locale	110 58
Tableau 9 : Matrice des ressources naturelles.....	Erreur ! Signet non défini. 59
Tableau 10 : Cadre de D épenses à M moyen T erme (CDMT)	117 64
Tableau 11 : L impacts potentiels et mesures envisageables.....	119 63
Tableau 12 : P lan sommaire de gestion de l'environnement	121 65
Tableau 13 : Mobilisation des ressources	124 68
Tableau 14 : Plan d'Investissement Annuel (PIA)	124 68
Tableau 15 : Besoins des BAGUIELI.....	126 69
Tableau 16 : Plan de Passation des Marchés	130 73
Tableau 17 : C omité de suivi évaluation du PCD de la Commune de NIETE	134 76

Liste des photos

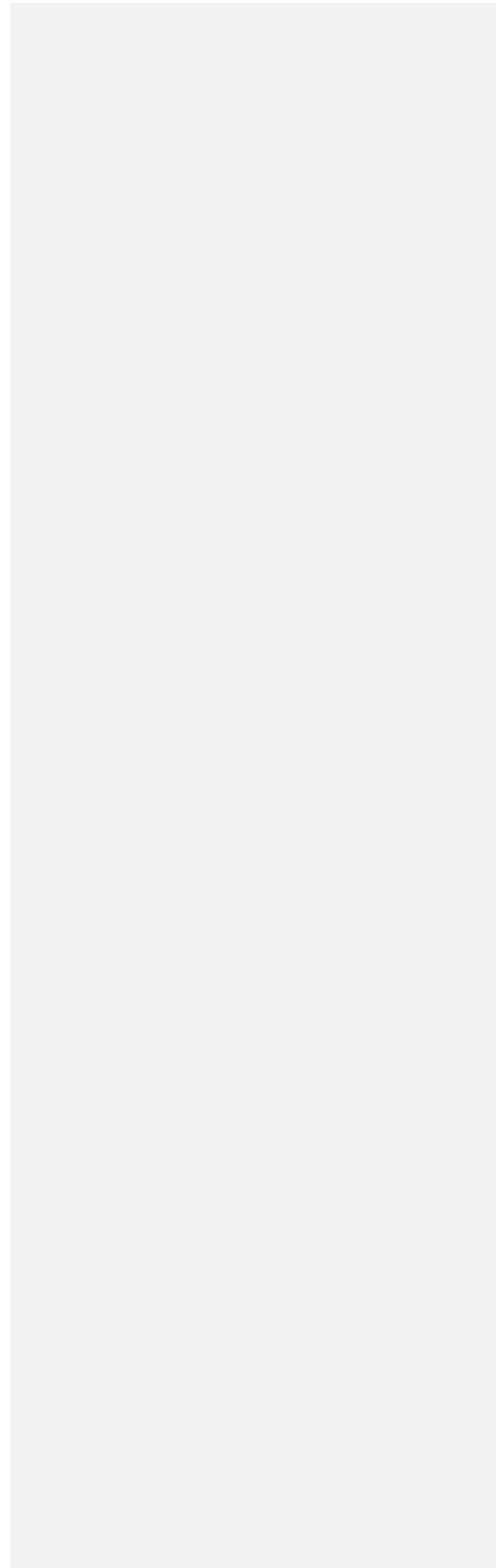


Liste des cartes (Cf . atlas des cartes)

1. CARTE DE LOCALISATION
2. CARTE DES POPULATIONS
3. CARTE DES FORMATIONS SANITAIRES
4. CARTE SCOLAIRE
5. CARTE HYDRAULIQUE
6. CARTE DE L'EXPLOITATION FORESTIERE

Liste des figures

Figure 1 : Histogramme de répartition de la population	27
--	----



Liste des annexes

ANNEXE 1 : FICHES DE PROJETS DU PIA	14383
ANNEXE 2 : ATLAS DES CARTES	14888

1. INTRODUCTION

1.1. Contexte et justification

La Commune en tant qu'espace géographique et en tant qu'institution se présente comme la plus petite unité territoriale ayant une autonomie administrative et financière pour la gestion des intérêts locaux, et jouissant d'un statut de personne morale de droit public. Les lois 2004/017 portant orientation de la Décentralisation et 2004/018 du 22 juillet 2004 portant sur les règles applicables aux Communes, attribuent aux Collectivités Locales Décentralisées (CTD) un rôle central et leur transfèrent des compétences importantes dans l'initiation, la promotion, la coordination des actions de développement économique, social, sanitaire, éducatif, sportif et culturel de leurs collectivités. Le transfert de ces compétences interpelle les CTD par rapport à leurs capacités de réaction et d'adaptation aux nouvelles exigences. Les responsabilités et tâches qui leur sont confiées exigent des capacités importantes pour pouvoir assumer effectivement le rôle de maître d'ouvrage du processus de développement local. La démarche de planification participative suivie au cours de l'élaboration du PCD offre une opportunité de renforcement de ces capacités.

Dans le cadre de la mise en œuvre du Programme National de Développement Participatif (PNDP) phase II, l'Organisation pour le Nature, l'Environnement et le Développement (ONED) a reçu mandat pour accompagner la Commune de NIÉTÉ dans le processus de planification locale. Conformément au guide méthodologique de planification régionale et locale au Cameroun, l'élaboration du PCD s'est faite en Cinq (05) étapes : la préparation, le diagnostic participatif, la planification, la mobilisation des ressources et la programmation. La mise en œuvre et le suivi évaluation incombant à la Commune.

1.2. Objectifs du PCD

Le PCD est un document constitué par l'ensemble des projets prioritaires arrêtés par les villages présents sur le territoire communal pour être réalisés en fonction des moyens disponibles et potentiels (financiers, humains et matériels). L'initiative de son élaboration se fonde sur une approche participative à même d'appréhender les réalités des territoires, leurs forces, leurs faiblesses et leurs opportunités d'évolution. Il interpelle tous les acteurs qui y vivent à coopérer et à se mettre en synergie. Ainsi, la planification participative du développement au niveau des CTD, semble être une étape importante dans la mise en œuvre de la décentralisation au Cameroun. C'est ce qui justifie l'engagement de la municipalité de NIETE dans la réalisation de son PCD, document de planification spatiale et temporelle des priorités de développement, élaboré avec les appuis technique d'ONED et financier du PNDP, principal superviseur.

L'objectif du PCD, selon le Guide méthodologique de planification régionale et locale au Cameroun est d'identifier les grands axes d'intervention et à définir les objectifs de développement. Toutefois, les grands axes d'intervention doivent rester en lignes avec les politiques et orientations nationales¹.

¹ Cf. anexe16 : contenu du plan de développement, P.93

1.3. Structure du document

Le présent document survient au terme du processus d'accompagnement de la Commune de NIETE dans l'élaboration de son PCD. Il est structuré de la manière suivante :

1. Introduction
2. Méthodologie
3. Présentation sommaire de la commune
4. Synthèse des résultats du diagnostic
5. Planification stratégique
6. Programmation
7. Mécanisme de suivi-évaluation :
8. Plan de communication sur la mise en œuvre du PCD
9. Conclusion
10. Bibliographie
11. Annexes

2. METHODOLOGIE

2.1. Préparation de l'ensemble du processus

L'étape de préparation du processus de planification vise à :

- rechercher l'adhésion de toutes les parties prenantes au processus de planification ;
- définir le rôle de chacun dans le processus ;
- favoriser la participation effective de toutes les parties prenantes dont les populations, à l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi-évaluation du Plan Communal de Développement;
- programmer le processus dans l'espace et le temps avec les parties prenantes (intégrer les aspects logistiques) ;
- convenir des produits attendus ;
- rassembler les moyens de mise en œuvre du processus.

La préparation du processus de planification s'est effectuée en quatre principales phases :

2.1.1. La mise en place du dispositif institutionnel de planification

Il s'est agi d'une part de la mise en place du comité de pilotage (COPIL) ayant pour missions :

- définir les orientations et la stratégie d'élaboration du plan de développement;
- veiller au bon déroulement du processus de planification ;
- s'assurer de la participation effective des populations à tous les stades.

L'arrêté communal portant création, attributions et composition du comité de pilotage a été signé en avril 2013.

D'autre part, l'OAL a constitué des équipes pluridisciplinaires de consultants devant conduire le diagnostic sur le terrain. ~~C'est ainsi qu'~~Dans cette optique, une séance de restitution de l'atelier de formation des OAL a eu lieu au siège de l'OAL ONED à KRIBI, ~~la séance de restitution de l'atelier de formation des OAL.~~

2.1.2. L'adoption du programme de planification

Le chronogramme indicatif soumis à l'exécutif communal a été discuté avec le comité de pilotage puis validé.

2.1.3. L'information et la sensibilisation des autorités et des parties prenantes

Elles se sont faites à travers la prise de contact avec les autorités, l'atelier de lancement tenu à NIETE, les correspondances aux élites extérieures et intérieures et enfin à travers une tournée de prise de contact, d'information et de sensibilisation dans les villages de la Commune.

2.1.4. La collecte des données de base

Les données sur la Commune disponibles auprès des sectoriels ont été collectées à travers des rencontres avec ces responsables des services déconcentrés ; en vue d'avoir une idée sur la situation de référence ~~nous~~ permettant à l'OAL d'organiser la collecte des données sur le terrain.

2.2. Collecte des informations et traitement

La collecte des informations s'est faite pendant le Diagnostic Participatif. Pour y parvenir, ~~on~~ l'OAL a utilisé plusieurs outils. ~~Ces outils nous qui~~ ont permis de ~~pouvoir~~ déterminer l'état des lieux en décelant les atouts, les potentialités et les problèmes vécus au quotidien. Le diagnostic participatif vise à :

- identifier et analyser les atouts, problèmes et contraintes par secteur ;
- mieux faire connaître le milieu à tous les acteurs par la collecte participative d'informations ;
- amener les populations à prendre conscience des atouts et des potentialités, dont elles disposent et des contraintes à lever pour leur développement.

Il a été réalisé en trois phases :

2.2.1. Diagnostic de l'Institution Communal (DIC)

L'équipe responsable de collecter les données pendant cette phase était composée de : MBA NDONG Gracien (chef d'équipe, Economiste), NDONGO Christian (juriste), EMBOUNDAN MOTTO Arthur (Comptable) et MEDJO MEDJO Samuel (Ingénieur en génie industrielle). Le diagnostic s'est déroulé aux dans les agglomérations V7, V4 et V2 du 27 au 31 Mai 2013. Pour collecter les données, ~~nous avons~~ l'OAL a mobilisé les différentes parties prenantes intervenant dans la gestion communale notamment les sectoriels, les responsables des églises, les chefs traditionnels, tout le personnel communal et bien sûr l'exécutif communal sous l'assistance permanente du comité de pilotage. ~~On~~ L'OAL a utilisé particulièrement les outils suivants : guide de collecte des informations générales sur la Commune, guide d'entretien avec les services déconcentrés de l'Etat, guide de collecte des informations relatives aux mécanismes de la gestion financière, fiches techniques de collecte des données (Fiche 1 : Ressources humaines, Fiche 2 : Ressources financières, Fiche 3 : Les conflits, Fiche 4 : Patrimoine communal, Fiche 5 : Rôle de la Commune dans la promotion du développement économique local et Fiche 6 : Gestion des relations).

Commenté [P1]: Pas nécessaire à ce niveau...

2.2.2. Diagnostic de l'Espace Urbain Communal (DEUC)

Après avoir réalisé le DIC et vu la réussite de cette étape, la même équipe a été responsabilisée pour réaliser le Diagnostic de l'Espace Urbain Communal (DEUC) pour une durée de 09 jours allant du 10 au 18 Juin 2013 dans les trois pôles urbain ~~suivants que sont~~ ADJAP, V7 et V2. Au cours de cette phase, caractérisée par deux séquences

Commenté [P2]: Superflu...

d'identification des problèmes, contraintes et atouts/potentialités par secteur et surtout l'analyse des problèmes, les enquêteurs ont utilisé plusieurs outils de diagnostic. ~~Notamment allant de~~ la cartographie participative des trois pôles urbains, la marche transect (à ADJAP), la collecte des données géo référencées, une fiche d'enquête des données socioéconomiques et environnementales, un guide d'entretien avec les corps de métier de l'espace urbain communal, ~~à l'usage d'~~ un guide d'entretien avec les couches vulnérables de l'espace urbain communal pour ne citer que ceux-là.

Commenté [P3]: Style lourd, à reformuler...

2.2.3. Diagnostic **Participatif au Niveau des Villages (DPNV)**

La collecte des données à ce niveau a été réalisée par 12 enquêteurs repartis en 03 groupes de 04 ~~suivants~~ planificateurs chacun pendant la période allant :

Tableau 1 : groupes de travail

Commenté [P4]: Superflu à ce niveau, au besoin en faire mention en annexe...

Mis en forme : Normal, Justifié, Interligne : 1,5 ligne

groupe	Nom et prénoms	qualité	spécialité
Groupe 1	BIBANG Hervé	Chef d'équipe	juriste
	ELONO Elisabeth C.	planificatrice	Etudiant en génie industrielle
	SALLA Ange Valencia	planificatrice	Elève institutrice INIEG KRIBI
	NDONGO ENGOTO Christian	planificateur	Master 1 en Droit Public interne
Groupe 2	MBA NDONG Gracien	Chef d'Equipe, Chef de mission	DEA en économie, planificateur formé par PNDP
	TCHOUAFA MOUKAM Cyrille	planificatrice	Etudiante en sociologie de la population
	ENO'O AKAME Salomine	Planificatrice	Etudiante en sociologie de développement
	NGUEMA Clovis	planificateur	Instituteur
Groupe 3	MEDJO MEDJO Samuel	Chef d'équipe	Ingénieur en génie Industriel
	ONDOUA Nathalie	Planificatrice	Etudiante en environnement
	ESSONO KINZHO Thierry	Planificateur	Etudiant en environnement
	NDONGO MVONDO Joël	planificateur	Master 1 en Banque/monnaie

Du 14 Aout 2013 au 14 Septembre 2013, ~~après~~ Après un diagnostic pilote dans le village test d'AKOM 1, les ~~enquêteurs planificateurs sont passés~~ sont séjourné trois jours ~~par dans~~ chacun des villages de la Commune pour en réaliser le diagnostic participatif. Le premier jour dans chacun de ces villages était consacré ~~par à~~ la prise de contact avec les autorités traditionnelles, à l'identification des facilitateurs endogènes ~~et,~~ au début de la collecte des données de base grâce aux outils de profil historique du village et de la fiche des données de base. A l'issus de cette journée, un calendrier de planification emploi tu temps est arrêté

Mis en forme : Espace Après : 0 pt, Interligne : 1,5 ligne

Commenté [P5]: Superflu...

sur la base de l'horloge journalière des populations et le problème d'intendance réglé. La principale activité marquant la deuxième journée quand à elle était marquée par l'identification des problèmes et potentialité par secteur grâce aux outils de diagnostic suivant : la cartographie participative (homme, femme, jeune et où nécessaire la minorité BAGYELI), le diagramme de VENN, l'interview semi structurée (ISS), les données de base et le profil historique en assemblée villageoise, le transect et la collecte des données géo référencées des infrastructures du village. Le dernier jour passé dans les villages était consacré par à quatre séquences d'activités à savoir le diagnostic des problèmes, la planification des solutions endogènes, identification des huit (8) projets prioritaires (dont 5 sociaux, 3 économiques et la priorité des priorités) et la mise sur place d'un comité de concertation.

Commenté [P6]: S'assurer qu'un distingo est fait entre les outils de diagnostic et ceux d'analyse...

2.3. Consolidation des données du diagnostic et cartographie

2.3.1. Consolidation des données du diagnostic

Toutes les données issues des trois niveaux de diagnostic (DEUC, DIC et diagnostic niveau villageDPNV) ont été mises en commun en utilisant des fiches de consolidation qui permettent de regrouper toutes les données de base et résultats du diagnostic participatif puis de en faire la synthèse par secteurs des résultats du diagnostic participatif.

2.3.2. Cartographie

Une collecte des données GPS a été réalisée pour les infrastructures socio économiques. Les-Des cartes thématiques (hydraulique, santé, éducation, ressources naturelles..) seront produites par la suite en intégrant la thématique des besoins par secteur automatiser déterminés par l'intermédiaires à l'aide du Prlogiciel d'Aide au Développement Participatif (PRO-ADP).

L'ensemble des résultats obtenus a été restitué au comité de pilotage en présence du Maire.

2.4. Atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation

La préparation de l'atelier a été faite avec quatre partenaires stratégiques :

- Le PNDP, pour la relecture, les amendements et la validation du rapport consolidé des diagnostics soumis à son appréciation.
- La Commune, pour relecture, amendement et validation du rapport consolidé d'une part et pour la mobilisation du Conseil Municipal et la négociation avec le Préfet, d'une date de la tenue dudit conseil, d'autre part.
- La Préfecture (autorité de tutelle des Communes), pour la présidence de l'atelier et la convocation des sectoriels.

- Les sectoriels (représentants des divers Ministères), pour la relecture et l'amendement éventuel des cadres logiques préparés par l'OAL avant la tenue de l'atelier.

L'atelier proprement dit s'est tenu les 08, 09 et 10 ~~decembre~~ decembre 2013 avec six grandes articulations :

- i. Les cérémonies protocolaires constituées de : l'Hymne national, du Mot de bienvenue du Maire, de la Présentation des objectifs et du programme de l'atelier, de la Présentation de la méthodologie de la planification et du Discours d'ouverture de l'atelier.
- ii. La restitution des travaux de l'OAL : présentation des résultats des diagnostics (DPNV, DIC, DEUC).
- iii. La validation des cadres logiques : les sectoriels, les conseillers, les autorités traditionnelles et religieuses, les membres du COPIL ont travaillé pour amender les cadres logiques, faire des estimations financières des activités, prioriser les activités puis les programmer.
- iv. La présentation des ressources mobilisables par le Maire qui a constitué le quatrième temps fort de l'atelier.
- v. Le COMES a ensuite examiné avec la facilitation des consultants de l'OAL, les cadres logiques, le CDMT, le PIA et le PPM.
- vi. Le Plan Simplifié de Gestion Environnementale du PIA a ensuite été élaboré avec la supervision du Délégué Départemental MINEPDED.

Commenté [P7]: Vérifier la pertinence de ces dates avec le PNDP et la Commune.

2.5. Mise en place du mécanisme de suivi évaluation participatif

Lors de l'atelier de planification, après un bref exposé de l'OAL sur la nécessité, le rôle et l'importance de la mise en place d'un mécanisme de suivi évaluation participatif ; la mise en place du mécanisme de suivi évaluation participatif a été acceptée.

Après évaluation du COPIL, de manière consensuelle, il a été décidé de reconduire certains membres du COPIL ~~pour appartenir~~ au sein du comité de suivi-évaluation tout en leur adjoignant ajoutant d'autres de nouveaux membres épousant les critères de choix, ~~et ayant les de~~ capacités, ~~de~~ le profil du poste et surtout la nouvelle composition du conseil suite aux municipales ayant vu intégrer de nouveaux membres au Conseil municipal. Le cahier de charges du comité a aussi été clarifié afin que la Commune et le Comité aient une vision harmonisée du travail à faire et les responsabilités bien précisées.

3. PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE

3.1. Localisation de la commune

La commune de NIETE est créée par le Décret N° 95/082 du 24 Avril 1995 portant création de la Commune Rurale de NIETE. La Commune de NIETE compte une population de 40 894 habitants répartis dans 28 villages, pour une superficie de 2 117 KM². Elle est située dans la Région du SUD, Département de l'Océan, limitée :

- au Sud par la Commune de Campo,
- au Nord par la Commune de la LOKOUNDJE,
- à l'Est par la Commune d'AKOM II,
- à l'Ouest par les Commune de Lokoundje et Kribi 1er.

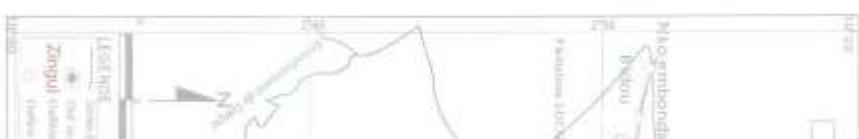
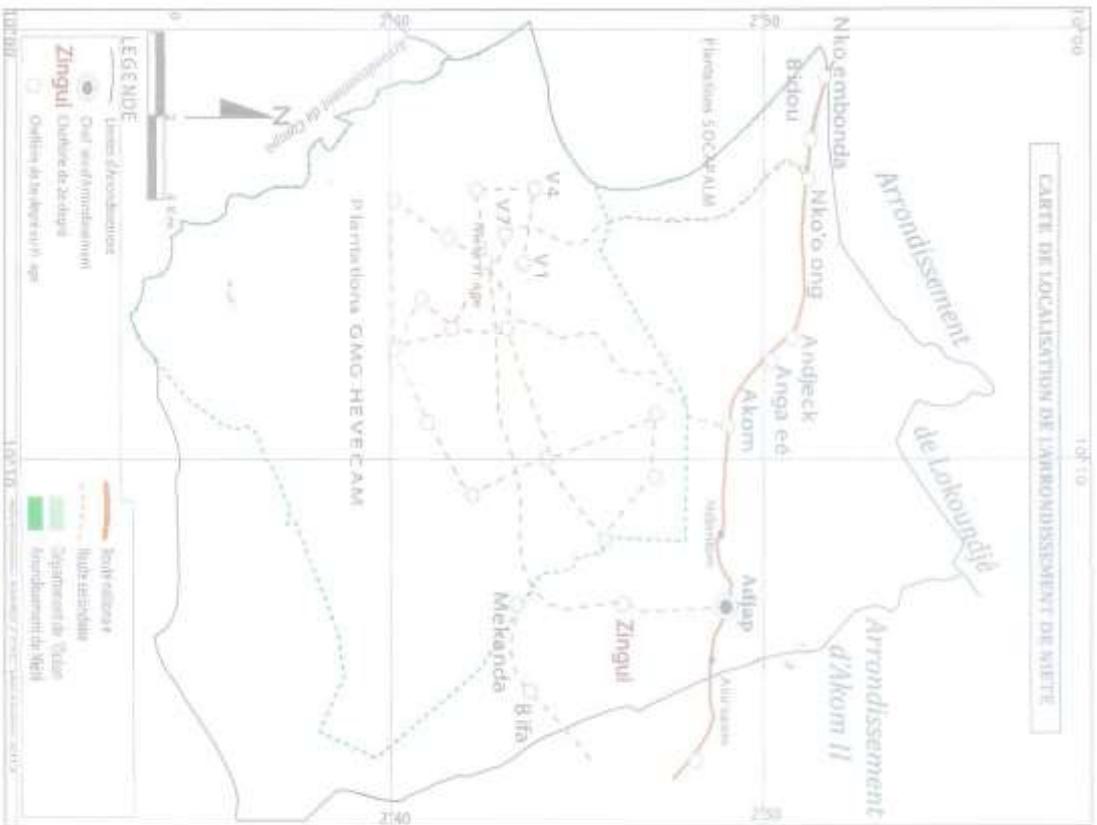
Le premier village à l'entrée Ouest de la commune (NkolembondaKOLEMBONDA) se trouve à une vingtaine de Km de la ville de KRIBI. La Commune s'étend entre les coordonnées géographiques UTM 292 000N – 632 000E et 324 000N – 636 000 E.

La localisation de la Commune dans le Cameroun, dans la Région du Sud, dans le Département de l'Océan est présentée dans la carte ci-dessous :

Carte 1 : carte de localisation de la Commune

Commenté [P8]: Vérifier ce chiffre et s'assurer qu'il s'agit bien de 28 et non 23 villages.

Commenté [P9]: Toujours utiliser le format Degrés décimaux dans les PCD.



3.2. Milieu biophysique

3.2.1. Climat

Le climat qui prévaut est de type équatorial guinéen. Il existe quatre saisons :

- une grande saison sèche de novembre à mi-mars ;
- une petite saison pluvieuse de mi-mars à mi-juin ;
- une petite saison sèche de mi-juin à mi-août ;
- une grande saison pluvieuse de mi-août à fin octobre.

La température moyenne est de 25°C. L'hygrométrie est de 75% ; la pluviométrie varie entre 1800 et 2000 mm par an.

3.2.2. Sols

La Commune regorge de deux types de sols principalement : Les sols ferrallitiques et les sols hydromorphes.

Les sols ferrallitiques, plus répandus, utilisés pour l'agriculture sont relativement pauvres, nécessitant des amendements pour l'agriculture intensive ou des jachères prolongées afin de permettre aux sols de se reconstituer.

Les sols hydromorphes, moins répandus longent les zones marécageuses et abords des cours d'eau sont utilisés pour la pratique des cultures de contre saison.

3.2.3. Relief

Le relief dans toute la Commune de NIETE est relativement plat à l'intérieur de la plantation HEVECAM formant un plateau de 20 à 200 mètres d'altitude. Le relief de la zone rurale est accidenté avec les élévations allant jusqu'à 300 mètres d'altitude le long des rivières.

3.2.4. Hydrographie

La Commune, située dans le Bassin de l'Atlantique est traversée par des fleuves : KIENKE et LOBE et de nombreux cours d'eau dont principalement : TYANGUE et NIÉTÉ. La rivière NIETE longe la plantation HEVECAM, traverse les pôles urbains V2 et V7 avant de se jeter dans la LOBE dans le village V15. La KIENKE longe la localité vers le Nord constituant ainsi la limite naturelle avec la Commune de LOKOUNDJE.

3.2.5. Flore et faune

La végétation de la zone est celle de la forêt dense équatoriale ombrophile, hydrophile et sempervirente. Cependant, on rencontre des forêts secondaires et primaires selon qu'on s'éloigne des habitations et qu'on s'enfonce vers l'intérieur de la forêt.

Les principales essences forestières rencontrées sont présentées dans le tableau ci-dessous :

Tableau 12 : Principales essences forestières

Nom scientifique	Nom commercial	Usage
<i>Pterocarpus soyauxii</i>	Padouk	Médicinale / Bois d'œuvre
<i>Entandrophragma cylindricum</i>	Sappeli	Bois d'œuvre
<i>Entandrophragma utile</i>	Sipo	Bois d'œuvre
<i>Terminalia superba</i>	Fraké	Bois coffrage
<i>Triplocliton scleroxylon</i>	Ayous	Bois coffrage
<i>Irvingia gabonensis</i>	Mangue sauvage	PFNL (fruit et culinaire)
<i>Coula edulis</i>	Arbre à noisette	PFNL (fruit)
<i>Garcinia cola</i>	Bitter cola	PFNL (aphrodisiaque)
<i>Enantia chlorantha</i>	Enantia, moambe jaune	Médicinale (écorce)

On rencontre une faune très diversifiée dans la Commune. Quelques espèces fauniques recensées sont présentées dans le tableau suivant :

Tableau 23 : quelques espèces fauniques de la Commune

Nom local	Nom en français	disponibilité	localisation
Wo'o	Chimpanzé	rare	Forêt primaire, secondaire
Sô	Céphalophe à dos jaune	Abondant	Forêt primaire, secondaire
Nka'a	Varan	Abondant	
Ngom	Porc-épic	Abondant	
Ngoe afan	Sanglier	Assez rare	Forêt primaire
Ozem	Talapoin	Très abondant et nuisible	Forêt primaire, secondaire
mvae	Chat tigre	Assez abondant	
Koési	Rat palmiste	Abondant	
Zok	Eléphant	Assez abondant	Forêt primaire
Zoe	Civette	Abondant	Forêt secondaire
Ndji	Gorille	Rare	Forêt primaire, secondaire
Okpweng	Céphalophe bleu	Abondant	
Ndoé	Aigle royal	Rare	
Zok ka	Pangolin géant	Rare	

Tableau mis en forme

Mis en forme : Gauche

Nom local	Nom en français	disponibilité	localisation
Kulu	Tortue	Abondant	
Okom nyô	Cobra	Assez abondant	
Akpwoe	Vipère	Assez abondant	
Avem	Hocheur	Abondant	
Ka	Pangolin	Abondant	
Nyat	Buffle	Assez abondant	Forêt primaire
Kos	Perroquet	Abondant	Forêt primaire, secondaire
Vion	Chevrotin aquatique	Rare	Forêt primaire
Emvul	Sitatunga	Abondant	
Anyang nyô	Mamba vert	Abondant	Forêt primaire, secondaire
Ozourougoum	Mangouste	Abondant	
Mvom	Boa	Assez abondant	
Abang	Loutre à coup tacheté	Assez abondant	Rivière et fleuve
Nkom	Crocodile	Assez abondant	
Ossen	écureuil	Abondant	Forêt primaire, secondaire
Ozem	Guenon	Abondant	
mvep	Hérisson	Abondant	
Nsek	Couleuvre	Abondant	

Tableau mis en forme

Mis en forme : Gauche

3.2.6. Ressources naturelles

Tableau 34 : Matrice des ressources naturelles

Unité de paysage	Utilisation	Utilisateurs	Villages concernés	Potentialités
UFA 09026	Bois d'œuvre, bois de chauffe, chasse traditionnelle, cueillette, paille	Société forestière CUF, populations riveraines	NKOLMBONDA ; BIDOU 3 ; NKO'OLONG ; NLOZOK ; ANDJECK ; ANGALE ; AKOM 1 ; ADJAP	Richesse faunique et floristique, (PFNL, essences rares, gibier)
Rivières,	Travaux	Population	Tous les villages	Gisement de sable,

Tableau mis en forme

Unité de paysage	Utilisation	Utilisateurs	Villages concernés	Potentialités
fleuves (Kienké et Niét)	domestiques ; lessive ; pêche ; creuser le sable.	riveraines		raphia, bambou de chine ; ressources halieutiques (poissons, crabes, crevettes...)
Carrière de sable	Vente ; construction locale	Population riveraine	Tous les villages ; HEVECAM	Réserves de sable, abondance de raphia.
Carrières de pierre	Vente ; utilisation locale	Population riveraine	NKOLEMBONDA	Gisement de pierre
Agro-forêt	Champs ; plantation (hévéa) ; cueillette ; chasse.	Population riveraine	Tous les villages ; HEVECAM	Fertilité des sols, diversité de cultures, arbres fruitiers, richesse faunique et floristique.
Aires protégée (parc national de Campo-Ma'an)	Tourisme	Population riveraine	ZINGUI, BIFA, V12 et V15	Viabilisation des curiosités écotouristiques

Tableau mis en forme

3.3. Milieu humain

3.3.1. Quelques repères historiques de la Commune

La Commune de NIETE est créée par le Décret N° 95/082 du 24 Avril 1995 portant création de la Commune Rurale de NIÉTÉ. Autre fois, zone appartenant à l'Arrondissement d'AKOM 2 dont le chef se trouvait à une cinquantaine de kilomètre d'HEVECAM, pour rapprocher des administrateurs aux populations d'HEVECAM, le gouvernement avait trouvé impérieux de créer par décret n°92/187 du 1^{er} Septembre 1992 le District de NIETE. Par le décret n°2010/198 du 16 Juin 2010, le District de NIETE érige en Arrondissement de NIETE avec pour chef-lieu ADJAP. Aujourd'hui, la délocalisation du chef lieu de l'unité administrative de NIETE-PLANTATION vers ADJAP n'est pas encore opérationnelle. Cependant la Commune de NIETE est caractérisée par la présence du parc national Campo-Ma'an, la société agro-industrielle HEVECAM et le télécêtre comme principales infrastructures majeures.

HEVECAM est une société d'Etat créée par décret présidentiel n°75/283-bis du 30 Avril 1975 et est privatisée le 9/12/1996 avec une concession de 41000 ha. HEVECAM a doté dans la Commune d'infrastructures sociales de pointe (Hôpital, complexe sportif, lycées, routes), pour faciliter l'essor des plantations d'hévéa villageois, le développement des échanges commerciales et l'augmentation de la valeur ajoutée.

Le parc national Campo-Ma'an est créée par arrêté N°2000/004/PM du 06 Janvier 2000 du fait de l'érection de la zone centrale de protection intégrale en parc national, comme une compensation des dégâts environnementaux du projet d'oléoduc Tchad-Cameroun. Cette décision a été prise à la suite des consultations publiques menées entre 1999 et 2000. D'une

superficie de 26400 ha, au sein de l'Unité Technique Opérationnelle (UTO) créée par arrêté N°054CAB/PM du 06/08/1999.

Créée sur décision n°009/0/211 -01-1/BAAJP du 21/9/2012 de Monsieur le sous-préfet de NIETE, les impacts économique, social et culturel du télécentre d'ADJAP sont mitigés. Cependant on note que l'infrastructure permet aux communautés rurales et urbaines d'avoir accès aux services des postes, des télécommunications et aux technologies de l'information et de la communication (TIC) de façon durable et aux prix abordables. Malheureusement le fonctionnement est au rabais à l'heure actuelle du fait de l'absence d'une antenne V-SAT.

Le soupçon de création d'une ville à ADJAP commence à partir de la création du District ~~dont le chef-lieu était~~ localisée dans les plantations d'HEVECAM. Les institutions ~~Étatiques~~ ainsi présentes dans les villages ~~V2 et V7 de l'espace agro-industriel~~ étaient limitées sur le plan de leur évolution spatiale et administrative, handicap qui depuis plusieurs années a semblé affaiblir l'autorité de l'État. Au vu de cet handicap, il était impératif de choisir un nouveau site pour ~~le-y transférer~~ les dites institutions. C'est ainsi qu'avec les créations et constructions du C.E.S, du Centre de Santé Intégré (CSI), de l'école maternelle, de l'inspection d'Arrondissement pour l'Education de base, du télécentre communautaire et de la sous-préfecture, ADJAP ~~connaît~~ a pu enfin connaître son essor. Le premier Sous-préfet de la circonscription administrative est nommé en 2012, le second M. MEKE EBAH Michel Serges Albert est installé à ADJAP depuis le 02/05/2013, avec l'évolution de ce contexte. Toutefois, la construction d'un Hôtel de ville à ADJAP pour l'installation réelle des services municipaux hors de la plantation d'HEVECAM reste attendue.

Commenté [P10]: reformuler

Commenté [P11]:

3.3.2. Les populations

La Commune de NIETE compte environ 40 894 habitants repartis dans 28 villages selon les résultats ~~de~~ du ~~diagnostic~~ resserment mené par l'OALé ONED lors des diagnostics participatifs. La population communale est composée de 19 137 hommes, 11 154 femmes, 5 655 jeunes de 05 – 16 ans et 4 948 jeunes de moins de 5 ans. La population de la zone de plantation HEVECAM est estimée à 25 437 habitants, soit 62,20 % de la population totale.

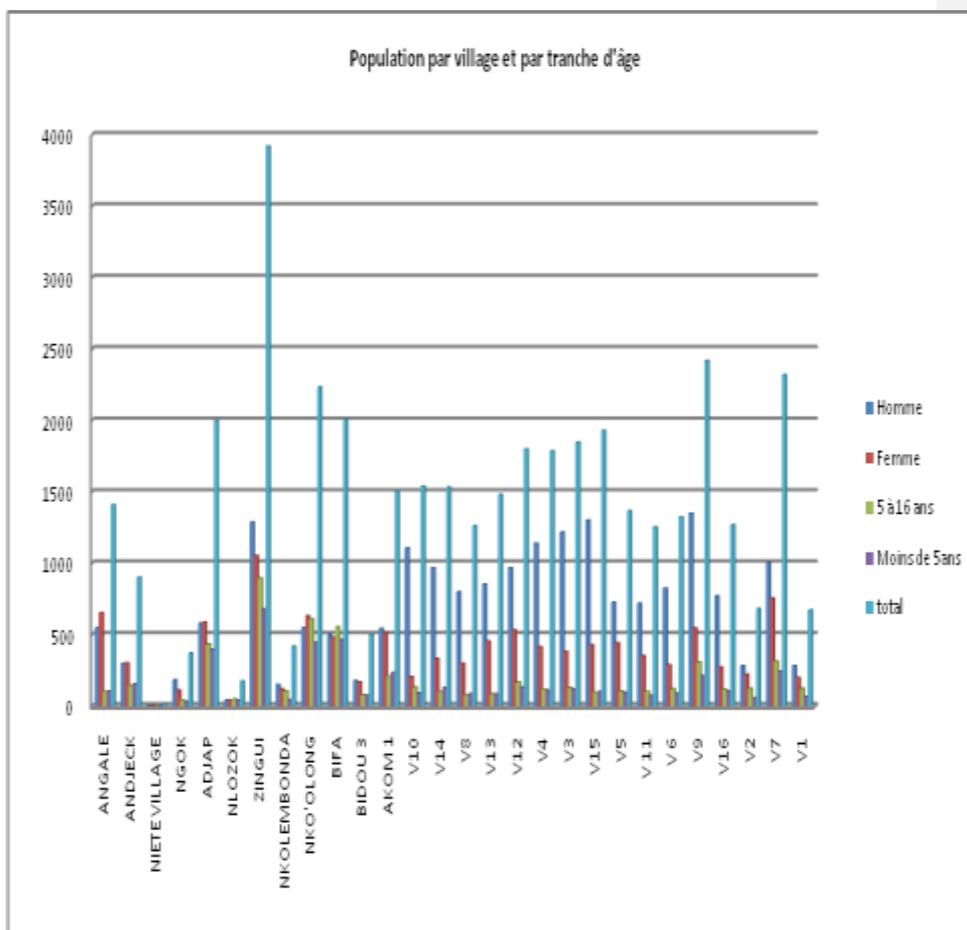
De cette population totale, on dénombre environ 349 populations BAGYELI réparties dans les villages comme suit :

N°	Village	Hameau	Population
1	NKOLEMBONDA	BOMLAFENDA	35
2	V 12	NYAMABANDE	107
3	V15	NKONGO	44
4	ADJAP	NKOLEKOUK, AKO'AZAM	82

5	AKOM 1		27
6	NKO'OLONG	NGOLA	54
TOTAL			349

Les BAGUIELI ne représentent que les 0,85% de la population totale de la Commune et sont présent dans six villages sur les vingt huit de la Commune.

Figure 1 : Histogramme de répartition de la population



3.3.3. Les ethnies

3.3.4. Les religions

Quatre principale religions se retrouvent dans la commune de NIETE : les Chrétiens ; les Musulmans, les bouddhiste/ hindouiste et les animistes. Parmi les Chrétiens, trois

principales confessions se dégagent. Les églises traditionnelles ; Les Témoins de Jehovah et les églises dites de réveil :

Les confessions Chrétiennes

- On retrouve cinq principales églises protestantes dont ;
 - L'Eglise Presbytérienne Camerounaise (EPC) ;
 - L'Eglise Presbytérienne Camerounaise Orthodoxe (EPCO) ;
 - L'Eglise Evangélique du Cameroun (EEC) ;
 - L'Eglise Jean Baptiste du Cameroun (EJBC) ;
 - L'Eglise Adventiste du Cameroun (EAC) ;

Elles se retrouvent dans la quasi-totalité des villages de la Commune et compte parmi les adeptes, la majorité des populations autochtones Bulu de la Commune. L'EPC concentre en elle seule près de 60 % de croyants protestant parmi les Bulu de NIETE, suivi de l'EPCO (30%). Les trois autres représentent un pourcentage d'environ 10 %. On retrouve une bonne proportion de protestant également dans la plantation. 30 % des ouvriers de HEVECAM se réclament en effet de cette confession.

Les protestants représentent donc environ 40 % des populations de la commune de NIETE

- L'Eglise Catholique romaine

Elle draine environ 15% d'adeptes issus de la population autochtone de NIETE. Elle compte également une bonne proportion dans la communauté des ouvriers de HEVECAM, soit également environ 15%.

15 % des communautés de la commune sont donc de confession catholique

- LES témoins de Jehovah

Les témoins de Jehovah (TJ) comptent principalement leurs adeptes (95 %) dans la communauté des ouvriers d'HEVECAM. 5 % de la population autochtone se reconnaissent également de cette confession religieuse. On peut donc estimer un chiffre de 5 % de témoins Jehovah à NIETE

- Les Eglises de réveils

On compte à HEVECAM deux branches d'églises réveillées : L'Eglise Pentecôtiste (EP) et l'Eglise Apostolique (EA). Elles sont essentiellement basées dans la zone de la plantation de HEVACAM, ou elles drainent la majorité de leur adepte parmi les ouvriers de la concession. 65 % environ des ouvriers d'HEVECAM sont dans les églises réveillées.

Il existe tellement de variantes de ces confessions qu'on ne peut toutes les citer : trois se distinguent particulièrement : L'Eglise pentecôtiste anglophone ; l'Eglise pentecôtiste Francophone ; l'Eglise apostolique et l'Eglise pentecôtiste MARANATHA (EPM). 30 % de la population de la commune de NIETE sont donc dans les églises réveillées

Les musulmans

Les musulmans sont majoritairement issus des ressortissants du Nord Cameroun et de l'ethnie BAMOUN. On dénombre environ 4% de musulman à HEVECAM, ou ils exercent leur croyance à la mosquée du V7

Les Animistes

L'animisme se retrouve uniquement chez toutes les communautés Pygmées BAGUYELI et une bonne franges de ressortissants KIRDI de l'Extrême Nord, majoritairement employés comme manœuvre par HEVECAM. Ce qui fait une proportion 5 % environ des ressortissants d'HEVECAM sont animistes

Les bouddhistes/ hindouiste

La plupart des ressortissants asiatiques propriétaires de la société HEVECAM-GMG sont des bouddhistes. Religion d'excellence de leur pays d'origine, et n'ont pas de représentation ou lieu caractéristique officielle de célébration de leur croyance. Les rites et les célébrations des croyances se faisant uniquement chez soi. 1% des ressortissants de NIETE sont bouddhistes

3.3.5. Les activités économiques

L'activité économique principale est l'agriculture à laquelle se greffent d'autres activités telles que l'élevage, le commerce, l'artisanat et la chasse. La synthèse des activités économiques est donnée dans le tableau suivant :

Tableau 45: répartition des activités économiques par groupes socio

ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES	HOMMES	FEMMES	JEUNES	BAGUYELI
AGRICULTURE	Culture de l'hévéa, le palmier à huile, Le cacao, le bananier plantain	Cultures vivrières (Culture de maïs, manioc, igname)	Cultures vivrières (Culture de maïs, manioc, igname)	Cultures aux alentours des campements. C'est l'agriculture de subsistance
ÉLEVAGE	Porcs dans les enclos (employés HEVECAM) ; Elevage traditionnel pour les populations de la zone rurale			Petit élevage traditionnelle des poules
PÊCHE	Les nasses	Les nasses, la pêche à la digne	Les nasses, la pêche à la ligne	Les nasses
EXPLOITATION FORESTIÈRE	Le sciage sauvage	Recherche du bois de chauffe	Le sciage sauvage (transport des bois sciés)	Recherche des ressources forestières pour alimentation ou pour les raisons médicinales
CHASSE	La grande chasse autour et à l'intérieur du parc Campo-Ma'an	Les femmes ne font pas la chasse	La grande chasse autour et à l'intérieur du parc Campo-Ma'an	La chasse traditionnelle
COMMERCE	Boutiques, débit de boisson	Petits commerce de subsistance	Petits commerce de subsistance	Vente des produits forestiers non ligneux
ARTISANAT	Vannerie	Fabrication des nasses	Les jeunes exercent rarement l'artisanat	Les BAGUYELI ne pratiquent pas l'artisanat

SERVICES (banque ; micro finance)	Express Union, MC ² , la poste	Existante des tontines et réunions à but lucratif Express Union, MC ² , la poste	Existante des tontines et réunions à but lucratif Express Union, MC ² , la poste	R.A.S
TRANSPORT	Moto taxi	Les femmes ne font pas le transport	Moto taxi	R.A.S

3.4. Principales infrastructures par secteur

N°	Secteur	Type de structure	Localité	Infrastructures	Etat	Besoins
1	MINEDUB	E.P.	ADJAP	10 salles de classe 02 blocs de latrines	10 salles en bon état, 02 blocs de la trine en bon état	Construction d'un bloc administratif en matériaux définitifs à l'EP d'ADJAP d'ici 2016
		E.M.	ADJAP	0	0	Construction d'un bloc de 2 salles de classe combiné au bloc administratif et de latrine d'ici 2016, construction du logement enseignant d'ici 2025
		E.P.	ZINGUI	7salles de classe	7 salles de classe en bon état	Construction d'un bloc de latrine et du logement des enseignants d'ici 2015
		E.M.	ZINGUI	0	0	Construction d'un bloc maternel équipé d'ici 2016, réalisation d'un bloc de latrine d'ici 2020
		Ecole publique	BIFA	3 salles	3 salles en bon état	Construction de 3 salles de classe d'ici 2016
		Ecole publique	AKOM 1	6 salles	6 salles passables	Construction d'un bloc de latrine d'ici 2015, un point d'eau, bâtiment administratif et logement enseignants d'ici 2025
		Ecole publique	ANGALE	8 salles ; Point d'eau	8 salles passables	Construction d'un bloc de latrine d'ici 2016
		Ecole primaire	NKO'OLO NG	4 salles de classe ; Deux points d'eau	2 en bon état 2 en matériaux provisoire	Construction de deux salles de classe d'ici 2017, construction d'un bloc de latrine d'ici 2015
		Ecole primaire	BIDOU 3	6 salles de classe, un point d'eau	6 salles bonnes	Construction d'un bloc de latrine d'ici 2018
		Ecole primaire	V8	2 salles ; Point d'eau	2 salles bonnes	Construction de deux blocs de 2 salles de classe et de 2 latrines d'ici 2018
Ecole maternelle	V8	1 salle	Une salle passable	Construction d'un bloc maternelle d'ici 2016, un bloc de deux latrine d'ici 2016		

N°	Secteur	Type de structure	Localité	Infrastructures	Etat	Besoins
		Ecole maternelle	V10	1 salle	Une salle passable	Construction d'un bloc maternelle d'ici 2025, un bloc de deux latrine d'ici 2016
		Ecole primaire	V10	4 salles	4 en bon état	Construction d'un bloc de 2salles d'ici 2018, un bloc de deux latrine d'ici 2016
		Ecole primaire	V12	4 salles	2 bonnes et 2mauvaises, les latrines	Construction d'un bloc de 2 salles de classe d'ici 2018, le bâtiment des enseignants d'ici 2020
		Ecole maternelle	V12	2 Latrines	Fonctionnelles	Construction du bloc maternelle d'ici 2016
		Ecole maternelle	V13	2 Latrines	Fonctionnelles	Construction du bloc maternelle d'ici 2016
		Ecole primaire	V13	4 salles	4 salles en bon état	Construction d'un bloc de latrine d'ici 2016, Construction d'un bloc de 2 salles de classe d'ici 2017
		Ecole maternelle	V14	1 salle, 1 bloc de latrine	1salle en bon état	Construction du bloc maternelle de salles d'ici 2016
		Ecole primaire	V14	4 salles Un point d'eau	4 salles en bon état	Construction d'un bloc de salles de classe et de latrine d'ici 2016, Construction d'un bloc de 2 salles de classe d'ici 2018
		Ecole maternelle	V15	1point d'eau, 01 latrine		Construction du bloc maternelle d'ici 2016
		Ecole primaire	V15	9 salles, un bloc de latrine	8 Salles en bon état, 1 en mauvais état	Construction d'un bloc de deux salles de classe d'ici 2020,
		Ecole maternelle	V4	2 salles, une latrines et un point d'eau	01 Bon état, 01 mauvais état	Construction du bloc maternelle d'ici 2025
		Ecole primaire	V4	6 salles Point d'eau et latrines	6 salles en bon état	Construction du bloc administratif d'ici 2020
		Ecole maternelle	V3	2 salles ; point d'eau	2 salles passables	Construction d'un bloc de maternelle d'ici 2018, un bloc de latrine d'ici 2016

N°	Secteur	Type de structure	Localité	Infrastructures	Etat	Besoins
		Ecole primaire	V3	06 Salles de classe, un bloc de latrine et un point d'eau	06 salles en bon état	Construction d'un bloc de 2 salles de classe d'ici 2018
		Ecole primaire	V5	10 salles	10 salles en bon états	Construction d'un bloc de latrine d'ici 2016 d'un point d'eau d'ici 2018
		Ecole maternelle	V5	Une salle de classe, un point d'eau	01 salle en bon état	Construction d'un bloc maternel d'ici 2016, construction d'un bloc de latrine d'ici 2015
		Ecole maternelle	V11	0	0	Construction d'un bloc maternel d'ici 2015
		Ecole primaire	V11	4 salles	4salles en bon état	Construction d'un bloc de 02 salles de classe ; Construction bloc administratif et logement enseignant d'ici 2025
		Ecole primaire	V9/V16	10 salles	9 salles en bon état ; 01 en mauvais état	Construction d'un bloc de 2 salles de classe d'ici 2018
		Ecole maternelle	V9/V16	2 salles	2 salles passables	Construction d'un bloc maternel d'ici 2018
		Ecole maternelle	V7	01 salle	01 salle en bon état	Construction de deux bloc maternel : 1 pour les anglophones et 1 pour les francophones d'ici 2016
		Ecole primaire	V7	17 salles pour les	17 salles en bon état	Construction de trois bloc de salles de classe d'ici 2018 pour les trois écoles primaire à l'exception de l'EP bilingue V7 EST, construction de deux blocs administratifs (anglophone + francophone)
		Ecole maternelle	V6	1 salle de classe	1 salle en bon état	Construction d'un bloc maternel d'ici 2018
		Ecole primaire	V6	8 salles de classes	8 salles en bon état	Construction d'un bloc de latrine et d'un point d'eau d'ici 2017
		Ecole maternelle	V1/V2	2 salles	2 salles en bon état	Construction d'un bloc maternel d'ici 2018

N°	Secteur	Type de structure	Localité	Infrastructures	Etat	Besoins
		Ecole primaire	V1/V2	4 salles	4 salles en bon état	Construction de deux bloc de salles de classe d'ici 2016, construction d'un bloc administratif d'ici 2020
	MINEDUB	IAEPM	V2	01 inspection d'arrondissement primaire et maternel	Un bâtiment bon état	Construction du bâtiment inspection d'arrondissement à ADJAP d'ici 2020
2	MINESEC	Lycée bilingue	V7	26 Salles de classe	26 salles en bon état	Construction d'un bloc administratif d'ici 2016, équipement et construction d'une salle informatique d'ici 2018
		Lycée technique	V2/1	7 Salles de classe	7salles en bon état	Construction de 10 salles de classe d'ici 2017, Construction d'un bloc administratif d'ici 2018
		Collège catholique	V4	2 Salles de classe	2 salles en bon état	Construction de 4salles de classes d'ici 2018
		CES	ADJAP	4 salles de classes	4 salles neuves	Reboisement et clôture d'ici 2017
3	Poste et Télécommunication	télécentre	ADJAP	Un bâtiment	–	Equiper du centre d'une antenne VSAT d'ici 2014
		Réseau téléphonique	commune	3 réseaux (ORANGE, MTN, CAMTEL)	Réseau accessible seulement à 50% du territoire	Installation des antennes de relais et assurer la couverture à 100% d'ici 2015
		CAMPOST	V7	1 bâtiment	Bâtiment en bon état	Ouvrir une autre agence à ADJAP d'ici 2016
4	Commerce	Hangars commerciaux	10 villages de la commune	11 bâtiments	11 bâtiments en bon état	Equiper de ces hangars de 250 comptoirs
5	Transport	stationnement	V2 et V7	2 stationnements moto	Pas de bâtiment	Construction de trois gares routières V2, V7 et à ADJAP d'ici 2016
		Centre de santé	V3 –V16, ADJAP, Zingui, NGOK,	10 centres santé	10 centres fonctionnels	Equiperment de 20 lits, 7 laboratoires, 7 maternité, construction d'un CMA à ADJAP à l'horizon 2017
		Hôpital	V2	Un hôpital	Un hôpital fonctionnel	R.A. S

N°	Secteur	Type de structure	Localité	Infrastructures	Etat	Besoins
6	santé	propharmacie	V2	Un bâtiment	Un bâtiment en bon état	R.A.S
7	tourisme	Auberge municipale	V2	Un bâtiment	Un bâtiment neuf	R.A.S
8	Forêt et faune	Poste forestier et faune	V2	Un bâtiment duplexe ; 4 motos YAMAHA	Bâtiment en bon état, les motos fonctionnent	Construction d'une délégation de forêt et faune à ADJAP à l'horizon 2020
9	Finance	perception	V7	Un bâtiment neuf à ADJAP	Un bâtiment neuf à ADJAP	Délocalisation des services à ADJAP d'ici 2015
10	Agriculture et développement rural	1 Délégation d'arrondissement 1 Poste agricole	V7 Adjap	Un bâtiment à Adjap et à V7	Les bâtiments sont assez bons	Construction d'une délégation d'arrondissement à ADJAP d'ici 2018
11	Elevage, pêche et industrie animal	Une délégation d'arrondissement	V7	Un studio alloué par Hévécam	Zéro bâtiments	Construction d'un bâtiment de délégation d'arrondissement d'ici 2018
12	Travaux publics	Route, ponts, buses	Toute la commune	800, 95 KM de routes ; 22 ponts ; 55 buse	Route, ponts, buses accessibles	Bitumage de l'axe Nkolembonda – adjap d'ici 2018
13	Administration	1 sous-préfecture	ADJAP	Un bâtiment	Un bâtiment neuf	Délocalisation effective des services de V2 à ADJAP d'ici 2015
		2 brigades de gendarmerie	V7 et ANGALE	2 bâtiments	2 bâtiments bons état	R.A.S

N°	Secteur	Type de structure	Localité	Infrastructures	Etat	Besoins
	territoriale et FMO	Un commissariat spécial	V1/V2	1 bâtiment alloué par HEVECAM	1 bâtiment passable	Construction d'un commissariat spécial à ADJAP d'ici 2020
		mairie	V7	Un bâtiment alloué par HEVECAM	1 bâtiment mauvais état	Construction d'urgence de l'hôtel de ville d'ADJAP d'ici 2015
14	Eau et énergie	Réseau électrique	commune	01 réseau d'électricité décentralisé : 29,95 km de moyenne et basse tension 134,5 Km	Réseau insuffisant et coupures prolongées	Extension du réseau et amélioration du service d'ici 2015
		Réseau hydraulique	commune	6 puis et 10 forages dotés de PMH ; 19 adduction d'eau	8 forages et 4 puits exploités, 19 adduction d'eau en état passable	Réaliser 24 forages équipés d'une pompe à motricité humaine d'ici 2017

3.5. Principales potentialités et ressources de la Commune

Atouts, potentialités	Contraintes
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Forêt luxuriante et riche en faune et en essences forestières ; ▪ Flore favorable à diverses exploitations (bois d'œuvre, bois de chauffage, collectes des PFNL, chasse, etc.) ▪ Rivières poissonneuses et riches en limons favorables à la pratique de la pêche et à d'autres exploitations ; ▪ Existence de nombreuses carrières de sable et pierres pouvant être exploitées pour réduire le chômage ; ▪ Existence de bas fonds propices à la pratique des cultures maraîchères, des cultures de contre saisons et à la pisciculture ; ▪ Existence de plusieurs sites favorables au développement de l'éco-tourisme ; ▪ Proximité relative de la cité balnéaire de KRIBI. 	<ul style="list-style-type: none"> • Difficile accès à la Nappe phréatique à certains endroits décourageant la réalisation des puits à pompe manuelle • Enclavement de certaines communautés de la Commune en saisons pluvieuses limitant les échanges des personnes et des biens ; • Difficulté d'abattage décourageant la pratique d'une agriculture intensive ; • Recrudescence du braconnage • Déforestation • Accélération de l'érosion ;

4. SYNTHÈSE DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC

4.1. Synthèse du DIC

4.1.1. Forces et faiblesses

Domaines	Forces	Faiblesses	Opportunités/potentialités	Menaces/obstacles
Ressources humaines	<ul style="list-style-type: none"> - Niveau de rémunération décent; - Compétences avérées des cadres contractuels communaux (SG, RM et le Comptable Matière); - Régularité des salaires; 	<ul style="list-style-type: none"> - Disposition disparate des services de la commune ; - Personnel peu qualifié ; - Déficit des diplômés de l'enseignement supérieur ; - Forte concentration du personnel au niveau du secrétariat Général ; - Absence d'évaluation et de plan d'avancement du personnel ; - Absence de plan de renforcement de capacités du personnel communal ; - Inexistence de réunion de personnel et de supervision ; - Inexistence des Bagyéli dans la gestion communale - Absence de plan d'avancement du personnel, - Absence de profil de carrière ; - Absence d'évaluation du personnel ; - Un personnel moins diversifié ; - Personnel absentéiste et retardataire. 	<ul style="list-style-type: none"> - Existence de l'arrêté N° 00136 du 24 août 2009 rendant exécutoire les tableaux types des emplois communaux - Capacité de création d'emploi par la Commune ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Personnel peu formé/qualifié ; - Absence d'organigramme type MINATD ; - Profils du personnel peu adapté aux missions de la commune ; - Non répartition formelle des tâches entre les membres de l'exécutif municipal au respect de la loi en vigueur ; - Disparité des bureaux de la Mairie
Ressources Financières	<ul style="list-style-type: none"> - Taux de recouvrement important; - Existence d'un coffre fort pour la sécurisation monétaire au sein de la 	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance d'informations dans les documents budgétaires; - Insuffisance des documents comptables; - Non respect des dates dans l'élaboration de certains documents prévues par la réglementation en vigueur; - Insuffisance d'un personnel en gestion financière; - Inexistence d'un service d'assiette fiscale; - Potentiel fiscal inexploité ; - Respect partiel de l'article 64 de la loi n°2009/011 du 	<ul style="list-style-type: none"> - Potentiel fiscal important (tous les villages ouvriers HEVECAM (15) disposent beaucoup de contribuables; - Le civisme des 	<ul style="list-style-type: none"> - Disparité des lieux de paiement de l'impôt ; - Déficit de moyens logistiques de recouvrement - Résistance des motos taximen ; - Désaccord recette municipale et service

	<ul style="list-style-type: none"> - commune ; - Procédure d'encaissement légale ; 	<p>10 juillet 2009 portant régime financier des collectivités territoriales décentralisées ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Absence de pièces justificatives de paiement de la CNPS et assurances ; 	<p>contribuables commerçants et artisans</p> <ul style="list-style-type: none"> - La présence d'HEVECAM SA 	<p>départemental des impôts dans l'exercice de recouvrement et de la politique fiscale;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Forte dépendance de la commune aux financements HEVECAM
Patrimoine	<ul style="list-style-type: none"> - Mobiliers de bureau et petits outillage neufs ; - Présence d'un Comptable matière qualifié ; - Un patrimoine diversifié utile pour tous les domaines 	<ul style="list-style-type: none"> - Inexistence d'un véritable service de gestion du patrimoine en dehors de la Comptabilité Matière ; - Inexistence du service d'entretien et de maintenance du patrimoine ; - Insuffisance du personnel au patrimoine - Inexistence du système d'amortissement des immobilisations et de codifications ; - Matériels roulants beaucoup plus défectueux qu'opérationnel ; - Absence de patrimoine foncier ; - Absence d'un Hôtel de Ville ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Délocalisation vers ADJAP ; - Existence d'un projet d'urbanisation de la ville d'ADJAP ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Esprit de ruralité et délinquance des jeunes visant à détruire le patrimoine ; - Difficulté à distinguer le patrimoine de la Commune à celui d'HEVECAM ; - Impossibilité d'accéder au patrimoine foncier dans la zone privée d'HEVECAM ;
Gestion des relations	<ul style="list-style-type: none"> - potentiel agro-industriel élevé avec HEVECAM ; - Partenariat avec le PNDP ; - Partenariat avec le FEICOM ; - Partenariat avec les ONG (ONED et CEDLA) ; - Partenariat avec la SNV et BAD 	<ul style="list-style-type: none"> - Absence de jumelage ; - Déficit d'une volonté politique de promotion de la coopération ; - Déficit de clarification des tâches entre le politique et les techniciens ; - Un exécutif peu disponible, moins coopérant face aux sectoriels notamment : le MINEDUB ; - Relations peu constantes entre la mairie et les chefs traditionnelles ; - Absence de collaboration parfaite avec le MINEDUB 	<ul style="list-style-type: none"> - Existence de plusieurs projets s'intéressant au développement économique des communes (PNDP, PADDC, PASC, PACA, PADDL) ; - Diversité de partenaires (ONG, Communes, bailleurs de fonds, État, le RDPC, HEVECAM... 	<ul style="list-style-type: none"> - Enclavement ; - Absence des TIC ; - Affaiblissement du pouvoir de l'Exécutif Communal par la Puissance d'HEVECAM ; - La lutte d'influence au sein du conseil municipal tétanise les relations

4.1.2. Axes de renforcement des capacités

A partir des faiblesses et des menaces retenues dans le précédent tableau issu du DIC, il est évident pour nous d'envisager les pistes de renforcement de capacité de la Commune de NIETE.

Tableau 56: Axes de renforcement des capacités de la commune de NIETE

N°	Domaine	Thème	Cibles principales
1	Gestion des ressources humaines	Administration du personnel Communal	Exécutif, Secrétaire Général
		Formation du personnel	Personnel communal,
		Dynamisation des commissions municipales	Conseillers municipaux, Exécutif municipal.
2	Gestion des ressources financières	Elaboration et adoption d'un manuel de procédures Administrative et financières adapté	Exécutif, Secrétaire Général, Receveur Municipal, Comptable Matière, ACD, ACF
		Mise en place d'une stratégie de mobilisation des ressources interne	Exécutif, Secrétaire Général, Receveur, Chefs de service, ACD, ACF, Service des impôts de Kribi
3	Gestion du patrimoine communal	Augmenter l'effectif du personnel dans ce service	Exécutif, Conseil Municipal
		Gestion du patrimoine	Exécutif, Secrétaire Général, Receveur, Comptable Matière
4	Gestion des relations	Technique de Négociation et gestion des partenariats	Exécutif, Secrétaire Général, ACD

Pour espérer une institution communale forte et durable pour le cas de la commune de NIETE, il est recommandé de mettre en œuvre les mesures ci-dessous.

Axe 1 – Gestion des ressources humaines

- Assurer la redynamisation du personnel communal ;
- Elaborer, adopter et mettre en œuvre un manuel de profil des postes ;
- Assurer la meilleure capacité d'utilisation des outils informatiques et électroniques par le personnel Communal;
- Assurer la capacité du personnel en techniques administrative ;
- Assurer la capacité du personnel communal à utiliser le logiciel SIMBA ;
- Mettre progressivement en place l'organigramme type des communes prévu par le MINATD ;
- Instituer une évaluation annuelle du personnel ;
- Organiser des réunions de coordination mensuelles ;
- Élaborer et mettre en œuvre un plan de renforcement des capacités du personnel pour chaque service.

Axe 2 – Mobilisation et gestion des ressources financières

- Faire l'inventaire et développer la stratégie de recouvrement des différents types de taxes mobilisables au niveau local
- Mettre en place d'un service d'assiette fiscale ;
- Créer un climat d'entente dans l'exercice de recouvrement entre la Recette Municipale et le service départemental d'impôts ;
- Permettre aux agents communaux et à l'exécutif de maîtriser/S'approprier des lois de la fiscalité locale ;
- De Doter les moyens de locomotion aux agents de recouvrement pour atteindre tous les villages ouvriers d'HEVECAM (15 villages) ;
- Motiver les équipes de recouvrement des impôts et taxes

Axe 3 – Gestion du patrimoine

- Mettre en place d'un service de suivi et de maintenance du patrimoine Communal
- Assurer des capacités managériales au personnel pour la bonne gestion du patrimoine.
- Renforcer l'équipe chargée de la gestion du patrimoine.

Axe 4 – Gestion des relations

- Construction d'un hôtel de ville à ADJAP
- Faciliter la création d'une plate-forme multi-acteurs pour les échanges d'expériences et la coordination du développement local.
- Attribuer formellement la charge du développement des partenariats à une équipe jugé compétente par l'exécutif.

4.2. Principaux problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur

Pour chaque secteur, il a été identifié un problème principal, ses causes et effets ainsi que les idées de projets pour résoudre ledit problème. Le tableau suivant présente cette situation des 28 secteurs dans la Commune :

Tableau 67 : problèmes et idées de projets par secteur

N°	SECTEUR	Problème principal	Causes principales	Effets	Idée de projet
1	Energie et Eau	Difficulté d'accès à l'énergie électrique	insuffisance de la couverture électrique ; instabilité de la couverture électrique ; poteaux et fil défectueux ; transformateurs endommagés	perte de produits conservés ; difficulté d'accès aux TIC	Extension du réseau électrique dans les villages suivants : BIFA ; ZINGUI ; BIDOU 3 ; NIETE village ; V11 ; V16 ; V9 ; V10 ; V1 ; V8 ; V15 ; V6 ; NKO'OLONG ; V5
		Difficulté d'accès à l'eau potable	insuffisance des points d'eau potable ; forages et puits existants défectueux ; éloignement des points d'eau ; sources existantes non aménagées	Prolifération des maladies liées à l'eau ; Pénibilité de la corvée d'eau	Réalisation des forages (AKOM 1(4), NGOK, BIFA, ZINGUI, ADJAP et V11) et extension de l'AEP à NKO'OLONG
2	Travaux publics	Etat défectueux du réseau routier	Retard dans la programmation gouvernementale Mauvais état de la route Entretien insuffisant de la route Faible implication des populations dans l'entretien des routes	Fréquents accidents de la circulation Rareté des occasions de transport Coût élevé du transport et des produits de première nécessité Mobilité limitée des biens et personnes	Reprofilage des routes, réhabilitation des ponts et construction des nouvelles infrastructures routières

N°	SECTEUR	Problème principal	Causes principales	Effets	Idée de projet
3	Agriculture	Faible production et productivité agricoles	Manque d'espace cultivable, Dévastation des champs par les rongeurs ; Manque d'encadrement technique et financier ;	Agriculture de subsistance Famine ; Inflation des denrées alimentaires Baisse de production Baisse des revenus Exode rural Aggravation de la pauvreté Déperdition scolaire	Appuis à la mise en place de 03 coopératives agricoles (manioc, plantain, maraicher) Soutien des initiatives agricoles (technique, financier et matériel) Création d'un champ semencier de manioc de 10 ha Mise en place d'une pépinière de 200 000 plants d'hévéa Mise en place d'un champ semencier de bananier plantain de 15 ha
4	Enseignement secondaire	Difficulté d'accès à l'enseignement secondaire de qualité	Insuffisance d'établissements secondaires Insuffisance d'enseignants Absentéisme des enseignants Insuffisance de matériel didactique Insuffisance d'infrastructures Absence de bibliothèque Insuffisance de commodités (points d'eau, latrines ...)	Mauvais suivi des élèves Couverture insuffisante des programmes Délinquance juvénile Déperdition scolaire Exode rural des jeunes Alcoolisme Grossesses précoces	Affectation de 20 enseignants Création de 05 CES (V9-V16, V6, V13, V15, V12) construction de 08 blocs de 02 salles de classe, équipement des établissements en 1 321 tables bancs, construction d'un bloc de 03 latrines équipement en bacs à ordures des établissements reboisement des établissements construction de 03 clôtures dans les établissements construction de 03 blocs administratifs.
5	Education de base	Difficultés d'accès à une éducation de base de qualité	Insuffisance et éloignement d'écoles primaires et maternelles Mauvais état des bâtiments Insuffisance de matériel didactique	Mauvaises conditions de travail pour les enseignants Mauvais encadrement des élèves Faible épanouissement	Affectation de 145 enseignants Création de 03 EP (V9-V16, V7, V1-V2) et 04 EM (NGOCK, NKO'OLONG, BIFA, BIDOU 3) construction de 53 salles de classe,

N°	SECTEUR	Problème principal	Causes principales	Effets	Idée de projet
			Absence de logements d'astreinte pour enseignants Insuffisance d'enseignants Insuffisance d'aménagement (points d'eau, latrines ...)	des enfants Exposition des enfants aux accidents et autres dangers Performances académiques insuffisantes	réhabilitation de 04 salles de classe équipement des établissements en 3 490 tables bancs, construction de 17 blocs de latrines équipement en bacs à ordures des établissements reboisement des établissements construction de 42 clôtures dans les établissements
6	Forêt	Déforestation abusive et anarchique	Non respect du droit coutumier ; Ignorance de la loi forestière par les populations ;	Destruction de la forêt ; Réduction des espaces cultivables ;	Campagne de sensibilisation des populations sur la loi forestière et faunique ; Réalisation d'une formation en élevage des aulacaudes dans les villages ZINGUI, NGOK et BIFA ;
	Faune	Braconnage	Non respect des limites du parc Campo-Ma'an ; Forte consommation des espèces protégées ; Pratique culturelle	Réduction de la faune forestière ; Appauvrissement du parc ; Déséquilibre des écosystèmes	Appuis à la cohabitation pacifique entre les hommes et grands mammifères dans les villages V12 ; V14; V15; NGOK; BIFA
7	Santé	Difficultés d'accès aux soins de qualité	Infrastructures, équipements, produits pharmaceutiques et personnels de santé insuffisants La pauvreté	Perte de vies humaines ; Recours à la pharmacopée traditionnelle et au médicament de la rue	Construction de 04 logements d'astreinte pour le personnel soignant dans les CSI existants Affectation du personnel soignant Construction de 17 clôtures et 11 latrines Acquisition de 11 réfrigérateurs Création/construction et équipement d'un CMA à ADJAP 09 puits équipés de PMH construits dans chaque CSI

N°	SECTEUR	Problème principal	Causes principales	Effets	Idée de projet
8	Élevage et pêche	Faible production animale et halieutique	Faible niveau d'organisation des producteurs Insuffisance d'encadrement Cout élevé des intrants Difficulté d'accès aux crédits Pratique de l'élevage extensif (divagation, petite taille des cheptels, espèces locales rustiques peu productives)	Faible productivité Faibles revenus Malnutrition Forte pression sur la faune sauvage Pauvreté Faibles revenus issus de l'élevage	Appuis à la mise en place de 03 coopératives pastorales (porc, poulets et pisciculture) Soutien des initiatives pastorales (technique, financier et matériel)
9	Promotion de la femme et de la famille	faible encadrement des femmes	Insuffisance de capacités Faible niveau d'organisation Absence de structure d'encadrement de la femme et de la fille	Violences faites aux femmes Marginalisation des femmes ; Départ volontaires des femmes aux services d'HEVECAM ; Accroissement du nombre de filles mères	- Construction d'un centre de promotion de la femme et de la famille à ADJAP
10.	Domaines affaires fonciers	Difficultés d'accès aux titres de propriété	Manque d'information ; Eloignement des services départementaux ; Difficultés financier ;	Accaparement des terres par les riches ; Appauvrissement des populations ; Conflits sociaux ; Recours à la sorcellerie	- Appui à l'octroi des titres fonciers collectifs aux Bagyéélis - Vulgarisation de la loi foncière et domaniale - Création d'un cadre de dialogue entre riches et pauvre sur le sujet

N°	SECTEUR	Problème principal	Causes principales	Effets	Idée de projet
11.	Télécommunication	Couverture partielle des réseaux téléphoniques et internet ;	absence des antennes relais Absence de la fibre optique Instabilité du courant électrique ; Absence des télécentre opérationnels ;	Perte d'opportunité d'emploi ; Sous information ; Confusion des outils des TIC ; Difficulté pour les élèves d'assimiler certains enseignements	Acquisition et installation d'une antenne VSA ; plaidoyer auprès des opérateurs économiques pour l'installation d'antennes de relais ORANGE, VIETEL et MTN
12	Emploi et formation professionnelle	Difficultés d'accès à une formation professionnelle décente	Eloignement des centres de formation professionnelle ; Sous équipement des centres existants ; Absence d'un centre de formation s'arrimant à l'hévéa qui est la principale culture de la commune	Chômage ; Emploi précaire ; Pauvreté et banditisme ; Prostitution ; Perte d'opportunité d'emploi; Frustration des jeunes à HEVECAM	Vulgarisation des offres de formation ; Création, Construction et équipement d'un CFM à ADJAP
13	Commerce	Absence d'infrastructures adéquates pour la commercialisation des produits	Enclavement Difficulté de ravitaillement Absence de magasins Individualisme des commerçants	Découragement ; Pertes des produits ; Baisse des revenus ;	- construction de 03 hangars de marché (V2, ADJAP, V7) - Construction d'un hangar + bureau à ZINGUI - Construction et équipement d'un nouveau complexe commercial à AKOM 1
14	Recherche scientifique	Difficulté d'accès aux résultats de la recherche	Diffusion insuffisante des innovations ; Marginalisation des petits agriculteurs et éleveurs ; Absence d'information sur l'actualité des recherches au Cameroun	Impossibilité de rentabiliser et d'étendre les productions ; Perte d'opportunité ; Chômage ; Recours aux pratiques dégradantes de	Mise en place de 10 parcs à bois et fruitier dans chacune des 10 chefferies (irvinga...); Formation des jeunes agriculteurs aux techniques de multiplication des semences améliorés des vivriers (maïs ; ignames ;

N°	SECTEUR	Problème principal	Causes principales	Effets	Idée de projet
				l'environnement	bananiers)
15	Affaires sociales	faible encadrement des couches vulnérables	Absence des structures d'encadrement psychosociale Rupture des appuis du PNDP aux Bagyéélis ; Absence d'un fichier des populations vulnérables	Croissance du taux de mortalité ; Risque d'extermination des populations Bagyééli par les épidémies de rougeole	Encadrement psychosocial des couches vulnérables ; construction d'un centre social à ADJAP ;
16	Communication	Difficultés d'accès aux médias de proximité	Inexistence des agences de presse ; Couverture insuffisante de la CRTV ; Inexistence de radio communautaire	Sous information ; Information tardive ; Perte d'opportunités	Création d'un journal communal: Construction d'un kiosque à journaux à V 2 Construction d'une radio communautaire à ADJAP
17	Transport	Précarité des conditions de transport	Mauvais état des véhicules ; Cout de transport élevé ; Surcharge ; Excès de contrôle routier ; Mauvais état des routes	Usagers exposés aux intempéries Pertes de temps Fréquence élevée des accidents de circulation	Construction d'une gare routière Mise en place d'un syndicat de transporteurs ; Réhabilitation des gares routières de V2 et V7 ;
18.	Culture	Perte des valeurs culturelles	Absence d'infrastructures culturelles ; Absence de dialogue inter génération ; Irrégularité des événements culturels ;	Extraversion Dépravation de la culture locale Délinquance Faible attrait touristique	Inventaire et capitalisation du patrimoine culturel Organisation de 3 foires culturelles (1 foire/ an). Construction d'un foyer culturel Bagyéélis Appui à la vulgarisation du patrimoine culturel
19.	Tourisme	Absence de	Insuffisance des moyens	Inexistence d'un fichier	Construction des infrastructures

N°	SECTEUR	Problème principal	Causes principales	Effets	Idée de projet
		valorisation du potentiel touristique	financiers ; Absence d'encadrement Non aménagement des sites touristiques ; Faible organisation	du potentiel Absence d'un flux des touristes Perte d'opportunités	d'accueil ; Viabilisation des sites touristiques Vulgarisation du potentiel touristique de la commune ;
20.	Environnement et Protection de la Nature	Dégradation progressive de l'environnement	Pollution des rivières Déversement des déchets toxiques dans les cours d'eaux ; Surexploitation des ressources forestières	Prolifération des maladies Destruction de faune et de la flore aquatique ; Déséquilibre des écosystèmes ;	Implication de la population de la commune et des agro-industries à la gestion durable de l'environnement
21.	Jeunesse	Difficulté d'épanouissement des jeunes	Absence d'infrastructure d'encadrement; Absence d'organisation de la jeunesse ;	Exode rural Oisiveté ; Délinquances ;	Construction d'un centre multifonctionnel de promotion de la jeunesse à ADJAP ; Appui à l'adhésion des associations de jeunes au CNJC ; Vulgarisation des programme d'appui à la jeunesse (PAJER-U.....)
22.	Sports Education Physique et	Difficultés de promotion et de développement du sport	Insuffisance d'infrastructures sportives Insuffisance d'encadrement des sportifs	Pratique du sport sur les terrains accidentés Pertes des talents locaux ; Recours au mercenaire lors des compétitions	Construction d'un complexe multi sport à ADJAP

N°	SECTEUR	Problème principal	Causes principales	Effets	Idée de projet
23.	Petites et Moyennes Entreprises, Economie Sociale et Artisanat	Faible compétitivité des petites et moyennes entreprises	Absence d'encadrement des structures existantes ; Difficulté d'accès aux subventions ; Organisation insuffisante par métier ; Absence des services compétents sur le terrain	Abandon des métiers ; Chômage ; Pauvreté monétaire ;	Appui à la structuration des corps de métiers ; Sensibilisation et formation des PME sur la fiscalité locale
24.	Industries, Mines et Développement Technologique	Difficulté d'exploitation des ressources minières	Ignorance des richesses existantes ; Ignorance de la législation en vigueur ;	Désintéressement des populations ; Exploitation clandestine ; Perte des opportunités	Evaluation du potentiel minier Organisation de l'exploitation des carrières de sable et de pierres de BIDOU ; Sensibilisation et vulgarisation des lois liées à l'exploitation des mines
25.	Travail et Sécurité Sociale	Précarité de l'emploi	Analphabétisme ; Manque de formation qualifiée ; Mauvaises Conditions de travail ;	Licenciement abusif Chômage ; Délinquance	Sensibilisation des travailleurs sur leurs droits ; Redynamisation des syndicats des travailleurs existants
26.	Administration Territoriale, Décentralisation, Sécurité, Maintien Ordre	Difficultés d'accès à la citoyenneté	Eloignement des centres d'état civil Indisponibilité de certains chefs de centre Insuffisance d'organisation Absence d'informations	Promotion de l'union libre Enfants sans acte de naissance Déperdition scolaire Sous emploi	Rapprochement des centres d'état civil Nomination d'un Adjoint d'Arrondissement Construction résidence Adjoint d'Arrondissement à ADJAP
27.	Développement urbain et habitat	Précarité de l'habitat	Moyens financiers insuffisants ; Conceptions archaïques, Vieillessement des habitats ;	Promiscuité ; Cohabitation ; Maladies ; Risque d'accident élevé	Mise en place un service de voirie et d'assainissement ; Elaboration du plan d'occupation des sols ;

N°	SECTEUR	Problème principal	Causes principales	Effets	Idée de projet
28.	Enseignement Supérieur	Difficulté d'accès à l'enseignement supérieur	Eloignement des centres universitaires ; Sous information ; Difficultés financières ; Chômage des aînés titulaires des diplômes universitaires	Abandon des études après le bac ; Recours à la débrouillardise ; Emplois précaires et éphémères;	Octroie de bourses annuelles pour 100 meilleurs bacheliers pour l'inscription aux universités ; Elaboration d'un catalogue d'information des filières, porteuses ; Construction d'une bibliothèque municipale à V2

5. PLANIFICATION STRATEGIQUE

5.1. Vision et objectifs du PCD

Dans le contexte actuel, il est difficile de parler d'une vision à court terme sans ville, sans moyens matériels devant concrétiser ladite vision. Toute fois la commune entend à l'horizon 2035:

- ✓ Faire de NIETE une destination touristique de référence avec le potentiel existant non exploité ;
- ✓ Constituer un grenier de la future ville industrielle de KRIBI en denrées agropastorales surtout avec l'avènement de la route bitumée EBOLOWA-AKOM 2 – KRIBI ;
- ✓ Doter NIETE d'un chef lieu moderne et attractif à ADJAP avec le concours de l'Etat, de l'Elite et d'autres partenaires.

5.2. Cadre logique par secteur

Tableau 78 : cadres logiques par secteur

SECTEUR 1: MINADER

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global : Intensifier les activités agricoles	Assurer une production durable en quantité et en qualité des filières végétales	Les produits sont compétitifs et gagnent des parts additionnelles sur les marchés sous-régionaux et internationaux. Augmentation de la contribution du secteur agricole à l'économie locale Volume et taux de transformation des produits locaux	Rapports	Personnel qualifié et disponible pour conduire les projets	Expérience en gestion des projets Présence effective sur le terrain	Fichier du service local d'appui
Objectif spécifique :	Promouvoir le développement d'une agriculture rentable	<ul style="list-style-type: none"> › Niveau/taux d'accroissement des revenus agricoles › Niveau/taux de réduction des pertes post-récoltes 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports du MINADER › Rapports des producteurs agricoles 	› Conditions climatiques favorables	<ul style="list-style-type: none"> › Hauteur des précipitations › Températures moyennes › Cycle des pluies 	Rapports météorologiques
Résultats (Axes)	1. Des coopératives agricoles viables sont mises en place	› 03 coopératives agricoles mises en place	› Rapports du MINADER	Populations dynamiques et organisées	Nombre de coopératives fonctionnel	Rapports du MINADER

stratégiques) ²	2. Les niveaux de rendement sont améliorés	<ul style="list-style-type: none"> › Rendements agricoles › Niveau/taux d'accroissement de la production agricole 	› Rapports du MINADER	Conditions climatiques favorables	<ul style="list-style-type: none"> › Rendements agricoles › Niveau/taux d'accroissement de la production agricole 	Rapports du MINADER
	3. Des infrastructures agricoles sont construites	<ul style="list-style-type: none"> › Pistes agricoles aménagés, postes agricoles réhabilités ; › Un centre d'étude d'action communautaire construit; › Une délégation d'agriculture est construite 	› Rapports du MINADER	<ul style="list-style-type: none"> › Des dotations du budget d'investissement sont transférées à la Commune › La Commune dispose d'autres financements 	Dotations pour la construction des pistes et des bâtiments	Rapports du MINADER et des travaux publics
Activités						
Pour R1		Pour R2		Pour R3		

<p>1.1. Organiser dans chacun des villages de la zone rurale (BIFA ; ZINGUI ; NGOK ; NIÉTÉ VILLAGE ; AKOM 1 ; ADJAP ; ANGALE ; ANDJECK ; NKO'OLONG ; NLOZOCK ; BIDOU 3 ; NKOLEMBONDA) des séances de sensibilisation sur l'importance, le processus de mise en place, l'adhésion et le fonctionnement des coopératives agricoles (12 x 100 000 F CFA = 1 200 000 F CFA)</p>	<p>2.1 appui institutionnel aux services de vulgarisation du MINADER (vulgarisation, sensibilisation sur les techniques de production et d'appui divers (10 000 000F CFA)</p>	<p>› 3.1. Reprofilage des pistes agricoles : NKO'OLONG - KIENKE (6 Km) ; BIBOU 3 – NKIENKE (10km), ANGALE –site de la CUF (10 km) ; plantations d'HEVEA de ZINGUI (7KM) ; piste des plantations à ADJAP au quartier NKONGMINTOM (5 KM) (Cf. secteur des travaux publics)</p>
<p>1.2. Faciliter l'organisation des assemblées générales constitutives de 03 coopératives : HEVEA, PLANTAIN, MANIOC (12 x 250 000F CFA = 3 000 000 F CFA)</p>	<p>2.2 Organiser dans chacun des villages de la zone rurale, des séances de sensibilisation des producteurs sur les techniques agricoles modernes (BIFA ; ZINGUI ; AKOM 1 ; ADJAP ; ANGALE ; ANDJECK ; NGOK; NIÉTÉ VILLAGE ; NKO'OLONG ; NLOZOCK ; BIDOU 3 ; NKOLEMBONDA) (12x 100 000F CFA = 1 200 000 F CFA)</p>	<p>3.2. Faire un plaidoyer auprès du MINADER pour la réhabilitation et l'équipement du poste agricole d'ADJAP (50 000 FCFA)</p>
<p>1.3. Appuyer la légalisation des coopératives (03 x 150 000F CFA = 450 000 F CFA)</p>	<p>2.3. Développer des partenariats avec l'IRAD et le PNDP en vue de la mise en place de 1 ha d'un champ semencier de verger et de 1 ha d'un champ semencier d'hévéa (2 x12X 100 000F CFA = 2 400 000 F CFA)</p>	<p>Création et construction d'un centre d'étude d'action communautaire à ANDJECK (30 000 000 FCFA)</p>

	2.4. Appui en matériels et machines agricoles adaptées pour les 03 coopératives ; (03 x 30 000 000 FCFA = 90 000 000 FCFA)	Construction d'une délégation d'agriculture à ADJAP (25 000 000 FCFA)
	2.5. Campagne de Lutte contre les petits rongeurs déprédateurs des champs et la pourriture du manioc y compris le matériel à ces sujets. (2 x 1 000 000 FCFA x 9 villages = 18 000 000 FCFA)	
4 650 000 CFA	119 200 000 F CFA	55 050 000 F CFA
Total estimatif		178 900 000 F CFA

SECTEUR 2 : MINEPIA

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global : Intensifier les activités pastorales et piscicoles	Assurer une production durable en quantité et en qualité des filières animales	Les produits sont compétitifs et gagnent des parts additionnelles sur les marchés sous-régionaux et internationaux. Augmentation de la contribution du secteur élevage à l'économie locale Volume et taux de transformation des produits locaux	Rapports	Tenue des statistiques	Augmentation production et productivité	Rapport statistiques

Objectif spécifique :	Promouvoir la pratique de l'élevage rentable et moderne	<ul style="list-style-type: none"> › Niveau/taux d'accroissement des revenus des élevages › Niveau/taux de réduction des pertes dues aux épidémies acceptable 	Rapports MINEPIA	du	Conditions climatiques favorables	Hauteur des précipitations Températures moyennes Cycle des pluies	Station météorologique
Résultats (Axes stratégiques) ³	1. Renforcement des capacités des éleveurs	<ul style="list-style-type: none"> › Une formation en élevage de poules et de porcs est organisée. › Une formation en apiculture moderne est organisée. 	Rapports MINEPIA ;	du	Participation massive des éleveurs aux formations	Rapport de la formation	MINEPIA Organisation d'appui
	2. Amélioration des infrastructures, acquisition des intrants et matériels d'élevage	<ul style="list-style-type: none"> › appui en intrants et matériels des éleveurs (porcs + poules + abeille) ; › 2 bâtiments de 10 loges pour les porcs + 2 fermes avicoles sont construits 	Rapports MINEPIA ;	du		PV de réception	Commune

Activités	
Pour R1	Pour R2
1.1. Formation des éleveurs en élevage moderne de poules et des porcs (10 000 000 FCFA)	2.1. Appui en intrants et matériel pour les éleveurs de porcs (20 000 000 FCFA)
1.2. Formation en apiculture moderne pour les Bagyéli et le village ANDJECK (2 000 000 FCFA)	2.2 .Appui en intrants et matériel pour les éleveurs de poules (30 000 000 FCFA)
1.3. Vulgarisation du potentiel local en élevage (500 000 FCFA)	2.3. Appui en intrants et matériel pour les éleveurs des abeilles (apiculteurs) (10 000 000 FCFA)
	2.4. appui en infrastructure d'élevage (2 bâtiments de 10 loges pour les porcs + 2 fermes avicoles) 10 000 000 FCFA + 10 000 000 FCFA) = 20 000 000 FCFA
12 500 000 FCFA	90 000 000 F CFA
Total estimatif	102 500 000 F CFA

SECTEUR 3 : DOMAINES, CADASTRE ET AFFAIRES FONCIERES

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global : Mettre en œuvre des opérations de facilitation de l'accès aux titres de propriétés des terres	Assurer une fonctionnalité optimale de la gestion des terrains	- Taux d'occupation des terres titrées; - Proportion de la population ayant accès aux terres titrées	Rapports	Disponibilité des ressources	Budget de la commune	Rapports

Objectif spécifique :	Faciliter l'accès à la terre et la promotion de la gestion équitable des terres.	› Taux d'immatriculation des terres	› Rapports MINDCAF du	L'Etat révisé la loi foncière	Promulgation de la nouvelle loi foncière	Rapports MINDCAF
Résultats (Axes stratégiques)	1. Les populations BAGUYELI ont accès à la terre	› Sécurisation des hameaux BAGUYELI	› Rapports MINDCAF du › Rapport MINAS	Les populations Bantous acceptent le principe d'exclusivité	Nombre de titres fonciers	Rapport du MINDCAF Rapport études
	2. Vulgarisation de la loi foncière	› Loi foncière vulgarisée	› Rapports MINDCAF du	La Commune et ses partenaires s'impliquent	Nombre de personnes sensibilisées	Rapport du MINDCAF
	3. Création d'un cadre de concertation de gestion durable des terres	› Un cadre de dialogue fonctionnel	› Rapports MINDCAF du	La Commune et ses partenaires s'impliquent	Nombre d'accord	Rapport du MINDCAF
Activités						
Pour R1		Pour R2		Pour R3		
1.1. Appui à l'octroi des titres fonciers collectifs au BAGUYELI (6 hameaux) : 6 x 500 000 FCFA)		2.1. Vulgarisation de la loi foncière et domaniale (1 000 000 F CFA)		3.1 . Création d'un cadre de dialogue entre riches et pauvre sur le sujet du partage des terres (2 000 000 FCFA)		
30 000 000 CFA		1 000 000 F CFA		2 000 000 F CFA		
Total estimatif				33 000 000 F CFA		

SECTEUR 4 : HABITAT ET DEVELOPPEMENT URBAIN

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global : Améliorer et adapter le dispositif réglementaire de gestion des installations humaine	Assurer une fonctionnalité optimale des infrastructures	Taux de couverture des services Proportion de l'espace urbain bâti aménagé et réglementaire (50%)	Rapports Lettre commande PV de réception	Disponibilité des ressources	Budget Commune	Rapports
Objectif spécifique :	Faciliter la mise en œuvre d'un aménagement harmonieux de la Commune	Niveau d'embellissement d'ADJAP Niveau du respect des normes d'installations	› Rapports du MINDUH	Des dotations du budget d'investissement sont transférées à la Commune de NIETE	Nombre de projets d'infrastructures	Rapport de la délégation départementale du MINDUH
Résultats (Axes stratégiques)	1. améliorer l'état de la voirie et de l'assainissement	› Un service de voirie et d'assainissement est mise en place	› Rapports du MINDUH	Des dotations du budget d'investissement sont transférées à la Commune de NIETE	Nombre de routes ouverts	Rapport de la délégation départementale du MINDUH

	2. Elaborer d'un plan d'occupation des terres (POS)	› Un plan d'occupation des sols dans la ville d'ADJAP est réalisé	› Rapports du bureau chargé des études du POS	Le financement nécessaire provient de la Commune de NIETE	Copie du plan disponible	Rapport de la délégation départementale du MINDUH
	3. Sensibiliser la population sur la mise en œuvre du P.O.S	› Les populations urbaines et périurbaines sont sensibilisées sur le POS.	› Rapports du bureau chargé des études du POS	La commune s'engage	Nombre de personne sensibilisée	Rapport de la commune

Activités		
Pour R1	Pour R2	Pour R3
1.1. aménagement de la voirie et du système d'assainissement urbain (150 000 000 FCFA)	2.1 Elaboration du plan d'occupation des sols (19 000 000 FCFA)	3.1 sensibilisation des populations urbaines et préurbaines sur le POS (5 000 000 FCFA)
150 000 000 CFA	19 000 000 FCFA	5 000 000 FCFA
Total estimatif		174 000 000 F CFA

SECTEUR 5 : MINEPDED

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
		Niveaux	Formulations		Indicateurs	Sources

Vision, but, Objectif Global : Gérer Durablement les ressources naturelles	Exploiter et préserver le capital naturel pour les générations futures et assurer une meilleure adaptation aux changements climatiques	Evolution de la fertilité des sols Evolution de la désertification Evolution de la qualité des eaux Evolution de la biodiversité	Rapports	Adhésion des populations Disponibilité des moyens de travail	Changement des comportements Personnel qualifié et moyens matériel	Rapports rapports
Objectif spécifique :	Œuvrer pour la protection de l'environnement et de la nature	› Niveau/taux d'accroissement de participation des populations dans la protection de la nature	› Rapports du Ministère de l'environnement et de la protection de la nature › Rapports des ONG	L'Etat la commune, et autres acteurs collaborent effectivement	Taux de résilience et de réduction de la déforestation	Etudes ; Rapports
Résultats (Axes stratégiques)	1. éducation environnementale	› Nombre de programme d'éducation environnemental	› Rapports du Ministère de l'environnement et de la protection de la nature et de la Commune	Les populations s'impliquent activement	Taux de résilience et de réduction de la déforestation	Etudes ; Rapports

	2. Création d'un observatoire environnemental	<ul style="list-style-type: none"> › Observatoire environnemental communal crée ; › un système d'alerte environnemental crée; 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports du Ministère de l'environnement et de la protection de la nature et de la Commune 	HEVECAM accepte le principe de pollueur-payeur	Taux de résilience et de réduction de la déforestation	Etudes ; Rapports
	3.gestion des déchets domestiques et reboisement	<ul style="list-style-type: none"> › Partenariat formel Commune/ HYSACAM /HEVECAM › Nombres d'espaces reboisés 	<ul style="list-style-type: none"> › Accord de partenariat › Rapport Commune 	Les ONG s'impliquent	Taux de résilience et de réduction de la déforestation	Etudes ; Rapports

Activités		
R1	R2	R3
1.1. Création et fonctionnement des clubs des amis de la nature dans les lycées et collèges (3 000 000 FCFA)	2.1. mise sur pied d'un observatoire environnemental (5 000 000 F CFA)	3.1. participation au partenariat Commune/ HYSACAM/HEVECAM (5 000 000 FCFA)
1.2. Programme d'éducation environnementale, d'assainissement d'hygiène et salubrité (1 500 000 FCFA)	2.2. Mettre sur pied un système d'alerte environnemental (sensibilisation et identification des pollutions (5 000 000 FCFA))	3.2. Projet de collecte et de recyclage des déchets ménagers et industriels (50 000 000 FCFA)
		3.3 création des espaces verts des infrastructures sociales (15 000 000 FCFA)
4 500 000 CFA	10 000 000 FCFA	70 000 000 F CFA
Total estimatif		84 500 000 F CFA

SECTEUR 6 : MINFOF

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global : développer les productions sylvicoles	Assurer une production durable en quantité et en qualité de la flore et de la faune	Les produits sont compétitifs et gagnent des parts additionnelles sur les marchés sous-régionaux et internationaux. Augmentation de la contribution du secteur sylvicole à l'économie locale Volume et taux de transformation des produits locaux	Rapports	Production des plants forestiers	Production effective des plants	Rapport de suivi de la production
Objectif spécifique :	Promouvoir l'exploitation durable des ressources forestières et fauniques	Taux de déforestation réduit de 15%	› Rapports du MINFOF	Cadre juridique et réglementaire favorable	Révision de la loi	MINFOF
Résultats (Axes stratégiques)	1. vulgarisation de la réglementation forestière et faunique	› Nombre de campagne de sensibilisation	› Rapports du MINFOF	Les communautés adhèrent	Nombre de personnes sensibilisées	Rapports du MINFOF
	2. implication des populations à la gestion durable de la biodiversité	› Session de formation sur les alternatives au braconnage › Nombre de participants	› Rapports du MINFOF	Les communautés adhèrent	Diminution du braconnage ;	Rapports du MINFOF

Activités	
Pour R1	Pour R2
1.1. Campagne de sensibilisation des populations sur la réglementation forestière et faunique (900 000 CFA)	1.1. Réalisation d'une formation en élevage des aulacaudes dans les villages ZINGUI, NGOK et BIFA (1 500 000 FCFA)
1.2. Production des dépliants de vulgarisation forestière et fauniques (2 x 500 000 FCFA : 1 000 000 FCFA)	2.2. Octroi des intrants et matériels des éleveurs des hérissons (3 000 000 FCFA)
	2.3. Appuis à la cohabitation pacifique entre les hommes et grands mammifères (1 500 000 FCFA) dans les villages V12 ; V14; V15; NGOK; BIFA
	2.4. Appui au reboisement 64 infrastructures sociaux (64 x 50 000 : 3 200 000 FCFA)
1 900 000 CFA	9 200 000 F CFA
Total estimatif	11 100 000 F CFA

SECTEUR 7 : MINATD

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global :	Promouvoir le rôle d'interface entre les institutions et les populations	Niveau de mise sur pied des institutions et mécanismes d'interface	Rapports ; Qualité service	Existence d'un cadre à même de développer les capacités des institutions	Structures excitantes et opérationnelles; Fonctionnement des institutions	Rapports PV travaux Organigrammes

Objectif spécifique :	Rapprocher l'Administration des administrés	- Fonctionnement efficace et efficient des chefferies de 3ème degré - Proportion des personnes disposant des actes d'état civil - Présence des forces de maintien de l'ordre	Rapports	Existence d'un cadre institutionnel	Structures excitantes et opérationnelles;	Rapports PV travaux
Résultats (Axes stratégiques)	1. Création de 02 centres d'état civil	Nombre de centre d'état civil créé	Rapports Statistiques	Les décisions de création sont signées	Les actes de création	Mairie
	2. construction résidence et affectation de l'adjoint d'Arrondissement	Un Adjoint d'Arrondissement affecté à NIETE Une résidence de l'Adjoint d'Arrondissement construite à NIETE	Rapports Statistiques	Ressources humaines disponible	Administration de proximité	Acte de nomination
<i>Activités</i>					<i>Cadre estimatif</i>	
Pour R1		Pour R2 : 25 000 000				
1.1. recensement des villages potentiels, sélection et désignation des responsables		2.1. Construction résidence				
500 000 F CFA		25 000 000 F CFA				

TOTAL	25 500 000 F CFA
-------	------------------

SECTEUR 8: MINEDUB

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global : développer les infrastructures dans l'éducation de base	Augmenter l'offre et la qualité de l'enseignement de base	Couverture scolaire Nombre des écoles avec les aménagements Ratio élèves par enseignant Ratio élèves par classe Ratio élèves par table banc	Rapports visites	Disponibilité du personnel enseignant Existence des infrastructures et du matériel didactique	État du personnel État des infrastructures, équipements et matériel	Rapports Rapports
Objectif spécifique :	Améliorer l'offre d'une éducation de base de qualité	Nombre de salles de classe Nombre de logements pour enseignants Nombre de latrines dans les écoles	Lettre commande Contrat Pv de réception	Disponibilité du personnel enseignant Existence des infrastructures et du matériel didactique	État du personnel État des infrastructures, équipements et matériel	Rapports Rapports
Résultats (Axes stratégiques)	1. Construction des infrastructures	Nombre de bâtiments construits	Contrat, Pv de réception	Disponibilité du financement	Inscription au BIP	Journal des projets
	1. Aménagement des établissements	Nombre d'établissements aménagés	Contrat, Pv de réception	Disponibilité du financement	Inscription au BIP	Journal des projets
	2. Renforcement du personnel enseignant	Nombre d'enseignants Nombre de séances de recyclage	Actes d'affectation Rapports PV réunion	Disponibilité des ressources humaines	Présence effective	Rapports
Activités						
Pour R1		Pour R2		Pour R3		

1.1. études de faisabilité pour la réhabilitation de 4 salles de classe (4X100 000=400 000)	2.1. construction de 19 blocs de latrines dans les établissements (19X3 500 000=66 500 000)	3.1. affectation de 137 enseignants dans les établissements de l'enseignement de base
1.2. construction de 27 blocs de deux salles de classe (27X16 000 000=432 000 000)	2.2. construction de 21 puits dans les établissements (21X7 000 000=147 000 000)	3.2. au moins deux sessions de journée pédagogique organisées par an pour tous les enseignants (2X10 000 000=20 000 000)
	2.3. construction de 42 clôtures dans les établissements (42X2 500 000=105 000 000)	3.3. organisation des stages et formations pour le perfectionnement des enseignants (25 000 000)
	2.4. reboisement de 43 établissements (43X50 000=2 150 000)	3.4. motivation des enseignants à travers des primes diverses (1 000 000)
	2.5. équipement des établissements en 1808 table-bancs (30X1 800 000=54 000 000)	3.5. suivi évaluation des enseignants (inspections...) 300 000
432 400 000 F CFA	374 650 000 F CFA	46 300 000 F CFA
TOTAL		853 350 000 F CFA

SECTEUR 9 : MINESEC

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global : développer les infrastructures dans l'enseignement secondaire	Augmenter l'offre et la qualité de l'enseignement secondaire	Taux Couverture scolaire Nombre des établissements avec les aménagements Ratio élèves par enseignant Ratio élèves par classe Ratio élèves par table banc	Rapports visites	Disponibilité du personnel enseignant Existence des infrastructures et du matériel didactique	État du personnel État des infrastructures, équipements et matériel	Rapports Rapports

Objectif spécifique :	Améliorer l'offre d'un enseignement secondaire de qualité	Nombre d'établissements secondaires Nombre de salles de classe Nombre de blocs administratifs Nombre de bibliothèques aménagées Nombre de salles informatiques équipées	Arrêté de création Lettre commande Contrat Pv de réception	Disponibilité du personnel enseignant Existence des infrastructures et du matériel didactique	État du personnel État des infrastructures, équipements et matériel	Rapports Rapports
Résultats (Axes stratégiques)	1. Construction des infrastructures	Nombre de bâtiments construits	Contrat, Pv de réception	Disponibilité du financement	Inscription au BIP	Journal des projets
	2. Aménagement des établissements	Nombre d'établissements aménagés	Contrat, Pv de réception	Disponibilité du financement	Inscription au BIP	Journal des projets
	3. Renforcement de la qualité de l'enseignement	Nombre d'enseignants Nombre de séances de recyclage 01 lycée, 02 CES, 02 CETIC créés	Actes d'affectation Rapports PV réunion Arrêté de création/ouverture	Disponibilité du personnel enseignant Disponibilité des sites	Présence effective État du personnel Titre de propriété	Rapports Actes
Activités						
Pour R1		Pour R2		Pour R3		
1.1. construction de 08 blocs de salles de classe (8X18 000 000=144 000 000)		2.1. équipement de 04 bibliothèques (4X 1 500 000=6 000 000)		3.1. affectation de 20 enseignants toutes spécialités confondues dans les établissements de l'enseignement secondaire		

1.2. construction de 05 blocs administratifs (5X17 500 000=87 500 000)	2.2. équipement de 04 salles informatiques et de 50 table-bancs (32 000 000+1 800 000=33 800 000)	3.2. au moins deux sessions de journée pédagogique organisées par an pour tous les enseignants (25 000 000)
	2.3. construction d'un bloc de latrine (3 500 000)	3.3. organisation des stages et formations pour le perfectionnement des enseignants (35 000 000)
	2.4. construction de 03 clôtures (3X2 500 000=7 500 000)	3.4. suivi évaluation des enseignants (inspections...) suivi de motivation des enseignants à travers des primes diverses (2 500 000)
	2.5. reboisement de 04 établissements (4X50 000=200 000)	3.5. création des établissements nouveaux
231 500 000 F CFA	51 000 000 F CFA	62 500 000 F CFA
TOTAL		345 000 000 F CFA

SECTEUR 10 : MINESUP

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
		Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Niveaux	Formulations					
Vision, but, Objectif Global : développer la formation universitaire	Augmenter l'offre et la qualité de la formation universitaire	Taux brut de scolarisation dans l'enseignement supérieur; % de la population active ayant une qualification de l'enseignement supérieur; Taux de transition entre le secondaire et le supérieur; Indice de parité filles/garçons; % des étudiants issus des couches défavorisées	Rapports visites	Implication de la Commune et autres partenaires	Nombre d'étudiants	Rapports et statistiques

Objectif spécifique :	Améliorer l'accès à l'enseignement supérieur aux jeunes de la Commune	› Proportion des ressortissants de NIETE dans les universités et grandes écoles du Cameroun	› Rapports Etudes de la commune	La Commune de NIETE et autres partenaires s'engagent	Augmentation de l'effectif chaque année	Rapport d'études ; Enquêtes.
Résultats (Axes stratégiques)	1. Primes aux jeunes bacheliers	› 100 bourses/an	› Rapports de la Commune	Engagement de La Commune de NIETE et autres partenaires	Nombre de bacheliers boursiers	Rapport d'études ; Enquêtes.
	2. information sur les opportunités de formation	› un catalogue d'information élaboré ; › Une campagne de sensibilisation organisée par an	› Rapports de la commune › Catalogue	Engagement de La Commune de NIETE et autres partenaires	Qualité et quantité d'information ; Support d'information	Rapport de la Commune
Activités						
Pour R1			Pour R2			
1.1. Octroie de bourses (100X3X 50 000=1 500 000 FCFA)			2.1. Elaboration d'un catalogue d'information sur les filières porteuses dans les écoles nationales, régionales ou internationales (1 000 000 FCFA)			
			2.2 Sensibilisation sur les opportunités en formation professionnelle dans les universités et grandes écoles (1 000 000 FCFA)			
1 500 000 CFA			2 000 000 F CFA			
Total estimatif			3 500 000 FCFA			

SECTEUR 11 : MINSANTE

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global : développer les infrastructures sanitaires	Renforcer les structures de sante Et améliorer l'offre de santé	Le ratio professionnel de sante/population (au moins 1,5 pour 1000 habitants) Une formation sanitaire a une heure de marche pour au moins a 70% de la population au moins 15% du budget de la Commune alloué à la santé Au moins 80% sont satisfaits de la qualité des services et soins de sante	Rapports visites	Disponibilité du personnel soignant Moyens matériels et financiers Existence des infrastructures sanitaires en quantité et en qualité	État du personnel Montant alloué État des infrastructures	Rapports
Objectif spécifique :	Améliorer l'offre des services et de soins de santé	au moins 90% des centres de santé fonctionnent de manière adéquate	Arrêté de création Lettre commande Contrat Pv de réception	Disponibilité du personnel soignant Moyens matériels et financiers Existence des infrastructures sanitaires en quantité et en qualité	État du personnel Montant alloué État des infrastructures	Rapports

Résultats (Axes stratégiques)	1. Améliorer les infrastructures et équipements des centres existants	Construction de bâtiments aux CSI de NGOK et ADJAP Construction de 17 clôtures et de 11 latrines dans les formations sanitaires 04 logements construits dans les centres existants 09 points d'eau construits dans les centres de santé	Contrat Pv de réception Rapports	Disponibilité du financement	Inscription au BIP	Journal des projets
	2. Améliorer la qualité des soins	Nombre du personnel soignant Quantité et qualité des produits pharmaceutiques Nombre de séances de recyclage du personnel 01 CMA créé, construit et équipé à ADJAP	Actes d'affectation Rapports PV réunion Arrêté de création Contrat Pv de réception	Disponibilité du personnel soignant Disponibilité des sites Disponibilité du financement	Présence effective État du personnel Titre de propriété Inscription au BIP	Rapports Actes Journal des projets

Activités	
Pour R1	Pour R2
1.1. construction de 02 CSI (2X35 000 000=70 000 000)	2.1. affectation de du personnel soignants (73) toutes spécialités confondues dans les centres existants
1.2. construction de 04 logements d'astreinte pour personnel soignant (4X15 000 000=60 000 000)	2.2. fourniture des centres en produits pharmaceutiques (18X500 000=9 000 000)
1.3. construction de 09 puits dans les centres existants (9X7 000 000= 63 000 000)	2.3. organisation des stages et formations pour le perfectionnement du personnel soignant (10 000 000)
1.4. construction de 17clôtures et de 11 latrines dans les centres existants (42 500 000+385 000 000=810 000 000)	2.4. suivi évaluation du personnel suivi de motivation à travers des primes diverses (500 000)
1 003 000 000 F CFA	19 500 000 F CFA

SECTEUR 12 : EAU

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global : développer les infrastructures d'hydraulique et d'électrification rurales	Assurer une fonctionnalité optimale des infrastructures	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Niveau de service incluant ouvrages et services de gestion ▪ Au moins 10 Forages, 20 puits et 02 AEP construits ▪ 35 Km électrifiés 	Rapports Contrat PV de réception	Disponibilité des ressources	Budget Commune	Rapports
Objectif spécifique :	Faciliter l'approvisionnement en eau potable	Baisse de la Prévalence des maladies hydriques Réduction de la pénibilité de la corvée d'eau Niveau de conformité des infrastructures aux standards internationaux de qualité Taux de satisfaction des usagers	Rapports Contrat PV de réception	Disponibilité des ressources	Budget Commune	Rapports
Résultats (Axes stratégiques)	1. Construction des infrastructures	31 forages construits 1 AEP construits	Rapports Contrats PV de réception	Disponibilité des ressources	Budget Commune	Rapports
	2. Réhabilitation des infrastructures existantes	02 Forages réhabilités 02 Puits réhabilités 02 AEP réhabilités	Rapports d'activités contrats PV de réception	Disponibilité des ressources	Budget Commune	Rapports

Activités	
Cadre estimatif	
Pour R1	Pour R2
1.1. construction de 31 Forages (31X8 000 000= 248 000 000)	2.1 études de faisabilité pour la réhabilitation de 02 forages (200 000)
1.2. études de faisabilité pour l'aménagement d'une AEP (500 000)	2.2 études de faisabilité pour la réhabilitation de 02 puits (200 000)
	2.3. études de faisabilité pour la réhabilitation de 02 AEP (200 000)
248 500 000 F CFA	600 000 F CFA
	249 100 000 F CFA

SECTEUR 12 BIS : ENERGIE

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global : développer les infrastructures d'hydraulique et d'électrification rurales	Assurer une fonctionnalité optimale des infrastructures	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Niveau de service incluant ouvrages et services de gestion ▪ Tous les villages ont accès à l'électricité ▪ 35 Km électrifiés 	Rapports Contrat PV de réception	Disponibilité des ressources	Budget Commune	Rapports
Objectif spécifique :	Faciliter l'accès à l'énergie électrique	Réduction de la pénibilité des travaux Niveau de conformité des infrastructures aux standards internationaux Taux de satisfaction des usagers	Rapports Contrat PV de réception	Disponibilité des ressources	Budget Commune	Rapports

Résultats (Axes stratégiques)	1. Extension du réseau électrique	05 villages : NGOK ; BIFA, AKOM 1, NIÉTÉ VILLAGE ; ZINGUI électrifiés sur 27 km de BT	Rapports Lettre commande PV de réception	Disponibilité des ressources	Budget Commune	Rapports
	2. Réhabilitation du réseau existant	remplacement de 4 transformateurs électriques Remplacement de 94 Poteaux	Rapports d'activités Lettre commande PV de réception	Disponibilité des ressources	Budget Commune	Rapports

Activités

Pour R1		Pour R2	
1.1. études de faisabilité pour l'extension du réseau électrique sur 27 km (750 000)		2.1 remplacement de 4 transformateurs électriques (4 x 3 500 000 FCFA = 14 000 000 FCFA)	
		.3 Remplacement de 94 Poteaux (94 x10 000 = 940 000 FCFA)	
750 000 F CFA		14 940 000	
TOTAL		15 690 000 F CFA	

SECTEUR 13 : TRAVAUX PUBLICS

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global : développer les infrastructures routières	Assurer une fonctionnalité optimale des infrastructures	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Niveau de service incluant ouvrages et services de gestion ▪ Au moins 45 km de routes entretenues 	Rapports Contrats PV de réception	Réalisation des travaux en bonne saison Disponibilité des ressources financières à temps	Période de réalisation Montant alloué	Contrat, PV réception BIP

Objectif spécifique :	Améliorer la qualité des routes de la Commune	<ul style="list-style-type: none"> › 100% des villages de la commune sont accessibles en toutes saisons 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports de la Délégation départementale du MINTP 	<ul style="list-style-type: none"> › L'Etat, la commune toutes les parties prenantes s'engagent effectivement 	<ul style="list-style-type: none"> › Qualité des routes › Quantité des projets de réfection 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports de la Délégation départementale du MINTP
Résultats (Axes stratégiques)	1. Les axes principaux NKOLMBONDA ADJAP ET ADJAP BIFA sont reprofilés	<ul style="list-style-type: none"> › 45 km de route réhabilité dans la zone rurale ; › 10 points critiques sont aménagés ; › 05 ponts/buses sont réhabilités 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports du MINTP › Enquêtes 	<ul style="list-style-type: none"> › Des dotations du budget d'investissement sont transférées à la Commune de NIETE 	Amélioration des infrastructures routières de la commune	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports de la Délégation départementale du MINTP
	2. Les axes secondaires sont construits	<ul style="list-style-type: none"> › 15 km de route construites › 02 ponts construits ; › 20 km de piste agricoles ouvertes 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports du MINTP › Enquêtes 	<ul style="list-style-type: none"> › Des dotations du budget d'investissement sont transférées à la Commune de NIETE 	L'élargissement de la carte routière Longueur des routes	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports de la Délégation départementale du MINTP

Activités

Pour R1	Pour R2
1.1. Reprofilage des axes NKOLMBONDA -ADJAP- à BIFA (100 000 000 FCFA)	2.1. Construction de 4 axes : V15 –Nkongo ; V12-Nyamabandé ; Bifa-Ngok ; Zingui-V6 : (200 000 000 FCFA)
1.2. Réhabilitation de 10 points critiques (15 000 000 FCFA)	2.2. Construction de 02 ponts à Nyamabandé et à V15-Nkongo (50 000 000 FCFA)
1.3. Réhabilitation de 05 ponts : (20 000 000 FCFA)	2.3 Ouverture des pistes agricole (20 km) pour les villages (ADJAP, NKO'OLONG, BIDOU, ZINGUI, BIFA) (400 000 000 fcfa)
1.4. Réhabilitation de 5 buses : (10 000 000 FCFA)	

145 000 000 FCFA	650 000 000 FCFA
Total estimatif	795 000 000 F CFA

SECTEUR 14 : MINAS

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global : intensifier l'encadrement des couches vulnérables	Améliorer la qualité de la vie des populations	Commune doté d'un centre d'encadrement ; 50% de groupes sociaux spécifiques (femmes/jeunes/handicapés/marginaux...) vulnérables sont économiquement insérés nombre jeunes garçons et filles en difficultés formes aux techniques de l'approche HIMO	Rapports visites	Mise à disposition d'un terrain	Existence d'un titre foncier	MINDAF
Objectif spécifique :	Assurer un encadrement psychosocial de qualité aux personnes vulnérables	<ul style="list-style-type: none"> › Niveau/taux d'accroissement des structures d'encadrement › Niveau/taux d'accroissement des prises en charge des personnes vulnérables 	Rapports de la délégation départementale du MINAS	L'État finance le secteur de des affaires sociales La commune et les ONG s'impliquent	Projets BIP; PNDP Subventions Dons et legs	Rapports de la délégation départementale du MINAS
Résultats (Axes stratégiques)	1. Les populations vulnérables ont accès à un encadrement psychosocial de qualité	<ul style="list-style-type: none"> › Acquisition de 40 béquilles ; 20 lunettes optiques ; 297 cannettes ; › 692 personnes ont reçu un encadrement psychosocial 	Rapports de la délégation départementale du MINAS	L'État finance le secteur de des affaires sociales La commune et les ONG s'impliquent	Nombre de bénéficiaires	Rapports de la délégation départementale du MINAS

	2. Les populations vulnérables ont accès à des aides et secours	<ul style="list-style-type: none"> › Remise de 250 kits de bourses à la petite enfance ; › 4 associations des personnes vulnérables sont mises en place › 04 associations des personnes vulnérables ont reçu un appui sur les AGR 	Rapports de la délégation départementale du MINAS	L'État finance le secteur de des affaires sociales La commune et les ONG s'impliquent	Nombre de bénéficiaires	Rapports de la délégation départementale du MINAS
	3. Des infrastructures psychosociales sont construites	<ul style="list-style-type: none"> › Un centre social est construit 	Rapports de la délégation départementale du MINAS	L'État finance le secteur de des affaires sociales La commune et les ONG s'impliquent	Nombre de bâtiments construits selon les besoins réels	Rapports de la délégation départementale du MINAS

Activités		
Pour R1	Pour R2	Pour R3
1.1. Dotation de 40 béquilles ; 20 lunettes optiques ; 297 cannes blanches ; (40 x 25 000 + 20 x 50 000 + 297 x 10 000) = 4 970 000 FCFA	2.1 Donation de 250 bourses d'études au primaire, maternelle et secondaire (250x 10 000F CFA = 2 500 000 F CFA)	3.1. construction d'un centre social (30 000 000 FCFA)
1.2. Appui à l'encadrement psychosocial de 692 personnes (692 x 25 000 FCFA = 17 300 000 F CFA)	2.2 organiser les personnes vulnérables en association (veuves/veufs, les orphelins, les handicapés, les personnes de troisièmes âge) pour l'acquisition des aides (4 x 1 000 000 FCFA)	
1.3. Appui de 1041 personnes en aides et secours (1041 x 10 000F CFA = 104 100 000 F CFA)	Appui des associations (veuves/veufs, les orphelins, les handicapés, les personnes de troisièmes âge) en AGR (4x 5 000 000F CFA = 20 000 000 F CFA)	
126 370 000 CFA	26 500 000 F CFA	30 000 000 FCFA
TOTAL ESTIMATIF		182 870 000 FCFA

SECTEUR 15 : MINPROFF

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
		Niveaux	Formulations		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global : intensifier l'encadrement de la femme et de la famille	Promouvoir l'épanouissement de la femme et de la famille	Au moins 75% de familles ne connaissent plus des conflits conjugaux, familiaux et de manifestation de la délinquance ; Au moins 60% des personnes analphabètes (femmes) sont devenues autonomes et agents de développement Les enfants garçons et filles sont éduqués sans différence	Rapports visites	Existence des infrastructures Disponibilité du personnel	État des infrastructures État du personnel	Rapports
Objectif spécifique :	Faciliter l'encadrement de la femme et de la jeune fille	Niveau d'accroissement d'encadrement de la femme et de la jeune fille	Rapports du MINPROFF	Engagement de l'Etat, de la commune et des autres parties prenantes	› Projets BIP-PPTE; › Subventions; › Dons et legs	Rapports MINPROFF
Résultats (Axes stratégiques)	1. Les infrastructures d'accueil sont construites	› un centre de promotion de la femme et de la famille est construit à V7	› Rapports du MINPROFF	› Des dotations du budget d'investissement	Nombre d'infrastructures construites	Rapports MINPROFF
Activités						
Pour R1						
1.1. Construction d'un centre de promotion de la femme et de la famille à ADJAP (85 000 000 FCFA)						
TOTAL					85 000 000 F CFA	

SECTEUR 16 : MINJEC

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global : développer l'emploi des jeunes	Favoriser l'émergence d'une jeunesse dynamique et responsable	Au moins 80% de personnes des deux sexes formées ont accédé à des emplois décents et durables ; Le taux de chômage de population des deux sexes est réduit d'au moins 50% ; Au moins 65% de jeunes des deux sexes se sont créé des emplois	Rapports visites	Jeunesse active et dynamique	Nombre de jeunes	Statistique et rapports
Objectif spécifique :	Contribuer à l'épanouissement des jeunes dans la Commune de NIETE	<ul style="list-style-type: none"> › Accroissement du Taux d'épanouissement des jeunes; › Augmentation des structures d'encadrement des jeunes 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports du MINJEC › Rapports de la commune 	<ul style="list-style-type: none"> › financement du secteur › Implication de la commune 	Nombre de financement	Rapport du MINJEC
Résultats (Axes stratégiques)	1. amélioration des infrastructures	<ul style="list-style-type: none"> › Un centre multifonctionnel de promotion de la jeunesse est construit 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports du MINJEC 	<ul style="list-style-type: none"> › Financement du secteur › Implication de la commune 	Qualité et quantité des structures	Rapport du MINJEC

	2. Information des jeunes	› Les programmes d'appui à la jeunesse sont vulgarisés	› Rapports du MINJEC	Les jeunes de NIETE bénéficient des projets du MINJEC	Nombre de bénéficiaires des projets	Rapport du MINJEC
Activités						
Pour R1			Pour R2			
1.1. Construction d'un centre multifonctionnel de promotion de la jeunesse à ADJAP (50 000 000 FCFA)			2.1. Vulgarisation des programme d'appui à la jeunesse (PAJER-U.....) (5 000 000 FCFA)			
50 000 000 CFA			5 000 000 F CFA			
Total estimatif			55 000 000 F CFA			

SECTEUR 17 : MINSEP

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global : développer les infrastructures sportives	Promouvoir la pratique sportive	Au moins 80% de personnes des deux sexes pratiquent des disciplines sportives ; Au moins 65% des disciplines sont dotées d'infrastructures	Rapports visites	Terrain disponible	superficie	Titre de propriété

Objectif spécifique :	Faciliter l'accès aux infrastructures sportives de qualité.	<ul style="list-style-type: none"> › Accroissement des infrastructures sportives de qualité › Evolution du nombre d'athlètes 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports du MINSEP › Rapports de la commune 	Financement du secteur	<ul style="list-style-type: none"> › Nombre de projets financés 	Rapports MINSEP et de la Commune
Résultats (Axes stratégiques)	1. construction des infrastructures	<ul style="list-style-type: none"> › Un centre de promotion du sport et de l'éducation physique est construit 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports du MINSEP 	Financement du secteur	Existence d'un centre à ADJAP	Rapports MINSEP et de la Commune

Activités

Pour R1

Construction d'un complexe multi sport à ADJAP (100 000 000 FCFA)

100 000 000 FCFA

Total estimatif

100 000 000 FCFA

SECTEUR 18 : TRANSPORT

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
		Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Niveaux	Formulations					

<p>Vision, but, Objectif Global : développer les infrastructures et moyens de transport</p>	<p>Assurer une fonctionnalité optimale des infrastructures</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Niveau de service incluant ouvrages et services de gestion ▪ Au moins 01 agence de voyage implantée ▪ Une gare routière construite 	<p>Rapports Lettre commande PV de réception</p>	<p>Disponibilité des ressources</p>	<p>Budget Commune</p>	<p>Rapports</p>
<p>Objectif spécifique :</p>	<p>Améliorer les conditions de transport</p>	<p>Niveau de conformité des infrastructures aux standards internationaux de qualité Taux de satisfaction des usagers</p>	<p>Rapports Lettre commande PV de réception</p>	<p>Disponibilité des ressources</p>	<p>Budget Commune</p>	<p>Rapports</p>
<p>Résultats (Axes stratégiques)</p>	<p>1. construction et aménagement des infrastructures</p>	<ul style="list-style-type: none"> › Une gare routière moto et autocar est construites à ADJAP ; › Les gares routières de V2 et de V7 sont réhabilitées 	<p>Rapports Lettre commande PV de réception</p>	<p>Disponibilité des ressources</p>	<p>Budget Commune BIP</p>	<p>Rapports</p>

	2. organisation des transporteurs	› Syndicats fonctionnels	Rapports	Implication des transporteurs	Taux de participation	Rapports
Activités						
Pour R1			Pour R2			
1.1 Construction d'une gare routière moto et autocar (5 000 000 FCFA)			2.1. Mise en place de syndicat de transporteurs de moto (2 000 000 F CFA)			
1.2. Réhabilitation des gares routières de V2 et V7 (3 000 000 FCFA)						
8 000 000 CFA			2 000 000 F CFA			
Total estimatif			10 000 000 FCFA			

SECTEUR 19 : MINEFOP

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global : développer les infrastructures dans la formation professionnelle	Augmenter l'offre et la qualité de la formation professionnelle	Taux d'accroissement des structures d'accueil Proportion des apprenants	Rapports visites	Disponibilité du personnel enseignant Existence des infrastructures et du matériel didactique	État du personnel État des infrastructures, équipements et matériel	Rapports Rapports
Objectif spécifique :	faciliter l'accès aux emplois décents	› Diminution du taux de chômage	› Rapports du MINEFOP	› Volonté politique	› Facilités existantes	› BIP › Budget commune

Résultats (Axes stratégiques)	1. Formation des jeunes	<ul style="list-style-type: none"> › Les offres de formations › institutions de formation 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapport de la Commune › Rapports du MINEFOP 	Volonté politique	Nombre de formations	<ul style="list-style-type: none"> › Rapport de la Commune › Rapport MINEFOP
	2. Construction des infrastructures	<ul style="list-style-type: none"> › Une SAR/SM est construite et équipée 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports de la COMMUNE › Rapports du MINFOP 	Disponibilité du financement	Dotation budgétaire	<ul style="list-style-type: none"> › BIP
Activités						
Pour R1		Pour R2				
1.1. Appui à la formation professionnelle. (1 000 000 F CFA)		2.1. Construction et équipement d'une SAR SM (40 000 000 FCFA + 25 000 000 FCFA)				
1 000 000 CFA		65 000 000 F CFA				
Total estimatif		67 000 000 F CFA				

SECTEUR 20: MINPMEESA

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global : développer et promouvoir l'artisanat	Intensifier la production artisanale	Volume de la production artisanale Volume des ventes Nombre d'artisans Structuration des artisans	Rapports visites	Disponibilité des moyens	Appuis aux artisans	Budget et rapports

Objectif spécifique :	Promouvoir la compétitivité de la production artisanale de la Commune	Qualité des produits Quantité des produits Niveau de professionnalisation des artisans Fiabilité des statistiques Promotion des produits Augmentation du niveau des revenus	Rapports Visites Publicité	Renforcement des capacités techniques et managériales des artisans	Appuis reçus	Rapports
Résultats (Axes stratégiques)	1. Structuration des artisans et Construction des infrastructures	Nombre de corps de métiers sont structurés Nombre de regroupement	Rapports Modules/thèmes de formations Statistiques visites	Disponibilité et adhésion des artisans	Nombre des artisans	Rapports
	2. Renforcement des capacités des artisans	Nombre de formations Degré de satisfaction des clients Dynamique unitaire des artisans Nombre d'expositions ventes	Rapports PV de réception visites	Sensibilisation des artisans	Adhésion des artisans	Rapports
Activités						
Pour R1			Pour R2			
1.1. Appui à la structuration de 05 corps de métiers (2 x 2 000 000 = 10 000 000 F CFA)			2.1. Formation et accompagnement des associations de corps de métiers sur la mise en place et la gestion des petites et moyennes entreprises viables (7 500 000 FCFA)			
1.2. faciliter la mise sur pied des clubs art et métier (3 000 000 FCFA)			2.2 Sensibilisation et formation des PME sur la fiscalité locale (5 000 000 FCFA)			

1.2. Construction d'un village Communal de l'Artisanat 50 000 000 FCFA	
63 000 000 CFA	12 500 000 FCFA
Total estimatif	75 500 000 FCFA

SECTEUR 21 : MINRESI

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global : Densifier de la recherche au développement et de l'innovation	Améliorer la recherche et la diffusion des innovations	Nombre d'applications des résultats de la recherche Nombre d'entreprises innovantes créées Taux d'amélioration de la Productivité	Rapports visites	Disponibilité es ressources humaines, matérielles et financières	Allocations budgétaires	Rapports
Objectif spécifique :	Faciliter l'accès aux innovations agropastorale et halieutique	Utilisation du matériel végétal et animal amélioré Augmentation de la productivité Augmentation des revenus	Rapports visites	Disponibilité es ressources humaines, matérielles et financières	Allocations budgétaires	Rapports

<p>Vision, but, Objectif Global : développer et promouvoir le tourisme</p>	<p>Développer l'offre touristique de la Commune pour faire de NIETE une destination touristique</p>	<p>Nombre de touristes internationaux par an Nombre, par sexe de touristes internes Nombre de sites touristiques aménagés et normalisés Contribution tourisme à l'économie locale</p>	<p>Rapports visites</p>	<p>Disponibilité des ressources</p>	<p>Budget Commune et BIP</p>	<p>Journal des projets et rapports</p>
<p>Objectif spécifique :</p>	<p>Valoriser le potentiel touristique de la Commune</p>	<p>Nombre entreprises touristiques Nombre de sites touristiques aménagés Taux de satisfaction des touristes</p>	<p>Rapports visites</p>	<p>Implication des opérateurs économiques</p>	<p>Nombre d'opérateurs dans le secteur</p>	<p>Rapports</p>
<p>Résultats (Axes stratégiques)</p>	<p>1- Elaboration du fichier du potentiel touristique</p>	<p>un fichier du potentiel touristique élaboré</p>	<p>Rapports Statistiques Spots publicitaires visites</p>	<p>Capacités des opérateurs renforcées</p>	<p>Qualité des opérateurs</p>	<p>rapports</p>
	<p>2- aménagement des sites touristiques</p>	<p>Etudes de faisabilité pour l'aménagement des sites touristiques</p>	<p>Rapports Statistiques</p>	<p>Capacités des opérateurs renforcées</p>	<p>Qualité des opérateurs</p>	<p>rapports</p>
	<p>3-Valorisation des sites</p>	<p>Promotion du potentiel</p>	<p>Rapports Statistiques Spots publicitaires visites</p>	<p>Capacités des opérateurs renforcées</p>	<p>Qualité des opérateurs</p>	<p>rapports</p>
<p>Activités</p>						
<p>Pour R1</p>		<p>R2</p>		<p>R3</p>		

1.1. Identification et documentation des sites éco touristiques de la commune (2 000 000 FCFA)	2.1. étude de faisabilité pour l'Aménagement des sites éco touristiques identifiés (1 500 000 FCFA)	3.1. Appui à la Promotion et au marketing des sites (1 000 000 FCFA)
2 000 000 FCFA	1 500 000 FCFA	1 000 000 FCFA
Total estimatif		4 500 000 F CFA

SECTEUR 23 : ARTS ET CULTURE

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
		Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Niveaux	Formulations					
Vision, but, Objectif Global : développer et promouvoir la culture de la Commune	Développer les activités culturelles dans la Commune de BIWONG BANE	Nombre d'événements culturels Fichier du patrimoine culturel Contribution de la culture à l'économie locale	Rapports visites	Adhésion des populations Esprit d'ouverture	Nombre de participants	Feuilles de présence
Objectif spécifique :	promouvoir le potentiel culturel de la Commune	Nombre d'événements culturels Nombre de professionnels Nombre d'emplois directs créés	Rapports visites	Adhésion des populations Esprit d'ouverture	Nombre de participants	Feuilles de présence
Résultats (Axes stratégiques)	1. inventaire du patrimoine culturel de la commune	› Un inventaire réalisé ; › Le patrimoine culturel vulgarisé	› Rapports MINCULTURE	Volonté politique	Augmentation des événements culturels	Rapport MINCULTURE

	2. promotion des activités culturelles	› Une foire culturelle par an	› Rapports du MINCULTURE	Implication de la Commune	Augmentation des événements culturels	Rapport MINCULTURE
	3. Construction des infrastructures culturelles	› Un foyer culturel BAGUYELI est construit à V12	› Rapport de la Commune	Implication de la Commune	Nombre de foyer	

Activités

Pour R1	Pour R2	Pour R3
1.1 Inventaire et capitalisation du patrimoine culturel (1 000 000 F CFA)	2.1. Organisation de 3 foires culturelles (1 foire/ an). (3x 3 000 000 FCFA = 9 000 000 FCFA)	› 3.1. Construction d'un foyer culturel Bagyéli (5 000 000 FCFA)
1.2. Appui à la vulgarisation du patrimoine culturel (1 000 000 FCFA)		
2 000 000 CFA	9 000 000 F CFA	5 000 000 F CFA
Total estimatif		16 000 000 F CFA

SECTEUR 24 : MINIMIDT

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global : développer et promouvoir les activités industrielles et minières	Développer les activités minières dans la Commune	Nombre d'artisans miniers Nombre d'industries minières Contribution de l'industrie minière à l'économie locale	Rapports visites	Volonté politique gouvernementale	Activités minières	Rapports

Objectif spécifique :	Valoriser les activités du secteur minier de la Commune	Nombre entreprises minières Nombre de sites d'exploration et d'exploitation Volume exploité Nombre d'emplois directs créés	Rapports visites	Volonté politique gouvernementale Implication de la Commune	Activités minières Promotion du potentiel	Rapports
Résultats (Axes stratégiques)	1. Evaluation du potentiel minier	› Le potentiel minier de la commune est connu	› Rapports	Des dotations du budget	Document de capitalisation Carte minière	Rapports
	2. structuration de la filière sable	› Les exploitants des carrières de sables sont organisés	› Rapports	Implication de la Commune	Nombre d'exploitants	Rapports
	3. Vulgarisation des lois sur l'exploitation des mines au Cameroun	› Les lois vulgarisées et appliquées	› Rapports	Implication de la Commune et du MINIMIDT	Nombre de personne	Rapports
Activités				Cadre estimatif		
Pour R1		Pour R2		Pour R3		
1.1. Evaluation du potentiel minier (1 000 000 FCFA)		2.1 Organisation de l'exploitation des carrières de sable et les pierres (2 000 000 FCFA)		3.1 Sensibilisation et vulgarisation des lois liées à l'exploitation des mines au Cameroun (2 000 000 FCFA)		
1 000 000 CFA		2 000 000 F CFA		2 000 000 F CFA		
Total estimatif				5 000 000 F CFA		

SECTEUR 25 : MINCOMMERCE

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
		Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources

<p>Vision, but, Objectif Global : développer et promouvoir la commercialisation adéquate des produits agropastoraux</p>	<p>Faciliter l'accès des produits agropastoraux et artisanaux aux marchés</p>	<p>Volume de la production écoulee Taux des ventes Taux d'accroissement des revenus</p>	<p>Rapports visites</p>	<p>Renforcement des capacités des producteurs</p>	<p>Quantité vendue</p>	<p>Rapports</p>
<p>Objectif spécifique :</p>	<p>Mettre en place des infrastructures de commercialisation</p>	<p>Nombre d'infrastructure Qualité d'infrastructure</p>	<p>Rapports visites</p>	<p>Implication de la Commune</p>	<p>Actes et décisions prises</p>	<p>Rapports</p>
<p>Résultats (Axes stratégiques)</p>	<p>1. Construire des hangars de marché</p>	<p>05 hangars construits et exploités à AKOM1, ADJAP, ZINGUI, V7 et V2</p>	<p>Rapports Statistiques visites</p>	<p>Mise à contribution des forces de maintien de l'ordre</p>	<p>Ordre pendant les marchés</p>	<p>Rapports</p>
	<p>2. Organisation des ventes promotionnelles</p>	<p>Nombre organisés Taux d'adhésion des populations</p>	<p>Rapports Statistiques</p>			

Activités

Pour R1	Pour R2
<p>1.1. Construction et équipement d'un nouveau complexe commercial à AKOM 1 : 85 000 000 F CFA</p>	<p>2.1 organisation des ventes promotionnelles, une fois par trimestre (4X1 000 000=4 000 000)</p>
<p>1.2. construction de deux hangars de marché ADJAP, ZINGUI (2X10 000 000=20 000 000)</p>	
<p>1.3 études de faisabilité pour la réhabilitation des marchés de V2 et V7 (500 000) 105 500 000 F CFA</p>	<p>4 000 000 F CFA</p>
	<p>109 500 000 F CFA</p>

SECTEUR 26 : POSTES ET TELECOMUNICATIONS

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global : développer les infrastructures	Assurer une fonctionnalité optimale des infrastructures	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Niveau de service incluant ouvrages et services de gestion ▪ Taux de couverture de la population 	Rapports Lettre commande PV de réception	Possibilité d'extension des infrastructures	Infrastructures existantes	rapports
Objectif spécifique :	Faciliter l'accès aux infrastructures de télécommunication de qualité	100 % des villages couverts par le réseau de téléphonie mobile ;	Rapports	<ul style="list-style-type: none"> › Dotations budgétaires › Implication de la Commune 	Montant des investissements	BIP Budget de la Commune
Résultats (Axes stratégiques)	1. accès aux différents réseaux de téléphonie	<ul style="list-style-type: none"> › Une antenne VSAT acquise et installée; › Des antennes relais de téléphonie mobile installées 	Rapports	<ul style="list-style-type: none"> › Dotations budgétaires › Implication de la Commune 	Montant des investissements	BIP Budget de la Commune
Activités						
Pour R1						
1.1. Acquisition et installation d'une antenne VSAT (20 000 000 FCFA)						
1.2. plaidoyer auprès des opérateurs économiques pour l'installation d'antennes de relais ORANGE, VIETEL et MTN (3 000 000 FCFA)						
Total estimatif 23 000 000 F CFA						

SECTEUR 27 : MINTSS

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources

Vision, but, Objectif Global : développer le dialogue social	Augmenter l'offre et la qualité de travail	Proportion des conflits employeurs-employés Nombre de grève	Rapports statistiques	Disponibilité des employeurs	Nombre d'entreprise	Rapports
Objectif spécifique :	Promouvoir l'amélioration des conditions de travail et la sécurité sociale des travailleurs au sein de la Commune de NIÉTÉ	100 % des travailleurs de la Commune de NIÉTÉ maîtrisent leurs droits	› Rapports	Volonté politique	Niveau d'application des textes	› Rapports
Résultats (Axes stratégiques)	1. Education des travailleurs sur les conditions de travail, la sécurité et la prévoyance sociale	› Nombre de travailleurs sensibilisés	› Rapports	Implication des syndicats	Nombre de séance de sensibilisation	› Rapports

Activités

Pour R1

1.1. Sensibilisation des travailleurs sur leurs droits (2 000 000 FCFA)

1.2. Redynamisation des syndicats des travailleurs existants (5 000 000 FCFA)

Total estimatif

7 000 000 F CFA

SECTEUR 28 : COMMUNICATION

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global : développer les infrastructures routières	Assurer une fonctionnalité optimale de la Communication	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Niveau de service incluant ouvrages et services de gestion ▪ Taux de couverture médiatique e la population 		Possibilité d'installation	Infrastructures existantes	rapports

Objectif spécifique :	Faciliter l'accès à l'information	Taux de couverture à 100 %	› Rapports	Dotation budgétaire Implication de la Commune	› Montant des financements	Rapport
Résultats (Axes stratégiques)	1. accès aux médias	› Un journal communal crée ; › Un kiosque à journaux construit › Une radio communautaire fonctionnelle ;	› Rapports	Dotation budgétaire Implication de la Commune	Nombre de médias	Rapport
Activités						
Pour R1						
1.1. Création d'un journal communal: (2 000 000 FCFA)						
1.2. Construction d'un kiosque à journaux à V 2 : (5 000 000 FCFA)						
1.3. Construction d'une radio communautaire à ADJAP (30 000 000 FCFA)						
1.4. Equipement de la radio communautaire (15 000 000 FCFA)						
Total estimatif			52 000 000 F CFA			

Cadre Logique du DIC

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources

Vision, but, Objectif Global :	Améliorer le niveau de vie de la population de la Commune grâce à la modernisation de son institution communale	- niveau de vie des populations - degré de satisfaction des populations	- études - enquêtes - missions	- appuis des partenaires - implication des populations	Convention avec les partenaires	- Journaux officiels - Média
Objectif spécifique :	Faciliter l'émergence d'une institution communale adaptée au décollage économique social et culturel	Ressources humaines adéquates Patrimoine communal conséquent et mieux entretenu Partenariats gagnant-gagnant Ressources financières accrues	- compte gestion - compte administratif - rapports - budget - fiche d'inventaire	Disponibilité des ressources	Niveau de revenus de la commune	- Budget - Compte administratif
Résultats (Axes stratégiques)	1. augmenter les ressources financières de la commune	Accroissement du budget Augmentation des impôts locaux Taux de recouvrement	Rapports Budget	- appuis des partenaires - implication des populations	Convention avec les partenaires	- Journaux officiels - Média
	2. accroître le patrimoine communal	Nombre d'acquisition Mécanisme de pérennisation	Rapports	Disponibilité des ressources	Niveau de revenus de la commune	- Budget - Compte administratif
	3. développer les ressources humaines communales	Etat du personnel	- compte gestion - compte administratif - visites	Existence de plusieurs sources de revenus	Niveau de revenus de la commune	- Budget - Compte administratif
	4. dynamiser les relations avec les autres acteurs	Nombre de conventions Nombre d'actes (arrêtés, décrets ...)	rapports	Disponibilité des ressources	Niveau de revenus de la commune	- Budget - Compte administratif
Activités						
Pour R1		Pour R2	Pour R3	Pour R4		

1.1. actualisation et tenue du fichier des contribuables	2.1. acquisitions immobilières	3.1. opérationnalisation de l'organigramme	4.1. formalisation des partenariats
1.2. opérationnalisation des impôts locaux	2.2. acquisitions mobilières	3.2. élaboration et mise en œuvre d'un plan de formation et d'un profil de carrière pour le personnel	4.2. organisation des rencontres d'échanges avec les autres acteurs
1.3. institutionnalisation du budget participatif	2.3. établissement des titres de propriété	3.3. formations régulières des conseillers municipaux	4.3. plaidoyers auprès des administrations (affectation du personnel, création/ouverture des structures)
1.4. création d'activités génératrices de revenus	2.4 mise en place des procédures de gestion du patrimoine	3.4. élaboration d'un règlement intérieur	4.4. organisation des événements culturels, sportifs, économiques et sociaux
1.5. implication dans l'économie locale	2.5. mise en place d'un système de maintenance	3.5. tenue régulière des réunions de suivi et d'évaluation	4.5. suivi, évaluation et gestion des relations
50 000 000 F CFA	150 000 000 F CFA	25 000 000 F CFA	30 000 000 F CFA
TOTAL			255 000 000 F CFA

5.2.1. Cadre Logique de la Promotion de l'Economie Locale

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
		Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Niveaux	Formulations					
Vision, but, Objectif Global :	Assurer les conditions et un cadre adéquat pour la promotion de l'économie locale	- Les actions effectives engagées; - Degré d'amélioration du cadre des activités	Rapports Enquêtes Statistiques	Le plan d'attribution des espaces est accessible, souple et équitable	Taux d'occupation des espaces aménagés; Taux de satisfaction	Mairie; liste des demandes Populations

Objectif spécifique :	Assurer un encadrement et des facilités aux différents corps de métiers pour le développement de leurs activités économiques	Indice/taux d'accroissement des activités dans différents corps de métiers	Rapports ; Statistiques	La pression fiscale est apaisée; La fiscalité est souple et équitable	Les rôles et assiettes fiscales; Taux de satisfaction	Mairie; Opérateurs des corps de métiers
Résultats (Axes stratégiques)	1. Organisation des différents corps de métiers	Nombre de groupes organisés dans les différents corps de métiers	Rapports ; Statuts ; PV réunions	Les promoteurs des corps de métiers sont disposés à ne pas évoluer dans la clandestinité	Taux de déperdition dans les fichiers des corps de métiers	Mairie; Fichiers
	2. Formation de différents corps de métiers	Nombre de groupes formés dans les différents corps de métiers	Rapports	Les ressources sont dégagées et mobilisées pour les formations	Les lignes budgétaires du PNDP et de la Mairie fournies	PNDP; Mairie
	3. Appuis financiers aux corps de métiers	Nombre de groupes ayant reçu des appuis ; masse financière mobilisée pour l'action	Budgets mairie et PNDP ; Rapports ; Décharges	Les bases de l'octroi des appuis sont objectives, équitables	Critères de sélection	Mairie; PNDP

Activités

Pour R1	Pour R2	Pour R3
1.1. Identification des composantes des corps de métiers 1.2. Organisation et structuration des corps de métiers	2.1. Formation des corps de métiers structurés	3.1. octroi des appuis financiers aux différents corps de métiers
500 000 F CFA	1 500 000 F CFA	15 000 000 F CFA
TOTAL		17 000 000 F CFA

5.3. Coût estimatif du PCD

N°	secteur	investissement	fonctionnement	imprévus	total
1	Travaux publics	795000000	79500000	7950000	5155406100
	Eau	249100000	24910000	2491000	276501000
2	énergie	15690000	1569000	156900	17415900
3	Transport	10000000	1000000	100000	11100000
4	Poste et télécommunications	23000000	2300000	230000	25530000
5	Développement urbain et habitat	174000000	17400000	1740000	193140000
6	Domaines et affaires foncières	33000000	3300000	330000	36630000
7	Agriculture	178900000	17890000	1789000	198579000
8	Elevage, pêches et industries animales	102500000	10250000	1025000	113775000
9	Forêt et faune	11100000	1110000	111000	12321000
10	Environnement et protection de la nature	84500000	8450000	845000	93795000
11	Administration territoriale et décentralisation	25500000	2550000	255000	28305000
12	Tourisme	4500000	450000	45000	4995000
13	Petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanale	75500000	7550000	755000	83805000
14	Mines, industries et développement technologique	5000000	500000	50000	5550000
15	Education de base	853350000	85335000	8533500	947218500
16	Enseignement secondaire	345000000	34500000	3450000	382950000
17	Emploi et formation professionnelle	67000000	6700000	670000	74370000
18	Recherche scientifique et innovation	8000000	800000	80000	8880000
19	Enseignement supérieur	3500000	350000	35000	3885000
20	Santé	1022500000	102250000	10225000	1134975000
21	Jeunesse et éducation civique	5500000	550000	55000	6105000
22	Affaires sociales	182870000	18287000	1828700	202985700
23	Promotion de la femme et de la famille	85000000	8500000	850000	94350000
24	Commerce	109500000	10950000	1095000	121545000
25	Communication	52000000	5200000	520000	57720000
26	Arts et culture	16000000	1600000	160000	17760000
27	Sports et éducation physique	100000000	10000000	1000000	111000000
28	Travail et sécurité sociale	7000000	700000	70000	7770000
	TOTAL	4644510000	464451000	46445100	5155406100

5.4. Synthèse des projets prioritaires

VILLAGE	PROJETS SOCIAUX					PROJETS ECONOMIQUES			COUT TOTAL	PRIORITE
	Projet 1	Projet 2	Projet 3	Projet 4	Projet 5	Projet 1	Projet 2	Projet 3		
ANGALE	Réalisation d'un forage équipé d'une PMH à Akak	Réalisation d'un forage équipé d'une PMH à Binack	Equipement d'une salle informatique à l'EP d'ANGALE	Construction d'un foyer culturel polyvalent à ANGALE	Etudes de faisabilité pour la Construction d'un centre de formation professionnel en agriculture à ANGALE	Création d'une pépinière de plants d'hévéa pour 10 ha de plantation à ANGALE	Appui financier aux éleveurs de poulets d'ANGALE	Appui en intrants et matériel pour les éleveurs de porcs d'ANGALE	40 750 000	Réalisation d'un forage équipé d'une PMH à Akak
COUT	8 000 000	8 000 000	2 500 000	16 000 000	250 000	2 500 000	2 000 000	2 500 000		8 000 000
ANDJECK	Réalisation d'un forage équipé d'une PMH à la chefferie d'ANDJECK	Construction d'un puits à motricité humaine au CETIC d'ANDJECK	Construction d'un bloc de 02 salles de classe à l'EM d'ANDJECK	Equipement du CETIC d'ANDJECK en matériel technique/atelier	Construction des logements des enseignants au CETIC d'ANDJECK	Création d'une pépinière de plants d'hévéa pour 10 ha de plantation à ANDJECK	Création d'une pépinière de verger à ANDJECK	Appui d'un projet d'apiculture communautaire à ANDJECK	58 500 000	Réalisation d'un forage équipé d'une PMH à la chefferie d'ANDJECK
COUT	8 000 000	7 000 000	16 000 000	15 000 000	7 500 000	2 500 000	1 500 000	1 000 000		8 000 000
NIETEVI	Etudes de faisabilité en vue de l'Electrification	appuis aux personnes vulnérables de NIETE	Construction d'une pharmacie à NIETE	Construction d'un foyer culturel polyvalent à	Réalisation d'un forage équipé d'une PMH	Appui financier et technique aux	Appui technique en élevage d'une capacité de	Création d'une pépinière de verger à		Etudes de faisabilité en vue de l'Electrification

VILLAGE	PROJETS SOCIAUX					PROJETS ECONOMIQUES			COUT TOTAL	PRIORITE
	Projet 1	Projet 2	Projet 3	Projet 4	Projet 5	Projet 1	Projet 2	Projet 3		
LLAGE	ation de NIETE village sur 1,5 Km sur BT	VILLAGE	VILLAGE	NIETE VILLAGE	à NIETE VILLAGE	agriculteurs à NIETE VILLAGE	25 porcs à NIETE VILLAGE	NIETE VILLAGE		n de NIETE village sur 1,5 Km sur BT
COUT	250 000	200 000	300 000	16 000 000	8 000 000	2 000 000	2 500 000	1 500 000	30 750 000	250 000
NGOK	Etudes de faisabilité en vue de l'Electrification sur 5 km sur BT à NGOK	Réalisation d'un forage équipé d'une PMH à NGOK	Appui en médicaments du CSI de NGOK	équipement en tables bancs de l'EP de NGOK	Etudes de faisabilité pour la Réhabilitation du foyer culturel de NGOK	Appui financier et technique aux agriculteurs à NGOK	Mise en place d'un parc à bois de fruitier à NGOK	Appui technique en élevage de 10 porcs reproducteurs à NGOK	17 950 000	Etudes de faisabilité en vue de l'Electrification sur 5 km sur BT à NGOK
COUT	250 000	8 000 000	750 000	1 800 000	150 000	2 000 000	1 500 000	3 500 000		250 000
ADJAP	Réalisation d'un forage équipé d'une PMH à AKO'OZAM	Réalisation d'un forage équipé d'une PMH à NKONG MINTOM	Etudes de faisabilité pour l'Extension du réseau électrique à AKO'OZAM	Réalisation d'un forage équipé d'une PMH à NKONG MINTOM	Etudes de faisabilité pour la Construction d'un complexe multi-sport	Création d'une pépinière de verger	Formation aux techniques d'élevage moderne (poule et porcs)	Appui en intrants et matériel pour les éleveurs de porcs	28 350 000	Réalisation d'un forage équipé d'une PMH à AKO'OZAM
COUT	8 000 000	8 000 000	250 000	8 000 000	250 000	1 500 000	350 000	2 000 000		8 000 000
NLOZOK	Vulgarisation de la procédure d'acquisition	Etudes de faisabilité pour l'Installation	appuis aux personnes vulnérables à NLOZOK	Construction d'un foyer culturel polyvalent à	Etudes de faisabilité pour l'Aménagement	Appui technique en élevage de 10	Création d'une pépinière de plants d'hévéa	Dotation d'un moulin multifonctionnel à	23 600 000	Appui technique en élevage de 10 Porcs

VILLE	PROJETS SOCIAUX					PROJETS ECONOMIQUES			COUT TOTAL	PRIORITE
	Projet 1	Projet 2	Projet 3	Projet 4	Projet 5	Projet 1	Projet 2	Projet 3		
	on des titres de propriétés foncières à NLOZOK	n d'une antenne de relais téléphonique à NLOZOK		NLOZOK	ment aire de jeux à NLOZOK	Porcs reproducteurs à NLOZOK	pour 10 ha de plantation à NLOZOK	NLOZOK		reproducteurs à NLOZOK
COUT	200 000	150 000	300 000	16 000 000	150 000	3 500 000	2 500 000	750 000		3 500 000
ZINGUI	Réalisation d'un forage équipé d'une PMH à la chefferie de 3ème degré de ZINGUI	Réalisation d'un forage équipé d'une PMH à NYEMA	Construction d'un bloc de 2 salles de classe à l'EP de ZINGUI	Construction d'un hangar pour le marché de ZINGUI	Offres de bourses de formation aux jeunes de ZINGUI admis au supérieur	Appui technique et en matériels de pisciculture à ZINGUI	Appui matériel et financier aux activités d'élevage des aulacaudes à ZINGUI	Appui matériel et financier aux organisations d'agriculture de ZINGUI	47 000 000	Réalisation d'un forage équipé d'une PMH à la chefferie de 3ème degré de ZINGUI
COUT	8 000 000	8 000 000	16 000 000	10 000 000	500 000	1 000 000	1 500 000	2 000 000		
NKOLEMBONDA	Réalisation d'un forage équipé d'une PMH à la chefferie à NKOLEMBONDA	Création d'une propharmacie à NKOLEMBONDA	études de faisabilité pour la viabilisation d'un site touristique à NKOLEMBONDA	Vulgarisation de la procédure d'acquisition des titres de propriétés foncières à NKOLEMBONDA	appuis aux personnes vulnérables à NKOLEMBONDA	Création d'une pépinière d'hévéa pour 10 ha de plantation à NKOLEMBONDA	Construction d'une ferme avicole communautaire à NKOLEMBONDA	Dotation d'un moulin multifonctionnel à NKOLEMBONDA		Réalisation d'un forage équipé d'une PMH à la chefferie à NKOLEMBONDA

VILLE	PROJETS SOCIAUX					PROJETS ECONOMIQUES			COUT TOTAL	PRIORITE
	Projet 1	Projet 2	Projet 3	Projet 4	Projet 5	Projet 1	Projet 2	Projet 3		
CO UT	8 000 000	300 000	250 000	200 000	200 000	2 500 000	3 000 000	750 000	15 200 000	8 000 000
NKO'OLONG	Etudes de faisabilité pour l'Extension du réseau de l'AEP à NKONTANG sur 1500 mètres	création d'une propharmacie à NKO'OLONG	Etudes de faisabilité pour l'Aménagement de la piste agricole vers la KIENKE à NKO'OLONG	Vulgarisation de la procédure d'acquisition des titres de propriétés foncières à NKO'OLONG	Construction d'un foyer culturel polyvalent à NKO'OLONG	Création d'une pépinière de plants d'hévéa pour 10 ha de plantation à NKO'OLONG	Appui financier et technique aux éleveurs de porcs à NKO'OLONG	Mise en place d'un parc à bois de fruitier à NKO'OLONG	23 450 000	Etudes de faisabilité pour l'Extension du réseau de l'AEP à NKONTANG sur 1500 mètres
CO UT	250 000	300 000	200 000	200 000	16 000 000	2 500 000	2 500 000	1 500 000		250 000
BIFA	Construction de logement d'astreinte pour enseignants à l'EP de BIFA	Réalisation d'un bloc de latrine à l'EP de BIFA	études de faisabilité pour la viabilisation d'un site touristique à BIFA	Construction d'un forage équipe d'une PMH à BIFA	appuis aux personnes vulnérables à BIFA	Appui technique et matériel aux organisations d'éleveurs de porcs à BIFA	Mise en place d'un parc à bois de fruitier à BIFA	Octroi des intrants et matériels des éleveurs des aulacaudes à BIFA	21 550 000	Construction de logement d'astreinte pour enseignants à l'EP de BIFA
CO UT	7 500 000	3 500 000	250 000	8 000 000	200 000	250 000	1 500 000	350 000		7 500 000
BIDOU 3	Construction de logements d'astreinte	Facilitation de l'accès aux carrières de sable à	Vulgarisation de la procédure d'acquisition des titres de	études de faisabilité pour l'Ouverture de la piste	Construction d'un bloc de latrine à l'école primaire de	Dotations d'un moulin multifonctionnel à BIDOU 3	Financement des activités de pêche à BIDOU 3	Mise en place d'un parc à bois de fruitier à BIDOU 3	15 950 000	Construction de logements d'astreinte pour

VILLAGE	PROJETS SOCIAUX					PROJETS ECONOMIQUES			COUT TOTAL	PRIORITE
	Projet 1	Projet 2	Projet 3	Projet 4	Projet 5	Projet 1	Projet 2	Projet 3		
	e pour enseignants à BIDOU 3	BIDOU 3	propriétés foncières à BIDOU 3	agricole vers la KIENKE à BIDOU 3	BIDOU 3					enseignants à BIDOU 3
COUT	7 500 000	750 000	200 000	250 000	3 500 000	750 000	1 500 000	1 500 000		7 500 000
AKOM 1	études de faisabilité pour l'Electrification du village sur 7 Km sur BT à AKOM 1	Réalisation d'un forage équipé d'une PMH à EDUDUMA	Equipement en tables bancs de l'EP d'AKOM 1	Réalisation d'un forage à PMH au carrefour AKOM 1	Vulgarisation de la procédure d'acquisition des titres de propriétés foncières à AKOM 1	Construction d'un Hangar de marché au carrefour AKOM1	Mise en place d'un parc à bois de fruitier à AKOM 1	Financement des activités d'élevage de poulet de chair à AKOM 1	31 750 000	études de faisabilité pour l'Electrification du village sur 7 Km sur BT à AKOM 1
COUT	250 000	8 000 000	1 800 000	8 000 000	200 000	10 000 000	1 500 000	2 000 000		250 000
V10	Construction d'un bloc de 2 salles de classe à l'école primaire bilingue de V10	Construction d'un bloc maternelle de V10	équipement d'une bibliothèque à l'école publique de V10	renforcement des capacités des éleveurs de porcs de V10	Construction d'un bloc latrine à l'EP de V10	acquisition d'un moulin à énergie solaire de V10	Appui technique et matériel pour l'élevage des porcs de V10	Financement des activités d'élevage de poulet de chair de V10	40 200 000	Construction d'un bloc de 2 salles de classe à l'école primaire bilingue de V10
COUT	16 000 000	18 500 000	1 500 000	100 000	3 500 000	1 250 000	350 000	1 000 000		16 000 000
V14	Construction d'un bloc de 2	Construction d'un bloc maternelle	études de faisabilité pour la	Construction d'un centre multimédias	Construction d'une case de	Acquisition d'un moulin électrique	Appui technique et matériels en	Appui technique aux jeunes	71 150 000	Construction d'un bloc de 2 salles de

VILLAGE	PROJETS SOCIAUX					PROJETS ECONOMIQUES			COUT TOTAL	PRIORITE
	Projet 1	Projet 2	Projet 3	Projet 4	Projet 5	Projet 1	Projet 2	Projet 3		
	salles de classe à l'école publique de V14	de V14	Réhabilitation des toilettes publiques (04) à V14	au V14	passage au V14	à écraser au V14	culture de maïs au V14	en élevage de porcs au V14		classe à l'école publique de V14
COUT	16 000 000	18 500 000	50 000	10 000 000	25 000 000	750 000	500 00	350 000		16 000 000
V8	Appui en médicament au CSI de V8	Construction de 10 logements sociaux au V8	Construction d'un bloc de 02 salles de classe à l'école publique de V8	équipement d'une bibliothèque à l'école publique de V8	Etudes de faisabilité pour la Réhabilitation de la ligne électrique au V8	Appui technique en élevage d'une capacité de 25 porcs reproducteurs au V8	Acquisition d'un moulin électrique à écraser au V8	subventions aux petits commerçants de V8	54 950 000	Appui en médicament au CSI de V8
COUT	750 000	30 000 000	16 000 000	1 500 000	150 000	350 000	750 000	5 000 000		
V13	Appui en médicaments au CSI de V13	Construction d'un bloc de 2 salles de classe à l'école publique bilingue de V13	Construction d'un forage au nouveau camp du V13	Construction d'un hangar au marché de V13	Construction d'un bloc de 2 salles de classe à l'EM de V13	Appui technique et intrants d'une capacité d'élevage de 1000 poulets de chair au V13	Création d'un font rotatif aux boutiquiers de V13	Appui financier et technique aux agriculteurs au V13	57 000 000	Appui en médicaments au CSI de V13
COUT	750 000	16 000 000	8 000 000	10 000 000	16 000 000	750 000	3 500 000	2 000 000		
V12	études de faisabilité	études de faisabilité	sensibilisation sur la	Construction d'un foyer	études de faisabilité	Appui technique	Création d'un font rotatif aux	Appui au développem	24 550 000	études de faisabilité

VILLE	PROJETS SOCIAUX					PROJETS ECONOMIQUES			COUT TOTAL	PRIORITE
	Projet 1	Projet 2	Projet 3	Projet 4	Projet 5	Projet 1	Projet 2	Projet 3		
	pour la Réhabilitation des toilettes publiques au V12	pour la Construction d'un pont sur la rivière MEKOO au V12	protection de MEKOO contre la pollution au V12	culturel polyvalent au V12	pour la Réhabilitation du réseau électrique au V12	en élevage de 10 porcs reproducteurs au V12	boutiquiers au V12	ent de l'apiculture moderne par les Bagyéli au V12		pour la Réhabilitation des toilettes publiques au V12
COUT	50 000	350 000	150 000	16 000 000	250 000	3 500 000	3 500 000	750 000		50 000
V4	Appui en médicaments au CSI au V4	Construction d'un forage équipé d'une PMH à l'école publique au V4	construction du bloc maternelle au V4	Construction d'un bloc de deux salles de classe à l'école publique au V4	appuis aux universitaires au V4	Appui technique et intrants pour les éleveurs de poulets de chair au V4	Appui technique en élevage de 10 porcs reproducteurs au V4	Création d'un font rotatif aux boutiquiers au V4	51 150 000	Appui en médicaments au CSI au V4
COUT	750 000	8 000 000	18 500 000	16 000 000	500 000	350 000	3 500 000	3 500 000		750 000
V3	Construction d'un bloc maternelle au V3	Construction d'un forage équipé d'une PMH au V3	construction d'un bloc de 02 salles de classe à l'EP du V3	construction d'un bloc de latrine à l'EM du V3	construction d'un foyer communautaire au V3	acquisition d'un moulin à écraser au V3	Construction d'un poulailler communautaire au V3	Financement des activités agricoles au V3	71 500 000	Construction d'un bloc maternelle au V3
COUT	18 500 000	8 000 000	16 000 000	3 500 000	20 000 000	750 000	7 500 000	2 000 000		18 500 000
V15	Construction d'un bloc de 2 salles de	Construction d'un bloc de latrines à l'EP au	Construction d'un bloc de 2 salles de classe à la	Etudes de faisabilité pour la Construction	Construction d'un bloc de latrines à l'EM au	Appui technique en élevage de 10	Appui en semences améliorée de palmiers au	Appui technique et matériel des éleveurs des	45 600 000	Construction d'un bloc de 2 salles de classe à

VILLE	PROJETS SOCIAUX					PROJETS ECONOMIQUES			COUT TOTAL	PRIORITE
	Projet 1	Projet 2	Projet 3	Projet 4	Projet 5	Projet 1	Projet 2	Projet 3		
	classe à l'école publique bilingue au V15	V15	maternelle au V15	du pont sur la rivière NKONGO au V15	V15	porcs reproducteurs au V15	V15	aulacaudes au V15		l'école publique bilingue au V15
COUT	16 000 000	3 500 000	16 000 000	350 000	3 500 000	3 500 000	2 000 000	750 000		16 000 000
V5	Création d'une pharmacie au V5	construction logement d'astreinte à l'EM au V5	Réalisation d'un forage équipé d'une PMH à l'école publique au V5	Construction d'un bloc de latrine à l'EM au V5	Construction d'un bloc de latrine à l'EP au V5	Appui technique en élevage de 10 porcs reproducteurs au V5	Dotation en moulin à écraser à manivelle au V5	Financement des activités agricoles au V5	29 050 000	Création d'une pharmacie au V5
COUT	300 000	7 500 000	8 000 000	3 500 000	3 500 000	3 500 000	750 000	2 000 000		
V11	Construction d'un bloc de 2 salles de classe à l'EP au V11	Construction d'un forage équipé d'une PMH au V11	création d'une pro-pharmacie au V11	construction d'un foyer communautaire au V11	Construction d'un télécentre communautaire au V11	Appui technique en élevage de 10 porcs de reproduction au V11	Moulin électrique à écraser au V11	Appui technique et intrants d'une capacité d'élevage de 1000 poulets de chair au V11	73 300 000	Construction d'un bloc de 2 salles de classe à l'EP au V11
COUT	16 000 000	8 000 000	300 000	20 000 000	25 000 000	3 500 000	750 000	750 000		
V6	appuis en médicament du	construction d'un forage	Construction d'un bloc de 02 salles de	construction d'un foyer culturel	renforcement des capacités	Appui technique en élevage	Appuis financiers aux agriculteurs	Appui technique et intrants	46 150 000	appuis en médicament du CSI au V6

VILLE	PROJETS SOCIAUX					PROJETS ECONOMIQUES			COUT TOTAL	PRIORITE
	Projet 1	Projet 2	Projet 3	Projet 4	Projet 5	Projet 1	Projet 2	Projet 3		
	CSI au V6	équipé d'une PMH au V6	classe au V6	polyvalent au V6	des jeunes sur les techniques de recherche de l'emploi au V6	de 10 porcs reproducteurs au V6	au V6	d'une capacité d'élevage de 1000 poulets de chair au V6		
COUT	750 000	8 000 000	16 000 000	16 000 000	150 000	3 500 000	2 000 000	750 000		750 000
V9	Construction d'un bloc maternelle au V9	Construction d'un bloc de 2 salles de classe à l'école publique bilingue au V9	Construction d'un télécentre au V9	Construction d'un bloc latrine à l'EP au V9	Construction d'un bloc latrines à l'EM au V9	Construction d'un hangar commercial au V9	Font rotatif aux petits commerçants Construction d'un hangar commercial au V9	Appui technique et intrants aux éleveurs de poulets au V9	60 750 000	Construction d'un bloc maternelle au V9
COUT	18 500 000	16 000 000	25 000 000	3 500 000	3 500 000	10 000 000	3 500 000	750 000		18 500 000
V16	Construction des toilettes publiques au V16	Réalisation d'un forage équipé d'une PMH au V16	Etudes de faisabilité pour la Réhabilitation du réseau électrique au V16	Réalisation d'un forage équipé d'une PMH au V16	Etudes de faisabilité pour la Construction d'un complexe sportif au V16	Appui technique et intrants en élevage de poulets de chair au V16	Font rotatif aux petits commerçants au V16	Appui technique en élevage de 10 porcs reproducteurs au V16	27 250 000	Construction des toilettes publiques au V16
COUT	4 000 000	8 000 000	250 000	8 000 000	250 000	750 000	3 500 000	3 500 000		4 000 000
Es	Etudes de faisabilité	Construction du	Construction d'un bloc	Elaboration du plan	Etudes de faisabilité	Faciliter la mise sur	Subvention en petits	Création des fonds rotatifs	90 350 000	Etudes de faisabilité

VILLE	PROJETS SOCIAUX					PROJETS ECONOMIQUES			COUT TOTAL	PRIORITE
	Projet 1	Projet 2	Projet 3	Projet 4	Projet 5	Projet 1	Projet 2	Projet 3		
ce ur bai n	pour la Constructi on de l'hôtel de ville	Centre Médical d'Arrondiss ement à ADJAP	administratif au CES d'ADJAP	d'occupation des sols de la commune	pour la Constructio n d'un complexe commercial	pour la Constructio n d'un complexe commercial	pour la Constructio n d'un complexe commercial	pour la Constructio n d'un complexe commercial		pour la Constructi on de l'hôtel de ville
CO UT	500 000	50 000 000	15 000 000	19 000 000	350 000	3 000 000	2 500 000	5 000 000		500 000
TOTAL						1 097 750 000				

5.5. Développement de l'Economie Locale

La présentation de la synthèse de l'économie locale de la Commune de NIETE est présentée dans le tableau ci-dessous :

Tableau 89 : Synthèse de l'économie locale

PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	SOLUTIONS ENVISAGEES
Un tissu d'entreprise local informel	<ul style="list-style-type: none"> - Ignorance des formalités de création ; - Eloignement structures de formalisation - Faiblesse des moyens financiers ; - Crainte de l'imposition 	<ul style="list-style-type: none"> - Entreprises locales pas légalisées ; - Pratique des activités commerciales hors des infrastructures légales - Les marchés communaux (hangar commerciaux) non fonctionnels ; - Développement des entreprises individuelles - Perte de revenus fiscaux - Pas de création de richesse - Les impôts non payés 	<ul style="list-style-type: none"> - Facilitation de la création d'entreprise dans l'espace communal - Appui techniques et financiers facilités aux entrepreneurs locaux - Allègement de la fiscalité locale pour les nouvelles entreprises

5.6. Récapitulatif de la prise en compte de la Petite Enfance

Prise en compte du droit à l'enregistrement des naissances

Etat des lieux/diagnostic/situation actuelle	Objectifs généraux	Principales activités	Responsable et partenaire d'exécution
Plusieurs enfants disposent de faux actes de naissance et sont de pères inconnus	Réduire à zéro les faux actes de naissance dans les villages de la commune	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Sensibiliser les acteurs impliqués dans la déclaration des naissances et l'établissement des actes de naissances ; ▪ Sensibiliser les parents de la législation sur les déclarations de naissance 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les parents ▪ Les chefs de centre de santé ▪ Les officiers d'état civil ▪ L'autorité administrative

Prise en compte du droit à la nutrition

Etat des lieux/diagnostic/situation actuelle	Objectifs généraux	Principales activités	Responsable et partenaire d'exécution
Le sevrage précoce, insuffisance lait pour l'allaitement artificiel des nourrissons et même de compléments alimentaire dans les villages de la commune, les grossesses pendant l'allaitement	Réduire à zéro le nombre de sevrage prématuré, Amener les parents à donner du lait, des fruits et autres compléments alimentaire aux nourrissons	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Production des fruits et les compléments alimentaires par les parents ▪ Sensibiliser les jeunes mères célibataires sur les conséquences du sevrage précoce 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Parents ▪ MINADER ▪ OAL

Prise en compte du droit à la vaccination

Etat des lieux/diagnostic/situation actuelle	Objectifs généraux	Principales activités	Responsable et partenaire d'exécution
Existence de 02 aires de santé dans la Commune ; Sous information des périodes des campagnes de vaccination par les parents	Vacciner 100% d'enfants de 0 à 5 ans	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Informer les parents le passage campagne de vaccinations deux semaines avant ; ▪ Renforcer les équipes mobiles de vaccination ▪ Doter les Centres de santé de moyens de locomotion (motos) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Parents ▪ MINSANTE ▪ Commune

5.7. Esquisse du Plan d'utilisation et de gestion des terres de l'espace communal

La matrice diagnostic des ressources naturelles assorti d'une esquisse de PUGDT de l'espace communal est présentée dans le tableau ci-dessous :

Tableau 949 : Matrice diagnostic des ressources naturelles assorti d'une esquisse de PUGDT de l'espace communal

Ressources	Localisations	Potentiel	Utilisateurs/ utilisations	Contrôle	Mode de gestion	Tendances	Problèmes /contraintes	Actions à entreprendre
Massif forestier	Espace communal	Non estimé	Populations riveraines	Aucun	Incontrôlé	Création de plantations vivrières et de cacao	Déforestation Agriculture itinérante sur brûlis	Inventaire forestière du massif Délimitation des zones champêtres
UFA	<u>UFA 09-25</u> <u>SCIEB</u> <u>UFA 09-026</u> <u>CUF</u>		Exploitants forestiers	MINFOR	Contrat avec le gouvernement	Déforestation	Procédures d'accès à la RFA non maîtrisées par les communautés riveraines Non reboisement	Sensibilisation et formation des populations sur les procédures et calculs de recouvrement des redevances forestières Reboisement des forêts exploitées
Plantations HEVECAM	V1 à V16		Groupe indonésien Agriculture industrie	MINADER	convention	Augmentation de la capacité de production	Pollution Déforestation Précarité des conditions de travail des ouvriers	amélioration des conditions de travail des ouvriers protection des zones sensibles
Parc National CAMPO-MA'AN	partie Sud Est de la Commune		Reserve de faune	MINFOR	convention	Mise en œuvre de la forêt modèle	Braconnage Insuffisance de ressources matérielles, humaines et	Renforcement de l'effectif des éco garde Sensibilisation des populations

Ressources	Localisation	Potentiel	Utilisateurs/ utilisations	Contrôle	Mode de gestion	Tendances	Problèmes /contraintes	Actions à entreprendre
							financières	Promotion des alternatives au braconnage
Marécages	TOUS LES VILLAGES	Agriculture Pisciculture	Non exploité	Pas de contrôle	Non exploité	Envasement	Enclavement des sites marécageux	Vulgarisation du potentiel des marécages concernant l'agriculture et la pisciculture Désenclavement des zones de marécage
Parcelles agricoles	TOUS LES VILLAGES	Plusieurs variétés de cultures de rente et vivrières	Populations locales	Pas de contrôle	Mixte : traditionnel et semi-moderne	Baisse de rendement	Faible productivité de l'activité agricole Accès difficiles aux intrants et aux marchés Faible organisation des producteurs Enclavement des zones de production	Mise en place des coopératives agricoles Renforcement de l'encadrement agricole Aménagement des pistes rurales
Cours d'eau	TOUS LES VILLAGES	Pêche, irrigation des parcelles agricoles	Populations locales	Pas de contrôle	Libre d'accès	Pollution des cours d'eau	Irrégularité de certains cours d'eau	

La Commune de NIETE, comme toute la planète terre est confrontée à des perturbations climatiques perceptibles par les populations rencontrées au cours du diagnostic. Ainsi, elles se manifestent par la hausse des températures, les pluies précoces ou tardives, les pluies excessives ou insuffisantes, les vents violents. Les perturbations climatiques affectent négativement plusieurs secteurs tel que le montre le tableau ci-après.

Tableau 1044: Analyse Synthèse de la situation sur les changements climatiques dans la Commune de NIETE

N°	Secteur	Tendances	Effets biophysiques	Effets socio-économiques	Niveau de risque	Capacité d'adaptation	Solutions envisagées	Villages/Zones concernés
1.	Agriculture	› Variation du cycle des pluies (tantôt précoces, tantôt tardives, tantôt long, tantôt court)	› Erosion des sols › Variation des lits des rivières › Perturbation des cycles de croissance et floraison des cultures ; › Appauvrissement des sols cultivables	› Perturbation du calendrier agricole › Baisse des rendements agricoles › Baisse de revenus	Moyen	› Passable	› Promouvoir et vulgariser les nouvelles techniques agroforesteries : régénération naturelle assistée (RNA)	Tous les villages
2.	Habitat	› Destruction des habitations et les ha salles de classe	› Destruction des sites de construction	› Accroissement des populations vulnérables › Perturbation du fonctionnement des écoles, oisiveté des élèves	Moyen	› Bonne	› Construire les haies vives autour des maisons et infrastructures sociales	Les hameaux BAGUYELI ; les villages externes à HEVECAM
3.	Energie	› Chutes des poteaux électriques ; destruction des appareils	› Encombrement de la voie publique	› Arrêt/suspension de la fourniture de l'énergie électrique ; › Pertes des	Moyen	› Faible	› Installer les poteaux traités ou en béton ; › Acquisition des régulateurs de	Tous les villages

N°	Secteur	Tendances	Effets biophysiques	Effets socio-économiques	Niveau de risque	Capacité d'adaptation	Solutions envisagées	Villages/Zones concernés
		électriques		appareils électriques			tension	
4.	Forêts-Faune	<ul style="list-style-type: none"> › Dégradation du couvert forestier ; › Migration des animaux 	<ul style="list-style-type: none"> › Erosion des sols › Accroissement des espèces destructrices des cultures › Perte du potentiel floristique et faunique 	<ul style="list-style-type: none"> › Raréfaction des produits forestiers et fauniques › Difficultés à pratiquer la pharmacopée traditionnelle › Recours au braconnage des espèces dangereuses 	Elevé	› Moyen	<ul style="list-style-type: none"> › Promouvoir et vulgariser les nouvelles techniques agroforesteries : régénération naturelle assistée (RNA) 	Les hameaux BAGUYELI ; les villages externes à HEVECAM

6. PROGRAMMATION

6.1. Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) des projets prioritaires

La planification triennale est présentée dans le cadre de dépenses à moyen terme (CDMT)

Tableau ~~1112~~ : Cadre de dépenses à moyen terme (CDMT)

					2014	2015	2016
SECTEUR	ACTIONS	CU	QTE	CT			
Elevage	Appui technique élevage de porcs : V11, V15, V8, NLOZOK, NIETE VILLAGE, NGOK, V12, V4, V5, V6, V16	3 500 000	11	3 850 000			
	Appui technique élevage de poulets de chair : V 16, V6, V11, V4, V13, V10, ANGALE	750 000	07	5 250 000			
développement urbain et habitat	Etudes de faisabilité pour la Construction de l'hôtel de ville	500 000	1	500 000			
	Elaboration du plan d'Occupation des Sols de la Commune	19 000 000	1	19 000 000			
éducation de base	Construction d'un bloc de 02 salles de classe à : EPB V10, EPB V14, EPB V15, EP V11, V6, EPB V9, EPB V13, EP ZINGUI, EP V8, EM V15, EM ANDJECK, EM V13, V4, V3,	16 000 000	14	224 000 000			
	Construction de logement d'astreinte pour enseignants à l'EP de : BIFA, BIDOU 3, V5	7 500 000	3	22 500 000			
	Construction d'un bloc maternelle à : V3, V9, V4, V14, V10	18 500 000	5	92 500 000			
Commerce	Construction Complexe Commercial	67 000 000	1	67 000 000			

Santé	Appui en médicaments au CSI de : V4, V6, V13, V8, NGOK	750 000	5	2 250 000			
	Création pro pharmacie à : V5, V11, NKOOLONG, NKOLNBONDA, NIETE VILLAGE	300 000	5	1 500 000			
Eau et Energie	Construction de forages équipés de PMH :AKAK-ANGALE, ANDJECK-CHEFFERIE, AKOOZAM-ADJAP, ZINGUI-CHEFFERIE, NKOLNBONDA-CHEFFERIE,	8 000 000	21	168 000 000			
	Etudes de faisabilité pour l'Extension du réseau de l'AEP à NKONTANG sur 1500 mètres	150 000	1	150 000			
	Etudes de faisabilité électrification : NIETE VILLAGE- 1,5 KM BT, NGOK-5KM BT, AKOM 1-7KM, V16, ADJAP(AKOOZAM)	250 000	5	1 250 000			
	Construction des toilettes publiques au V16	4 000 000	1	4 000 000			
COUTS TOTAUX				611 750 000			

6.2. Cadre sommaire de gestion environnementale du CDMT

Le cadre sommaire de gestion environnementale du programme d'investissement triennal ou CDMT de la Commune de NIETE, comprend :

- Les principaux impacts socio-environnementaux potentiels ;
- les mesures d'optimisation ou d'atténuation envisageables ;
- Le Plan Sommaire de Gestion de l'Environnement.

6.2.1. Principaux impacts socio-environnementaux potentiels et Mesures d'optimisation ou d'atténuation envisageables

Le tableau ci-dessous donne une description des impacts environnementaux et sociaux positifs, négatifs et une détermination pour chaque catégorie d'impacts, les mesures d'optimisation ou d'atténuation. Les coûts afférents à ces mesures seront intégrés dans les coûts des microprojets. La liste exhaustive des microprojets du programme triennal seront analysés au plan socio environnemental.

Tableau 1243 : impacts potentiels et mesures envisageables

Type de microprojets contenus dans le programme triennal	Principaux impacts sociaux ou environnementaux	Principales mesures envisageables
Microprojets de construction des infrastructures communautaires de base : - Construction Complexe Commercial ; Construction de l'hôtel de ville ; Construction des salles de classe ; - Construction des toilettes publiques ; Construction logement d'astreintes pour	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement de la dynamique des populations à travers la mobilisation des fonds de contrepartie ; - Amélioration de la gouvernance locale ; - Amélioration des revenus des populations locales (main d'œuvre) - Risques de déplacement involontaire et de réinstallation des populations avec perte d'actifs ; - Risques de conflits sur le choix du site - Risques d'insécurité pour les personnes et les biens ; - Risques de conflits au sein des bénéficiaires du micro projet ; - Risques de marginalisation des populations 	<ul style="list-style-type: none"> - Participation et sensibilisation des populations ; - Sensibiliser les communautés ; - Mettre en place les Comités de gestion - Activer le plan de recasement (indemnisation des populations déplacées à juste prix) ; - Obtention d'acte de donation volontaire légalisé du propriétaire du site ; - Contre l'insécurité : nettoyage et cantonnement des alentours des ouvrages ; - Mise en place de sous-comité de vigilance - Construction des clôtures autour des ouvrages ; - Contre la marginalisation : identifier les priorités des minorités et les intégrer dans le PCD. - Contre les conflits : solliciter l'arbitrage des autorités traditionnelles, communales ou

Type de microprojets contenus dans le programme triennal	Principaux impacts sociaux ou environnementaux	Principales mesures envisageables
enseignants	vulnérables	administratives
<p>Microprojets hydrauliques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - construction AEP - Construction des forages équipés de pompe à motricité humaine ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement de la dynamique des populations à travers la mobilisation des fonds de contrepartie ; - Amélioration de la gouvernance locale ; - Amélioration des revenus (main d'œuvre locale) - Diminution des maladies hydriques ; - Facilitation de l'accès à l'eau potable - Risques de déplacement involontaire et de réinstallation ; - Risques d'intoxication dû au mauvais dosage du chlore ; - Risques de mauvaises manipulations des ouvrages - Risques d'insécurité pour les personnes et les biens ; - Risques de conflits au sein des bénéficiaires du Micro Projet ; - Risques de marginalisation des populations vulnérables 	<ul style="list-style-type: none"> - sensibilisation des populations - encourager les projets HIMO - Activer le plan de recasement (indemnisation des populations déplacées à juste prix) ; - Obtention d'acte de donation volontaire légalisé du propriétaire du site ; - Contre les risques d'intoxication à l'eau de puits et autres : former le Comité de gestion au dosage de l'eau de javel dans les puits, - Gestion des risques d'envasement et maintenance des ouvrages - Contre l'insécurité : nettoyage et cantonnement des alentours des ouvrages ; - Mise en place de sous-comité de vigilance - Construction des clôtures autour des ouvrages ; - Contre la marginalisation : identifier les priorités des minorités et les intégrer dans le PCD. - Contre les conflits : solliciter l'arbitrage des autorités traditionnelles, communales ou administratives
<p>Microprojets structurants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Extension et renforcement du réseau électrique 	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement de la dynamique des populations à travers la mobilisation des fonds de contrepartie ; - Amélioration de la gouvernance locale - Amélioration des revenus (main d'œuvre locale) - Amélioration de l'accès à l'énergie ; - Désenclavement des localités et développement des activités socio économiques - Risques de déplacement involontaire et de réinstallation ; - Risque d'augmentation de la prévalence du 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation des populations - Activer le plan de recasement (indemnisation des populations déplacées) - Inclure la lutte contre le VIH SIDA et le braconnage dans le DAO (cahier de clauses environnementales et sociales) ; - Contre les accidents : mettre une signalisation routière ; limiter les vitesses. - Contre les conflits : mettre en place un Comité de gestion

Type de microprojets contenus dans le programme triennal	Principaux impacts sociaux ou environnementaux	Principales mesures envisageables
	VIH /SIDA et autres maladies ; - Risques de marginalisation des populations vulnérables ; - Risques d'intensification du braconnage - Risques d'insécurité pour les personnes et les biens (accidents de circulation) ; - Risques de conflits au sein des bénéficiaires du Micro projet ; - Risques d'incendies	

6.2.2. Plan sommaire de gestion de l'environnement

Tableau 1344 : plan sommaire de gestion de l'environnement

Mesures environnementales	Tâches	Acteurs de mise en œuvre	Périodes	Acteurs de suivi	Coûts	Observations
Responsabilisation d'un membre du comité de suivi du PCD		Mairie (commission communale de passation des marchés)	2014	Conseil Municipal ; PNDP		
Formation de l'agent de développement local aux questions environnementales et cadre de gestion environnementale et sociale du PNDP	-préparer les TDR	PNDP	2014	Délégation MINEPDED ; PNDP ; Mairie	PM	
Utilisation systématique du		Consultant chargé de monter le microprojet	2014	Délégation MINEPDED ;	PM	Le coût y afférent doit

Mesures environnementales	Tâches	Acteurs de mise en œuvre	Périodes	Acteurs de suivi	Coûts	Observations
formulaire d'examen socio environnemental lors du montage des microprojets				PNDP ; Conseil Municipal ; Agent de développement		être intégré dans les coûts de la conception du microprojet
Formation du COMES aux politiques de sauvegarde et de prise en compte des aspects sociaux environnementaux		PNDP, Mairie	2014	Délégation MINEPDED ; Délégation MINAS ;	PM	
Réalisation des études d'impacts environnementaux sommaires pour les MP d'ouverture de route	-Préparer les TDR ; -faire approuver les TDR ; - recruter le consultant ; -réaliser l'étude proprement dite	PNDP, Mairie (Conseil Municipal)	2014	Délégation MINEPDED ; Délégation MINAS ; PNDP ; Agent de développement ; Conseil Municipal	Et son coût est d'au moins 7millionsFCFA pour une étude simplifiée, et environ 8 à 10 millions FCFA pour étude détaillée	
Provision pour les compensations des personnes déplacées		Mairie/Conseil Municipal	2014	-Mairie -MINDAF	A évaluer	
Suivi du plan de gestion environnementale et sociale, et des	-extraction des mesures environnementales des MP ;	Agent de développement/Comité de suivi du PCD	2014	Délégation MINEPDED ;MINAS ; PNDP ; Conseil Municipal	A évaluer	

Mesures environnementales	Tâches	Acteurs de mise en œuvre	Périodes	Acteurs de suivi	Coûts	Observations
entrepreneurs, ainsi que des mesures environnementales des projets retenus	-élaboration d'un plan de suivi des mesures					
Respect des clauses environnementales du DAO et des mesures environnementales des MP	-Inclure les clauses dans le DAO ; -Mise en œuvre des clauses	-Mairie, PNDP -Entrepreneurs	2014	Délégation MINEPDED ; Agent de développement ; Conseil Municipal	PM (intégrer dans le coût du MP)	

6.3. Plan d'investissement annuel (PIA)

6.3.1. Ressources mobilisables

Tableau 1415 : Mobilisation des ressources

N°	SOURCE DE FINANCEMENT	MONTANT (FCFA)	OBSERVATION
1	Transferts de l'Etat	6 158 400	Indicatif
2	PNDP	38 850 000	Acquis
3	RFA	14 754 236	Indicatif
4	Taxes	6 818 520	Indicatif
5	Droits d'exploitation des domaines communaux	6 575 357	Indicatif
6	Réserves excédentaires	17 853 180	Indicatif
7	Impôts libératoires	20 520 467	Indicatif
8	Patente	38 815 243	Indicatif
9	Droit de licence	4 560 000	Indicatif
10	CAC	101 522 503	Indicatif
11	Autres recettes	7 560 000	Indicatif
12	Subvention	21 660 000	Indicatif
TOTAL		285 647 906	

6.3.2. Programmation annuelle des projets prioritaires

Tableau 1516 : Plan d'Investissement Annuel (PIA)

SECTEUR	ACTIVITES	MONTANT	LOCALISATION	SOURCE DE FINANCEMENT
EAU ENERGIE	Extension du réseau de l'AEP à NKONTANG sur 1 500 METRES	8 550 000	NKO'OLONG	

	Réalisation forages équipés d'une PMH	32 000 000	ANGALE (AKAK), ADJAP (AKO'OZAM), ZINGUI-CHEFFERIE, NKOLEMBONDA CHEFFERIE	
MINHDU	Elaboration du plan d'Occupation des Sols de la Commune	19 000 000	ADJAP	
MINEDUB	Construction Bloc De Deux Salles De Classe	16 000 000	V9	
MINCOMMERC E	Construction Complexe Commercial	67 000 000	ADJAP	
MINEPIA	Appui technique d'une capacité d'élevage de porcs	14 000 000	V11, V15, V8, NLOZOK	
	Appui technique d'une capacité d'élevage de 1000 poulets de chair	2 500 000	V 16	
TOTAL		154 250 000		

6.3.3. Cas des populations BAGUIELI

Pour une prise en compte effective des peuples autochtones (BAGUYELI), cette partie présente de manière spécifique dans les tableaux qui suivent:

1. Les besoins des BAGUYELI,
2. Le cadre de dépenses à moyen terme des BAGUYELI,
3. Le Plan d'Investissement Annuel (PIA) des BAGUELI.

Tableau 1647 : Besoins des BAGUIELI

Composantes	besoins
Citoyenneté	<ul style="list-style-type: none">- Nombre de CNI : 102- Nombre d'Actes de Naissance : 88- Nombre de leader BAGUYELI à former : 10
Education et formation de leader	<ul style="list-style-type: none">- Nombre de bourses : 55 KIT au cycle primaire et maternel- Besoin de formations en leadership : 02 ;- Mise en place d'un centre d'accueil pour une meilleure prise en charge des enfants BAGUYELI.
Agriculture et gestion des PFNL	<ul style="list-style-type: none">- Besoin de plus d'espace pour l'agriculture ;- Organisation des formations en technique d'élevage non conventionnel (apiculture, élevage des aulacaudes, des rats palmistes, porc épic et...);- Besoin d'encadrement dans la récolte, conservation et Gestion des PFNL : formation et organisation de la filière ;- Acquisition de 30 machettes par communauté / campement ;- Acquisition de 10 limes par communauté / campement ;- Acquisition d'intrants agricoles ;
Santé	<ul style="list-style-type: none">- Dotation en moustiquaires imprégnés ;- Formation d'au moins 02 (un homme + une femme) BAGUYELI comme infirmiers par campement ;- Dotation 04 pharmacies spécialisée pour les BAGUYELI (ADJAP, NKO'OLONG, V15 et V12)- Recrutement d'un infirmier BAGUYELI par centre de santé ;

Composantes	besoins
	- Appui à la valorisation des plantes médicinales : mise en place d'un projet de régénération des essences médicales
Foncier	- Sécurisation des 7 campements BAGUYELI de la commune par les titres fonciers collectifs

Tableau 1748 : Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) des BAGUYELI

Secteur	village	projets	CU	Quantité	Montant	2014	2015	2016
citoyenneté	NYAMABANDÉ, BOMLAFENDA, NGOLA, AKOM 1, NKOLÉKOUK, AKOAZAM, NKONGO	Facilitation à l'établissement de cartes d'identité nationale	10000	102	1 020 000			
		Facilitation à l'établissement de 88 actes de Naissance	10000	88	880 000			
	NYAMABANDE	Formation de 10 leaders BAGUYELI	100000	10	1000 000			
Education	Tous les hameaux BAGUYELI	Octroie de 55 KIT de bourses au cycle primaire et maternel	50 000	55	2 750 000			
	ADJAP	Mise en place d'un centre d'accueil pour une meilleure prise en charge des enfants BAGUYELI	10 000 000	1	10 000 000			
Agriculture et gestion des PFNL	ADJAP	Organisation des formations en élevage non conventionnel (apiculture, élevage des aulacaudes, des rats palmistes, porc épic et...);	FF	FF	1000 000			
	ADJAP	Formation en gestion durables des PFNL et organisation de la	FF	FF				

Secteur	village	projets	CU	Quantité	Montant	2014	2015	2016
		filière.			1 000 000			
	ADJAP	Octroi de 30x6 machettes + 60 limes et dotation d'intrants agricoles (semences améliorées)	FF	FF	1 200 000			
Santé	Les hameaux BAGUYELI	Dotation en moustiquaires imprégnés ;	FF	FF	2 000 000			
	CSI ADJAP	Formation d'au moins 02 (un homme + une femme) BAGUYELI comme infirmiers par hameau BAGUYELI ;	FF	FF	24 00 000			
	ADJAP, NKO'OLONG, V15 et V12)	Dotation 04 Pro-pharmacies spécialisée pour les BAGUYELI	2 000 000	4	8 000 000			
	ADJAP ; V4, V13,	Recrutement d'un infirmier BAGUYELI par centre de santé ;	480 000/an	3	1 440 000			
	NYAMABANDE BOMLAFENDA, NGOLA, AKOM 1	Appui à la valorisation des plantes médicinales : mise en place d'un projet de régénération des essences médicales	10 000 000	1	10 000 000			

Secteur	village	projets	CU	Quantité	Montant	2014	2015	2016
foncier	NYAMABANDÈ, BOMLAFENDA, NGOLA, AKOM 1, NKOLÉKOUK, AKOAZAM, NKONGO	Sécurisation des 7 campements BAGUYELI de la commune par les titres fonciers collectifs	FF	FF	50 000 000			
TOTAL					93 690 000			

Tableau 1849 : PROGRAMME D'INVESTISSEMENT ANNAUEL (PIA) DES BAGUYELI

Secteur	village	projets	CU	Quantité	Montant
citoyenneté	NYAMABANDÈ, BOMLAFENDA, NGOLA, AKOM 1, NKOLÉKOUK, AKOAZAM, NKONGO	Facilitation à l'établissement de cartes d'identité nationale	10000	52	520 000
		Facilitation à l'établissement de 88 actes de Naissance	10000	88	880 000
Education	Tous les hameaux BAGUYELI	Octroie de 55 KIT de bourses au cycle primaire et maternel	50 000	20	1 000 000
Agriculture et gestion des PFNL	ADJAP	Organisation des formations en élevage non conventionnel (apiculture, élevage des aulacaudes, des rats palmistes, porc épïc et...) ;	200 000	05	1 000 000
	ADJAP	Formation en gestion durables des PFNL et organisation de la filière.	500 000	01	500 000

Secteur	village	projets	CU	Quantité	Montant
	ADJAP	Octroie de 30x6 machettes + 60 limes et dotation d'intrants agricoles (semences améliorées)	400 000	FF	400 000
Santé	Les hameaux BAGUYELI	Dotation en moustiquaires imprégnés ;	1 000 000	FF	1 000 000
	CSI ADJAP	Formation d'au moins 02 (un homme + une femme) BAGUYELI comme infirmiers par hameau BAGUYELI ;	100 000	12	1 200 000
	ADJAP, NKO'OLONG, V15 et V12)	Dotation 04 Pro-pharmacies spécialisée pour les BAGUYELI	1 000 000	04	4 000 000
TOTAL PIA					10 490 000

6.4. Plan de Passation des marchés du PIA

La Commune dans la mise en œuvre de son PIA suivra le Plan de Passation des Marchés (PPM) indicatif suivant :

Tableau 1920 : Plan de Passation des Marchés

Désignation	Responsable	Méthode de sélection	Montant	Préparation (Termes de Référence, DAO, DP)	Consultation, Avis d'Appel d'Offres	Evaluation technique et financière	Attribution et signature du contrat	Exécution	Réception provisoire
Extension du réseau de l'AEP à NKONTANG sur 1 500 METRES	CPM	Appel d'offres restreint	8 550 000	9 au 29 janvier 2014	29 janvier au 29 février 2014	1er au 4 mars 2014	4 au 9 mars 2014	9 mars au 7 juin 2014	8 au 21 juin 2014

Désignation	Responsable	Méthode de sélection	Montant	Préparation (Termes de Référence, DAO, DP)	Consultation, Avis d'Appel d'Offres	Evaluation technique et financière	Attribution et signature du contrat	Exécution	Réception provisoire
Réalisation de 04 forages équipés d'une PMH ANGALE (AKAK), ADJAP (AKO'OZAM), ZINGUI-CHEFFERIE, NKOLEMBONDA CHEFFERIE	CPM	Appel d'offres restreint	32 000 000	9 au 29 janvier 2014	29 janvier au 29 février 2014	1er au 4 mars 2014	4 au 9 mars 2014	9 mars au 7 juin 2014	8 au 21 juin 2014
Elaboration du plan d'Occupation des Sols de la Commune	CPM	Appel d'offres restreint	19 000 000	9 au 29 janvier 2014	29 janvier au 29 février 2014	1er au 4 mars 2014	4 au 9 mars 2014	9 mars au 7 juin 2014	8 au 21 juin 2014
Construction Bloc De Deux Salles De Classe V9	CPM	Appel d'offres restreint	16 000 000	9 au 29 janvier 2014	29 janvier au 29 février 2014	1er au 4 mars 2014	4 au 9 mars 2014	9 mars au 7 juin 2014	8 au 21 juin 2014
Octroie de 55 KIT de bourses au cycle primaire et maternel	MO	Demande de cotation	1 000 000	9 au 29 janvier 2014	29 janvier au 29 février 2014	1er au 4 mars 2014	4 au 9 mars 2014	9 mars au 7 juin 2014	8 au 21 juin 2014
Construction Complexe Commercial à ADJAP	CPM	Appel d'offres restreint	67 000 000	9 au 29 janvier 2014	29 janvier au 29 février 2014	1er au 4 mars 2014	4 au 9 mars 2014	9 mars au 7 juin 2014	8 au 21 juin 2014
Appui technique d'une capacité d'élevage de porcs V11, V15, V8, NLOZOK	CPM	Appel d'offres restreint	14 000 000	15 mai au 4 juin 2014	5 juin au 4 juillet 2014	5 juillet au 10 juillet 2014	11 juillet au 16 juillet 2014	17 juillet au 15 octobre 2014	16 au 29 octobre 2014
Appui technique d'une capacité d'élevage de 1000 poulets de chair v16	MO	Demande de cotation	2 500 000	15 mai au 4 juin 2014	5 juin au 4 juillet 2014	5 juillet au 10 juillet 2014	11 juillet au 16 juillet 2014	17 juillet au 15 octobre 2014	16 au 29 octobre 2014
Organisation des formations en élevage non	MO	Demande de cotation	1 000 000	9 au 29 janvier 2014	29 janvier au 29 février 2014	1er au 4 mars 2014	4 au 9 mars 2014	9 mars au 7 juin 2014	8 au 21 juin 2014

Désignation	Responsable	Méthode de sélection	Montant	Préparation (Termes de Référence, DAO, DP)	Consultation, Avis d'Appel d'Offres	Evaluation technique et financière	Attribution et signature du contrat	Exécution	Réception provisoire
conventionnel (apiculture, élevage des aulacaudes, des rats palmistes, porc épice et...);					2014	2014	2014	2014	
Formation en gestion durables des PFNL et organisation de la filière.	MO	Demande de cotation	500 000	15 mai au 4 juin 2014	5 juin au 4 juillet 2014	5 juillet au 10 juillet 2014	11 juillet au 16 juillet 2014	17 juillet au 15 octobre 2014	16 au 29 octobre 2014
Octroi de 30x6 machettes + 60 limes et dotation d'intrants agricoles (semences améliorées)	MO	Demande de cotation	400 000	9 au 29 janvier 2014	29 janvier au 29 février 2014	1er au 4 mars 2014	4 au 9 mars 2014	9 mars au 7 juin 2014	8 au 21 juin 2014
Facilitation à l'établissement de cartes d'identité nationale	MO	Demande de cotation	520 000	9 au 29 janvier 2014	29 janvier au 29 février 2014	1er au 4 mars 2014	4 au 9 mars 2014	9 mars au 7 juin 2014	8 au 21 juin 2014
Facilitation à l'établissement de 88 actes de Naissance	MO	Demande de cotation	880 000	9 au 29 janvier 2014	29 janvier au 29 février 2014	1er au 4 mars 2014	4 au 9 mars 2014	9 mars au 7 juin 2014	8 au 21 juin 2014
Dotation en moustiquaires imprégnés ;	MO	Demande de cotation	1 000 000	9 au 29 janvier 2014	29 janvier au 29 février 2014	1er au 4 mars 2014	4 au 9 mars 2014	9 mars au 7 juin 2014	8 au 21 juin 2014
Formation d'au moins 02 (un homme + une femme) BAGUYELI comme infirmiers par hameau BAGUYELI ;	MO	Demande de cotation	1 200 000	9 au 29 janvier 2014	29 janvier au 29 février 2014	1er au 4 mars 2014	4 au 9 mars 2014	9 mars au 7 juin 2014	8 au 21 juin 2014

Désignation	Responsable	Méthode de sélection	Montant	Préparation (Termes de Référence, DAO, DP)	Consultation, Avis d'Appel d'Offres	Evaluation technique et financière	Attribution et signature du contrat	Exécution	Réception provisoire
Dotation 04 Pro-pharmacies spécialisée pour les BAGUYELI	MO	Demande de cotation	4 000 000	9 au 29 janvier 2014	29 janvier au 29 février 2014	1er au 4 mars 2014	4 au 9 mars 2014	9 mars au 7 juin 2014	8 au 21 juin 2014

7. MECANISME DE SUIVI-EVALUATION

7.1. Composition et attributions du comité de suivi-évaluation du PCD

7.1.1. Composition

Au niveau communal, les membres du comité de suivi-évaluation de la mise en œuvre du PCD sont :

- Le Maire et le reste de l'exécutif communal;
- Le Comité de suivi ;
- L'agent communal de développement ;
- Les services déconcentrés de l'Etat ;
- L'OAL et prestataires de services impliqués dans la mise en œuvre du PCD et des microprojets ;
- Les représentants des communautés bénéficiaires des microprojets ;
- Les organisations/associations à base communautaire.

Ainsi, le comité de suivi-évaluation du PCD de la Commune de NIETE est composé de :

Tableau 2024 : comité de suivi évaluation du PCD de la Commune de NIETE

N°	Noms et Prénoms	Poste	Fonction
01	Mme NZAMEYO Delphine	Présidente	1 ^{er} Adjoint au Maire de NIETE
02	M. MANA Antoine	Rapporteur	Secrétaire Général de la Commune de NIETE
03	KOUMA Vincent	Membre	Agent Communal Financier
04	BILO'O Simon	Membre	Conseiller municipal
05	OTTO OTTO Joël	Membre	Autorité traditionnelle
06	Mme AVEBE Marthe Sylvie	membre	Société civile
07	NDJOCK Emmanuel	Membre	BAGYELI

Il peut, en cas de besoin, mettre sur pieds des sous-commissions spécialisées en fonction des problèmes à résoudre (suivi spécifique de la réalisation d'un microprojet, maintenance des ouvrages, etc.) ; Des délégués peuvent être désignés par secteur.

7.1.2. Attributions

Au niveau communal les responsabilités en matière de suivi-évaluation sont :

- La programmation des activités communales ;
- Le suivi de l'exécution des activités ;
- L'évaluation des impacts socio-économiques et environnementaux.

Les tâches qui se rapportent à ces activités sont :

- La collecte de données sur le terrain ;

- L'appui technique aux communautés ;
- La production des rapports de suivi au niveau communal.

Il en découle les missions suivantes :

- ✓ Informer la communauté de ses obligations et de sa contribution à la réalisation des microprojets ;
- ✓ Signer toute convention de partenariat avec les partenaires ;
- ✓ S'assurer de la maintenance des ouvrages ;
- ✓ Assurer, de manière périodique, la confection des rapports d'activité sommaire à adresser aux partenaires;
- ✓ Veiller à la cohérence du PCD avec les besoins prioritaires de la Commune;
- ✓ Assurer le montage des dossiers techniques de microprojets;
- ✓ Veiller à la mobilisation des contributions des bénéficiaires ;
- ✓ Ordonner et contrôler la gestion des ressources allouées dans le cadre des microprojets ;
- ✓ Coordonner la mise en œuvre du PCD ;
- ✓ Assurer le suivi évaluation participatif, en créant, le cas échéant, des comités ad hoc par microprojet ;
- ✓ Assurer la réception des ouvrages avec l'assistance de techniciens.

7.2. Indicateurs de suivi et d'évaluation (par rapport au PIA)

Pour s'assurer de la bonne mise en œuvre du PIA, le comité de suivi-évaluation veillera à l'atteinte des indicateurs suivants :

- 1) 06 puits réalisés et fonctionnels dans les villages : NYEP BANE, MINKANE, NYAZOA, NGOAZIP2, EBEMEWOMEN2, ENGOGOM .
- 2) 05 forages réalisés et fonctionnels dans les villages : NKOEVONE, AKIAE, OVENG FONG, ADJAP MVOG EDA, ATING BANE
- 3) Une adduction d'eau potable construite dans la zone : ABIERE BANE-MELANGUE1
- 4) Villages électrifiés : MELANGUE3 sur 1,5 km, MELANGUE 2 sur 2km, NKOLONYIE sur 2,5 km, NKOLAMOUGOU sur 5 km, EFOUMOULOU NSELEK sur 2 km, OFOUMBI sur 6 km.
- 5) Réseau électrique renforcé sur 2,5 km à BIWONG-BANE
- 6) AXES reprofilés : NDJOM-AKIAE sur 14 km, BIWONG-BANE- EBEMEWOMEN1 sur 10 km
- 7) ouvrages de franchissements construits et route praticable sur l'axe OBANG 2- BITYILI (20 Km)
- 8) Axe BIWONG-BANE-NDJOM (2 km) reprofilé avec chargement
- 9) Route ouverte avec pose des ouvrages de franchissement route agricole de 10 km (NGOAZIP, EBONG AYISSI)
- 10) Route défrichée et élargée axe MELANGUE1-OFOUMBI sur 30 km
- 11) Un bloc de deux salles de classe construit à l'école maternelle d'ADJAP FONG
- 12) Un bloc de deux salles de classe construit à l'école primaire de KAMA
- 13) Un bloc de deux salles de classe construit à l'école maternelle d'ABIERE BANE
- 14) Un complexe gare routière/marché construit à BIWONG-BANE
- 15) Un champ semencier de bananier plantain de 01 ha créé à NKOL NKENG

- 16) Un champ semencier de bananier plantain de 01 ha créé à ADJAP MENYIE
- 17) 03 coopératives agricoles créées dans les filières : MANIOC, BANANIER PLANTAIN, MARAICHER
- 18) 03 coopératives pastorales créées dans les filières : PORC, POULET, PISCICULTURE
- 19) Un fichier actualisé des artisans existant
- 20) Fichier du potentiel touristique élaboré et tenu
- 21) Un fichier des couches vulnérables disponible
- 22) 22 dossiers techniques montés avec DAO

7.3. Dispositif, outils et fréquence du reporting

L'élaboration du Plan Communal de Développement précède d'un diagnostic participatif qui commence par le niveau village pour se consolider au niveau Communal. Au niveau du village ce diagnostic participatif consiste en l'identification par secteur des atouts et des contraintes. Les problèmes spécifiques à chaque village, ainsi que les solutions endogènes, sont programmés et mis en œuvre localement en impliquant fortement les populations concernées. C'est à ce niveau également que démarre le suivi-évaluation participatif de l'exécution des activités programmées. A l'aide d'outils simples tels que le tableau de suivi des actions planifiées, la cartographie villageoise, les membres de la communauté constitués en Comité de suivi, renseignent sur l'état de mise en œuvre des activités programmées et les résultats obtenus.

Sur la base des données qualitatives et quantitatives recueillies au niveau des villages à partir des outils de collecte spécifiques y compris ceux mentionnés ci-dessus (tableau de suivi des actions planifiées, carte villageoise), une consolidation est faite par l'Agent Communal de Développement en tenant compte des données collectées sur l'état d'avancement des activités programmées au niveau de la Commune. Cette consolidation donne lieu à un rapport présenté dans un canevas spécifique. Le projet de ce rapport fait l'objet d'une réunion d'examen et de validation présidée par le Maire et à laquelle prennent part, outre l'exécutif communal, les sectoriels représentés au niveau de la Commune et les forces vives de la localité (représentants d'associations, confessions religieuses, les élites intérieures et extérieures, etc.). Une fois validé, ce rapport est transmis entre autres, à la CRC pour consolidation et à l'Autorité de tutelle pour information.

Comme outils pour le suivi évaluation au niveau communal, nous avons :

- PCD/PIA
- Rapports périodiques des agents communaux
- Fiches de collecte des données
- Fiche de suivi du processus de planification
- Rapports des visites de terrain
- Compte rendus des réunions.
- Rapports divers (prestataires et consultants).

Les rapports sont produits chaque trimestre, semestre et année.

Le rapport trimestriel rend compte de l'exécution des activités programmées.

Le rapport semestriel, présente l'exécution des activités ainsi que des informations issues du rapport du trimestre correspondant et complété par des données de l'évaluation des impacts socio-économiques.

7.4. Mécanisme de préparation du PIA et de révision du PCD

A la fin de chaque année, compte tenu de l'évaluation du PIA, des actions programmées dans le CDMT et des actions nouvelles ; le comité de suivi-évaluation du PCD avec l'aide d'un facilitateur (le cas échéant) propose au Conseil Municipal élargi aux sectoriels une programmation des actions à mener l'année suivante pour amendement et validation.

A la fin de la troisième année, les données du PCD doivent être réactualisées par le comité de suivi-évaluation du PCD avec l'aide d'un facilitateur (le cas échéant) et proposées au Conseil Municipal élargi aux sectoriels ; sur la base des résultats de l'évaluation du PCD et des ambitions nouvelles, une nouvelle programmation des activités pour les trois prochaines années pour amendement et validation est élaborée.

8. PLAN DE COMMUNICATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PCD

8.1. OBJECTIFS DU PLAN

- Informer et sensibiliser les différents acteurs au niveau Communal
- Susciter une prise de conscience auprès des bénéficiaires de leur situation et surtout de la possibilité du changement ;
- Impliquer les acteurs au niveau local dans les actions de développement mises en œuvre au sein de la Commune ;
- Mobiliser les acteurs et les bénéficiaires pour l'action en vue de leur participation effective aux différentes étapes du processus de planification ;
- Appuyer les actions de gouvernance locale au sein de la Commune, notamment la vulgarisation du budget participatif en vue du contrôle citoyen par les bénéficiaires ;
- Assurer la collaboration entre les partenaires intervenant au niveau local ;
- Capitaliser les actions de développement menées dans la Commune et les bonnes pratiques en vue de leur diffusion ;
- Favoriser l'exercice du dialogue social entre les villages et la Commune à travers la production et la diffusion des informations en rapport les activités de la Commune, notamment la mise en œuvre du PCD;
- Accompagner les populations à s'approprier et à participer à leur développement ;
- Appuyer le maire dans la recherche des financements pour la Commune ;
- Assurer la bonne circulation de l'information au sein de la Commune ;
- Promouvoir l'image de marque de la Commune à l'extérieur.

8.2. ETAPES D'ELABORATION ET DE MISE EN ŒUVRE DU PLAN

1. Envoi du plan générique de communication communal aux Communes (PNDP) ;
2. Etat des lieux du système de communication (par l'agent de développement) ;
3. Elaboration du plan (agent communal) ;
4. Finalisation du plan au cours d'un atelier ;
5. Validation du plan (Conseil Municipal) ;
6. Restitution aux communautés (maire) ;
7. Diffusion du plan auprès des différents acteurs (maire) ;

8. Mise en œuvre (maire) ;
9. Suivi évaluation (agent de développement).

8.3. STRATEGIE

- Finalisation du plan par l'agent de développement lors d'un atelier ;
- Production des outils de communication propres à la Commune et aux villages (compte tenu des réalités sociologiques différentes et des dynamiques locales de développement qui varient d'un milieu à un autre) ;
- Spécialisation de l'agent de développement dans la conduite du plan de communication en attendant la mise à disposition du maire d'un expert en la matière ;
- Mise en place des relais de communication (points focaux) au niveau des communautés pour assurer la collecte et la remontée des informations au niveau local ;
- Renforcement préalable des capacités du maire, de l'agent développement et des relais communautaires en matière de communication (séminaire sur la production des supports de communication adaptés à la Commune, séminaire sur la gestion de la communication au niveau communal, etc.).

8.4. CIBLES DE LA COMMUNE

Cibles principales:

- Les acteurs institutionnels (Gouverneur, Préfets, Sous-préfets et assimilés) ;
- Les partenaires techniques et financiers ;
- Les projets et programmes de développement
- Les bénéficiaires (communautés rurales,) ;
- La société civile (ONG, élus locaux, prestataires de service...) ;
- Les services déconcentrés de l'Etat
- Les élites extérieures et la diaspora
- Les entreprises locales
- Les ONG et les Fondations occidentales

Cibles indirectes :

- Les relais locaux (Conseillers municipaux, Députés, AGC, CC, Chefs traditionnels, Griots, leaders d'opinion, Imams/Pasteurs, toutes les forces endogènes ayant une certaine emprise sur les populations) ;
- Les médias publics ou privés (Radios communautaires, etc.) ;
- Les élites urbaines ;
- Les associations locales.

8.5. LES ATTENTES PAR CIBLES

- **Gouvernement et Bailleurs de fonds.**

Leur attente est de voir la Commune jouer efficacement son rôle de maître d'ouvrage (adhésion des populations et de la Commune, implication dans la mise en œuvre des actions développement, mobilisation de leur contribution, promotion du plan communal de

développement, gestion durable des ouvrages réalisés, gestion transparente des ressources,

- **Partenaires techniques régionaux (ONG, projets de développement, prestataires de services)**

Voir la Commune s'impliquer dans leurs interventions et être associés aux actions mises en œuvre par la Commune.

- **Les élites et la diaspora**

Celles-ci souhaiteront être régulièrement informées des actions menées par la Commune afin d'envisager comment elles pourront apporter leur contribution.

- **Les femmes et les jeunes**

Leurs attentes seraient de voir la Commune prendre en compte les aspects Genre dans son approche de développement.

8.6. ACTIONS DE COMMUNICATION AU SEIN DE LA COMMUNE

1. **La communication interne** au sein de la Commune ;
2. **La communication institutionnelle** qui comprend :
 - la communication avec le Gouvernement (Sectoriels régionaux) ;
 - la communication avec et entre les bénéficiaires (Communes et leurs communautés rurales) ;
 - La communication avec la société civile et le secteur privé ;
 - La communication avec les partenaires ;
 - La communication avec d'autres Communes dans le cadre de l'intercommunalité ;
 - La communication avec les élites extérieures et la diaspora ;
 - La communication avec les médias ;
3. **La communication de masse** (destinée au grand public)
4. **La communication pour le développement** à travers les actions d'information, éducation et communication (IEC) qui porte sur la mobilisation sociale :
 - Causeries éducatives dans les villages ;
 - Boîtes à images
 - Emissions en langues locales sur les radios communautaires
 - Utilisation des relais tels que les pasteurs, les chefs traditionnels les imams, les griots, les tam-tams pour faire passer des messages ou des occasions telles que les réunions du comité de développement, les deuils, les réunions de famille,
5. **La communication interpersonnelle** (porte à porte à travers des pairs éducateurs)
6. **Le plaidoyer et communication à vocation promotionnelle** (activités des relations publiques et de représentation) pour mobiliser les financements au profit de la Commune.

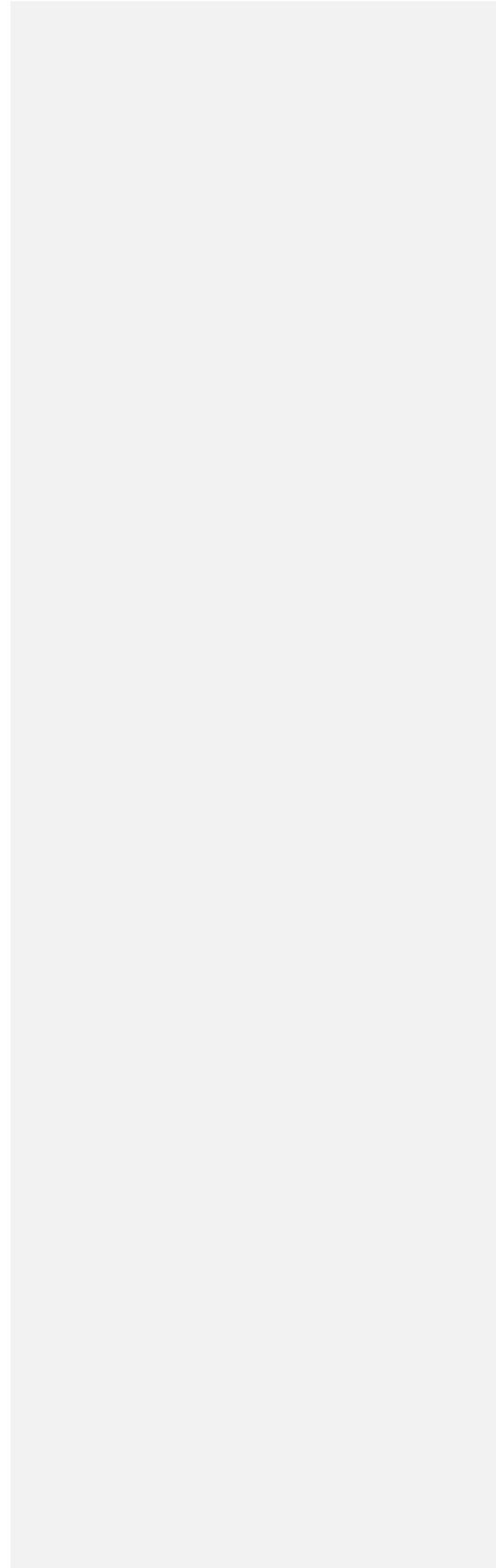
8.7. DISPOSITIF DE COMMUNICATION AU NIVEAU COMMUNAL

Le dispositif de communication de la Commune repose sur le maire qui en est le principal animateur appuyé dans cette mission par son chargé de la communication.

Ce dispositif comprend :

1. **Le Conseil Municipal** qui :
 - valide le programme de communication de la Commune;
 - définit les grandes lignes et les orientations.
2. **Le Maire** qui :
 - met en œuvre les actions de communication au niveau communal
 - conduit les actions de plaidoyer avec l'appui du chargé de la communication
3. **le Chargé de la communication** qui :
 - conseille le maire en matière de communication
 - veille à la bonne circulation de l'information
 - produit les supports et les outils de communication
 - gère la communication interne et externe
 - appuie le maire dans les activités de plaidoyer et de promotion pour capter les financements
4. **Les Opérateurs contractuels et les médias (radios communautaires, télé centres communautaires,**
 - Apportent un appui technique et logistique à la production des supports et messages
 - Diffuse les messages
5. **Les relais communautaires ont pour rôle de :**
 - Faire passer les informations à la base à travers leurs canaux spécifiques
 - Recevoir et transmettre les réactions de la base au niveau de la Commune

CONCLUSION



BIBLIOGRAPHIE

DD MINEDUB/OC, 2013. Document statistique des établissements scolaires 2011-2012

MINEPAT, 2010. Document de stratégie pour la croissance et l'emploi

MINEPAT, 2010. Guide méthodologique de planification régionale et locale au Cameroun ;

2^{ème} éd. Avril 2010

MINEPAT, 2010. Matrice des stratégies sectorielles

BUCREP, 2010. Rapport de présentation des résultats définitifs du recensement général de la population au Cameroun.

Mairie de NIETE. Comptes administratifs 2010, 2011 et 2012

Mairie de NIETE. Budgets des exercices 2010, 2011 et 2012

ANNEXES

Annexe 1 : Fiches de projets du PIA

FICHE DE PROJET N° 1 : Hydraulique

Nom du projet	Réalisation de 04 forages équipés d'une PMH	
Lieu	Région du Sud ; Département de l'OCEAN ; Commune de NIETE Villages : ANGALE-AKAK, ADJAP-AKO'OZAM, ZINGUI-CHEFFERIE, NKOLEMBONDA-CHEFFERIE	
Délai de réalisation : Trois mois	Date début : Mars 2014 ; fin du projet : Mai 2014	
Coût d'objectif	32 000 000 FCFA	
Source(s) de financement	<input checked="" type="checkbox"/> PNDP <input checked="" type="checkbox"/> Commune NIETE	
Maître d'ouvrage	Commune de NIETE	
Maître d'œuvre	Montage technique du projet : consultants	
Contexte du projet :	<input checked="" type="checkbox"/> certains de ces villages ne disposent pas de point d'eau potable <input checked="" type="checkbox"/> Recrudescence des maladies diarrhéiques dans les villages <input checked="" type="checkbox"/> Les points d'eau sont éloignés de ces villages <input checked="" type="checkbox"/> Les populations se ravitaillent en eau de boisson dans les rivières	
Objectif(s) du projet	<input checked="" type="checkbox"/> Approvisionnement des populations des 4 villages en eau potable <input checked="" type="checkbox"/> Amélioration de la qualité de la vie	
Résultat(s) attendu	<input checked="" type="checkbox"/> Les populations de ces 04 villages disposent de l'eau potable à portée de mains	
Activités du projet	<input checked="" type="checkbox"/> Sondage (études géophysiques) <input checked="" type="checkbox"/> Choix des sites appropriés <input checked="" type="checkbox"/> Choix des entreprises <input checked="" type="checkbox"/> Exécution du projet <input checked="" type="checkbox"/> Sensibilisation des populations sur l'utilisation et la maintenance de l'ouvrage <input checked="" type="checkbox"/> Suivi et évaluation par le commanditaire	
Moyens	Pourcentage	Montant
PNDP	90 %	28 800 000 FCFA
Bénéficiaires	10 %	3 200 000 FCFA Site Sable Main d'oeuvre

FICHE DE PROJET N° 2 : Hydraulique

Nom du projet	Extension du réseau de l'AEP à Nkontang sur 1 500 METRES
----------------------	--

Lieu	Région du Sud ; Département de l'OCEAN ; Commune de NIETE Villages : NKO'OLONG	
Délai de réalisation : Trois mois	Date début : AVRIL 2014 ; fin du projet : Mai 2014	
Coût d'objectif	8 550 000 FCFA	
Source(s) de financement	<input checked="" type="checkbox"/> PNDP <input checked="" type="checkbox"/> Commune NIETE	
Maître d'ouvrage	Commune de NIETE	
Maître d'œuvre	Montage technique du projet : consultants	
Contexte du projet :	<input checked="" type="checkbox"/> Le quartier NKONTANG ne dispose pas de point d'eau potable <input checked="" type="checkbox"/> Recrudescence des maladies diarrhéiques dans les villages <input checked="" type="checkbox"/> Les points d'eau sont éloignés de ces villages <input checked="" type="checkbox"/> Les populations se ravitaillent en eau de boisson dans les rivières	
Objectif(s) du projet	<input checked="" type="checkbox"/> Approvisionnement des populations du village en eau potable <input checked="" type="checkbox"/> Amélioration de la qualité de la vie	
Résultat(s) attendu	<input checked="" type="checkbox"/> Les populations de ce quartier disposent de l'eau potable à portée de mains	
Activités du projet	<input checked="" type="checkbox"/> Sondage (études géophysiques) <input checked="" type="checkbox"/> Choix des sites appropriés <input checked="" type="checkbox"/> Choix des entreprises <input checked="" type="checkbox"/> Exécution du projet <input checked="" type="checkbox"/> Sensibilisation des populations sur l'utilisation et la maintenance de l'ouvrage <input checked="" type="checkbox"/> Suivi et évaluation par le commanditaire	
Moyens	Pourcentage	Montant
PNDP	90 %	7 965 000 FCFA
Bénéficiaires	10 %	855 000 FCFA Site Sable Main d'œuvre

FICHE DE PROJET N° 3: MINDUH

Nom du projet	Elaboration du plan d'urbanisation d'Adjap	
Lieu	Région du Sud ; Département de l'OCEAN ; Commune de NIETE Villages : ADJAP	
Délai de réalisation : Trois mois	Date début : Juin 2014 ; fin du projet : Juillet 2014	
Coût d'objectif	19 000 000 FCFA	
Source(s) de	<input checked="" type="checkbox"/> FEICOM	

financement	✓ Commune NIETE	
Maître d'ouvrage	Commune de NIETE	
Maître d'œuvre	Montage technique du projet : consultants	
Contexte du projet :	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Le chef lieu de la commune de Niete ne dispose pas de plan d'urbanisation ✓ Exploitation anarchique des espaces ✓ Risque des destructions des constructions et culture ✓ Nouveau chef lieu de la commune 	
Objectif(s) du projet	✓ Doter d'ADJAP d'un plan d'urbanisation crédible d'une ville	
Résultat(s) attendu	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Les populations d'ADJAP maîtrisent l'usage de chaque parcelle de la ville ; ✓ Un plan d'urbanisation et d'occupation des sols dans la ville d'ADJAP est réalisé 	
Activités du projet	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Choix des entreprises ✓ Exécution du projet ✓ Sensibilisation des populations ✓ Suivi et évaluation par le commanditaire ✓ Publication 	
Moyens	Pourcentage	Montant
FEICOM	90 %	17 100 000 FCFA
Bénéficiaires	10 %	1 900 000 FCFA Main d'œuvre

FICHE DE PROJET N° 4 : MINEDUB

Nom du projet	CONSTRUCTION BLOC DE DEUX SALLES DE CLASSE	
Lieu	Région du Sud ; Département de l'OCEAN ; Commune de NIETE Villages : V9	
Délai de réalisation : Trois mois	Date début : MAI 2014 ; fin du projet : AOUT2014	
Coût d'objectif	16 000 000 FCFA	
Source(s) de financement	<ul style="list-style-type: none"> ✓ FEICOM ✓ Commune NIETE 	
Maître d'ouvrage	Commune de NIETE	
Maître d'œuvre	Montage technique du projet : consultants	
Contexte du projet :	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Difficulté de dispenser une éducation de base de qualité à l'école publique de V9 ; ✓ Insuffisance de salle de classe ; ✓ Insuffisance de tables bancs ; ✓ Insuffisance en enseignant qualifié 	
Objectif(s) du projet	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Construction d'un bloc de deux salles de classe ✓ Amélioration de la qualité d'enseignement 	

Résultat(s) attendu	✓ Deux salles de classe sont construites au profit de l'EP de V9	
Activités du projet	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Sondage (études géophysiques) ✓ Choix des sites appropriés ✓ Choix des entreprises ✓ Exécution du projet ✓ Suivi et évaluation par le commanditaire 	
Moyens	Pourcentage	Montant
FEICOM	90 %	14 400 000 FCFA
Bénéficiaires	10 %	1 600 000 FCFA Site Sable Main d'œuvre

Fiche du projet N° 5 MINCOMMERCE

Nom du projet	CONSTRUCTION COMPLEXE COMMERCIAL	
Lieu	Région du Sud ; Département de l'OCEAN ; Commune de NIETE Villages : ADJAP	
Délai de réalisation : Trois mois	Date début : MAI 2014 ; fin du projet : Décembre 2014	
Coût d'objectif	67 000 000 FCFA	
Source(s) de financement	<ul style="list-style-type: none"> ✓ FEICOM ✓ Commune NIETE 	
Maître d'ouvrage	Commune de NIETE	
Maître d'œuvre	Montage technique du projet : consultants	
Contexte du projet :	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Difficulté de promouvoir l'économie locale à partir des activités commerciales ✓ insuffisance des infrastructures commerciales adéquates ✓ fort potentiel de l'offre et de la demande 	
Objectif(s) du projet	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Construction d'un complexe commercial ✓ Encouragement des activités commerciales 	
Résultat(s) attendu	✓ Un complexe commercial construit à ADJAP	
Activités du projet	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Sondage (études géophysiques) ✓ Choix du site approprié ✓ Choix des entreprises ✓ Exécution du projet ✓ Suivi et évaluation par le commanditaire 	
Moyens	Pourcentage	Montant
FEICOM	90 %	60 300 000 FCFA
Bénéficiaires	10 %	6 700 000 FCFA Site

		Sable Main d'œuvre
--	--	-----------------------

Fiche de projet n° 6 : MINEPIA

Nom du projet	Appui technique d'une capacité d'élevage de 1000 poulets de chair	
Lieu	Région du Sud ; Département de l'OCEAN ; Commune de NIETE Villages : V16	
Délai de réalisation : Trois mois	Date début : Aout 2014 ; fin du projet : Octobre 2014	
Coût d'objectif	2 500 000 FCFA	
Source(s) de financement	<input checked="" type="checkbox"/> FEICOM <input checked="" type="checkbox"/> Commune NIETE	
Maître d'ouvrage	Commune de NIETE	
Maître d'œuvre	Montage technique du projet : consultants	
Contexte du projet :	<input checked="" type="checkbox"/> Difficulté de pratiquer un élevage de qualité ; <input checked="" type="checkbox"/> Insuffisance en intrants de qualité ; <input checked="" type="checkbox"/> Capacité d'élevage faible	
Objectif(s) du projet	<input checked="" type="checkbox"/> Renforcement de capacité en élevage de poulets de chair ; <input checked="" type="checkbox"/> Appui in intrants <input checked="" type="checkbox"/> Renforcement du cadre de vie	
Résultat(s) attendu	<input checked="" type="checkbox"/> Une offre de 1000 poulets de chairs par les éleveurs de V16 est réalisée par vague	
Activités du projet	<input checked="" type="checkbox"/> Formation des éleveurs ; <input checked="" type="checkbox"/> Structuration des éleveurs ; <input checked="" type="checkbox"/> Octroie des intrants de bonne qualité <input checked="" type="checkbox"/> Choix du consultant <input checked="" type="checkbox"/> Exécution du projet	
Moyens	Pourcentage	Montant
FEICOM	90 %	2 250 000 FCFA
Bénéficiaires	10 %	250 000 FCFA Salles Sites Main de d'oeuvre

Fiche de projet n° 7 : MINEPIA

Nom du projet	Appui technique d'une capacité d'élevage de porcs	
Lieu	Région du Sud ; Département de l'OCEAN ; Commune de NIETE Villages : V11, V15, V8, NLOZOK	
Délai de réalisation : Trois mois	Date début : juin 2014 ; fin du projet : Décembre 2014	

Coût d'objectif	9 200 000 FCFA	
Source(s) de financement	<ul style="list-style-type: none"> ✓ FEICOM ✓ Commune NIETE 	
Maître d'ouvrage	Commune de NIETE	
Maître d'œuvre	Montage technique du projet : consultants	
Contexte du projet :	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Difficulté de pratiquer un élevage de porcs de qualité ; ✓ Insuffisance en intrants de qualité ; ✓ Capacité d'élevage faible ; ✓ Potentiel de demande élevé 	
Objectif(s) du projet	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Renforcement de capacité en élevage de porcs ; ✓ Appui in intrants ✓ Renforcement du cadre de vie 	
Résultat(s) attendu	✓ Une offre en viande de porcs par les éleveurs de V11, V15, V8, NLOZOK est réalisée par vague	
Activités du projet	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Formation des éleveurs ; ✓ Structuration des éleveurs ; ✓ Octroie des intrants de bonne qualité ✓ Choix du consultant ✓ Exécution du projet 	
Moyens	Pourcentage	Montant
FEICOM	90 %	8 280 000 FCFA
Bénéficiaires	10 %	920 000 FCFA Site Salles ; Main d'oeuvre

Annexe 2 : Atlas des cartes